

COLLECTION DES RAPPORTS

LA FRANCE DES INVISIBLES

Rapport réalisé à la demande de l'ONPES

Elodie ALBEROLA
Lucie BRICE
Nelly GUISSÉ
Sandra HOIBIAN

■ MARS 2016



Le pôle « Évaluation et Société » est composé de Élodie Alberola, Isa Aldeghi, Lucie Brice, Patricia Croutte, Emilie Daudey, Nelly Guisse, Sandra Hoibian, Pauline Jauneau, Sophie Lautié, Colette Maes et Jörg Müller.

C R E D O C

Sommaire

Synthèse	4
Introduction	12
I – L’omniprésence du sentiment d’invisibilité	14
1. La moitié des Français ont le sentiment d’être personnellement en proie à des difficultés passées sous silence.....	14
A. LES QUADRAS, LES ACTIFS SE SENTENT PLUS SOUVENT QUE LES AUTRES LES OUBLIES DES MEDIAS ET POUVOIRS PUBLICS	15
B. LE LIEU D’HABITATION OU LA STRUCTURE FAMILIALE SEMBLENT AVOIR MOINS D’INCIDENCE	16
C. LES CATEGORIES MODESTES ET LES CLASSES MOYENNES INFERIEURES SE SENTENT LES PLUS INCOMPRISES.....	17
D. LES DIFFICULTES FINANCIERES OU LA CRAINTE DE CELLES-CI NOURRISSENT LE SENTIMENT D’INVISIBILITE	21
E. LES FEMMES, EN PARTICULIER DES CLASSES AISEES SE SENTENT UN PEU PLUS OUBLIEES QUE LES HOMMES	22
F. LES DIFFICULTES D’ACCES AU STATUT DE PROPRIETAIRE, ET PLUS GENERALEMENT DE LOGEMENT JOUENT EGALEMENT .	23
G. LES FRANÇAIS EN MAUVAISE SANTE TMOIGNENT PLUS SOUVENT DE DIFFICULTES NON RECONNUES.....	23
H. UN SENTIMENT D’INVISIBILITE SOCIALE LIE A L’ISOLEMENT SOCIAL ET AU MAL-ETRE	24
I. LES FACTEURS D’INVISIBILITE SOCIALE « TOUTES CHOSES EGALES PAR AILLEURS »	25
2. L’invisibilité sociale des autres : des Français d’autant plus attentifs qu’ils se sentent eux-mêmes invisibles et qu’ils sont sensibles au sort des plus démunis.....	28
3. Une aspiration au changement liée au constat d’invisibilité sociale.....	33
II – Les difficultés « invisibles »	36
1. Sept grands registres de discours qui nourrissent le sentiment d’invisibilité	36
A. PREMIER REGISTRE (22%) DE PROBLEMES JUGES INVISIBLES PAR LES MEDIAS ET LES POUVOIRS PUBLICS - DES DIFFICULTES LIEES A LA SPHERE FINANCIERE (PRIVATIONS, MANQUE DE PERSPECTIVE D’AVENIR, IMPOSSIBILITE A DEVENIR PROPRIETAIRE, DIVERSITE DES SITUATIONS MAL APPREHENDEE).....	41
B. DEUXIEME REGISTRE (19%) - L’INVISIBILITE DES DIFFICULTES D’ACCES AUX DROITS ET BESOINS FONDAMENTAUX : UN EMPLOI DURABLE ET STABLE, UN LOGEMENT, DES DROITS SOCIAUX ET DES SERVICES PUBLICS	46
C. TROISIEME REGISTRE (12%) – LE DEFAUT DE COHESION SOCIALE : DES DIFFICULTES ALLANT DES INCIVILITES AU SENTIMENT D’INSECURITE PHYSIQUE	52
D. QUATRIEME REGISTRE (7%) – L’INVISIBILITE DES LACUNES DANS LE CIBLAGE DES POLITIQUES SOCIALES.....	55
E. CINQUIEME REGISTRE (6%) – L’ABSENCE D’ECOUTE SOCIALE : DECONNEXION DES ELITES ET DEFAUT DE CONCERTATION DES CITOYENS.....	57
F. SIXIEME REGISTRE (5%) – LA DEGRADATION DE L’ENVIRONNEMENT	59
G. SEPTIEME REGISTRE (4%) - LES MAUVAISES CONDITIONS DE TRAVAIL	61
2. L’invisibilité sociale pour les autres : des thématiques semblables, apparition des difficultés relatives à la grande exclusion sociale	63
III – Les causes et conséquences de l’invisibilité sociale	67
1. L’absence de collectif, le traitement sensationnaliste de l’information et la cécité des pouvoirs publics ; facteurs explicatifs de l’invisibilité sociale	67
2. Exclusion et tensions sociales, principales conséquences de l’invisibilité sociale.....	73
Annexe 1 – questionnaire.....	76
Annexe 2 - Bibliographie	78
Annexe 3 - Table des illustrations	80

Synthèse

La question de **l'invisibilité sociale** de « *groupes de population mal couverts par la statistique publique, peu visibles pour les pouvoirs publics et peu ou mal appréhendés par les politiques sociales* »¹ n'est pas nouvelle². Elle est toutefois de plus en plus présente dans le débat public, tant « *l'impression d'abandon exaspère aujourd'hui de nombreux Français. Ils se trouvent oubliés, incompris, pas écoutés. Le pays, en un mot, ne se sent pas représenté* »³. Notion aux contours encore instables, parfois instrumentalisée à des fins électorales ou politiques, elle se nourrit cependant peu à peu de travaux qui cherchent à produire une meilleure compréhension du monde social et de sa complexité, en identifiant le profil des populations qui, parce qu'elles sont « hors normes », sont confrontées à des difficultés méconnues ou mal appréhendées.

Cette recherche d'une meilleure **connaissance** semble en effet incontournable pour un **déploiement d'actions publiques appropriées**. Résoudre des difficultés dont on ignore précisément les cibles, les causes ou les conséquences, voire leur nature même, s'avère en effet délicat. Dans l'optique d'approfondir la compréhension du phénomène dans toute sa diversité, des publics comme des difficultés auxquels il renvoie, l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) a confié au Crédoc la réalisation d'une étude quantitative caractérisée par une approche méthodologique inductive. En effet, loin de cibler des catégories de population préconstruites, identifiées comme particulièrement exposées à l'invisibilité sociale, l'enquête porte sur **un échantillon représentatif de la population française**. Les questions sur la nature de l'invisibilité sociale ont été formulées de manière ouverte : **les catégories d'analyse ont donc été créées à partir des discours produits, plutôt que l'inverse**.

Néanmoins, il faut souligner que **l'enquête n'intègre pas les publics en situation de grande exclusion** (personnes sans domicile, ou qui ont des grandes difficultés d'expression en français), et minore probablement certaines populations réticentes à répondre aux enquêtes (en situation irrégulière sur le territoire par exemple).

Une omniprésence du sentiment d'invisibilité

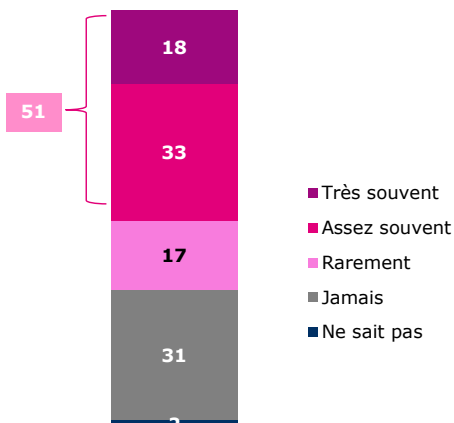
Le constat probablement le plus marquant de l'investigation est l'ampleur du sentiment d'invisibilité sociale. **La moitié des Français estiment être confrontés personnellement « très souvent » ou « assez souvent » à des difficultés qui ne seraient pas considérées par les pouvoirs publics ou les médias**. Plus largement, sept sur dix pensent que ce phénomène touche « beaucoup » de leurs concitoyens en France.

¹ ONPES, « Étude sur l'invisibilité sociale : un enjeu de connaissance des personnes pauvres et précaires », *La Lettre*, n°4, octobre 2014. http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/Lettre_ONPES_04_2014.pdf

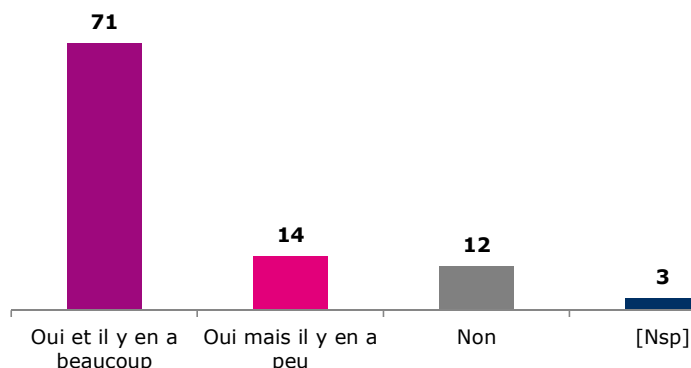
² BOURDIEU Pierre, *La Misère du monde*, Editions du Seuil, 1993.

³ ROSANVALLON Pierre, *Le parlement des invisibles*, Éditions du Seuil, coll. "Raconter la vie", 2014.

« Avez-vous le sentiment d'être confronté à des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ? »



« Et pensez-vous qu'il existe actuellement en France des personnes qui traversent des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ? »



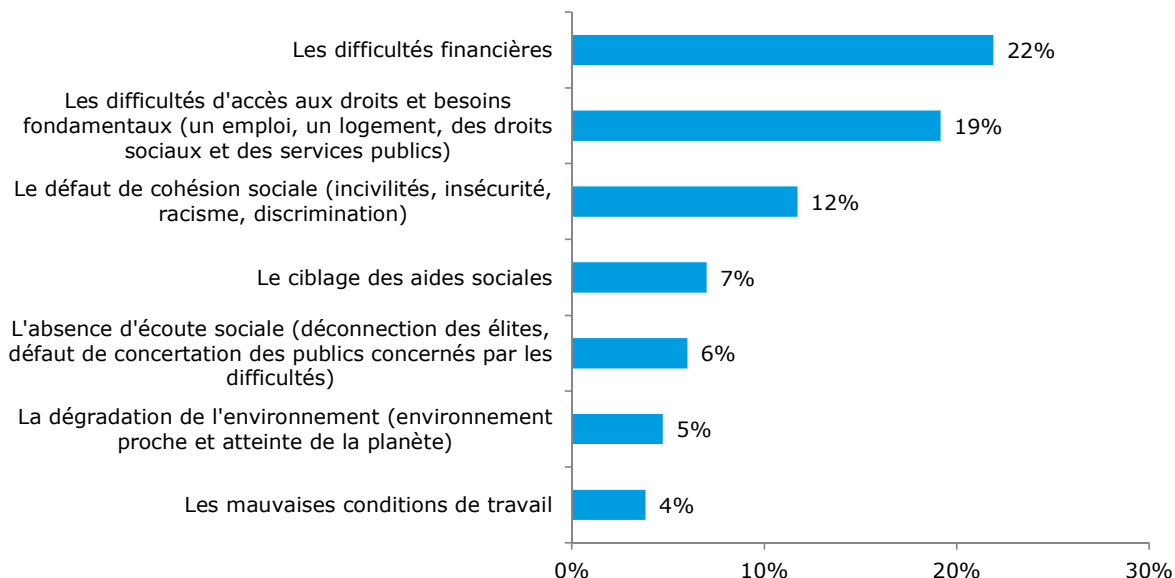
Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

Sept grands registres de discours nourrissent le sentiment d'invisibilité

L'impression d'être oublié des médias et des pouvoirs publics se nourrit d'un quotidien grevé de difficultés très diverses (plus de trente-huit thématiques différentes émanent des réponses spontanées de la population), parfois cumulées, dont on peut rendre compte à travers une typologie de sept grands registres.

Les sept grands registres des difficultés « invisibles » évoquées par les Français

Pourcentages des difficultés exprimées par les personnes se disant confrontées des difficultés oubliés des médias et des pouvoirs publics et rapportés à l'ensemble de la population



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

Les difficultés financières (22%) constituent le premier registre de l'invisibilité. Plus d'un Français sur cinq exprime être pris en étau, entre, d'un côté, des charges qui augmentent (dépenses pour le logement, l'énergie, l'alimentation, les soins, les transports, mais aussi les taxes et les impôts...), et de l'autre, des revenus jugés insuffisants. De fait, le poids des dépenses contraintes ou pré-engagées (liées au logement notamment) accroît la pression sur le budget des ménages depuis plusieurs années. En résultent des comportements de restriction, voire de privation sur de nombreux postes, parmi lesquels les loisirs ou les vacances. La « baisse du pouvoir d'achat », pour n'être pas absente du débat public, reste pour autant sans solution pour la population, qui interprète certainement la persistance du phénomène comme un désintérêt des pouvoirs publics. C'est également la diversité et la spécificité des situations et des catégories de public (retraités, étudiants, indépendants, agriculteurs...) qui leur semble non ou mal appréhendées par les institutions, dont l'approche est peut-être vue comme « globalisante ». De manière convergente, le sentiment de vivre des difficultés passées sous silence est particulièrement marqué chez les personnes aux revenus modestes.

La question de **l'accès aux droits et besoins fondamentaux** (19 %) regroupe le deuxième champ de difficultés identifiées comme peu apparentes. Outre la hausse du chômage, c'est aussi le sentiment d'une impossibilité d'accéder à un emploi durable et stable et l'enfermement dans une multiplication d'emplois précaires qui sont jugés peu ou mal relayés et pris en compte. Sont également décriées les difficultés à accéder à un logement décent, à des services publics pour tous et partout (désertification des campagnes, accessibilité pour les personnes handicapées), aux soins, ainsi que les obstacles pour faire valoir ses droits sociaux (opacité des critères d'éligibilité, lourdeur et manque d'humanité des procédures administratives dématérialisées, horaires d'ouvertures jugés trop restreints).

Le **manque de cohésion sociale**, la dégradation des rapports humains, décrits comme conflictuels (incivilités, sentiment d'insécurité, tensions sociales, racisme, discrimination), arrivent en troisième position des réponses des problèmes considérés comme mal identifiés (12 %). Les Français décrivent une confrontation directe et quasi quotidienne avec des symptômes de la délitescence du tissu social, qui touchent, d'après les répondants, les espaces publics dans leur diversité (la rue, notamment en ville, l'école, le monde du travail, les transports en commun...). Les urbains, et notamment les Franciliens se font plus particulièrement l'écho de ces difficultés qu'ils estiment négligées par les médias et la puissance publique.

Le **mauvais ciblage des aides sociales** est ensuite cité par 7 % des Français. Rejoignant en partie la problématique financière, c'est aussi la question de l'insuffisance des structures d'accueil qui apparaît comme non prise en compte (structure d'accueil de jeunes enfants, de soutien aux aidants, de socialisation des personnes âgées). Les publics les plus fragiles économiquement, isolés socialement ou qui ne peuvent pas compter sur l'aide de leurs proches, sont davantage concernés. Le sentiment d'être lésé par un système de protection social jugé injuste car trop favorable aux catégories plus privilégiées que soi, ou trop conciliant avec des bénéficiaires qui en abuseraient (fraude, assistanat) est ici prégnant.

L'absence d'écoute sociale, l'insuffisante participation des citoyens aux décisions qui les concernent est pointée comme facteur d'invisibilité sociale par 6 % des Français. Symptôme et cause de l'invisibilité, la critique d'une partie de la population vis-à-vis du système de représentation politique doit être reliée à la tendance à la radicalisation de l'opinion, lassée et méfiante vis-à-vis d'une élite jugée déconnectée des réalités sociales.

Les Français sont 5% à témoigner de difficultés relatives à **la dégradation de l'environnement** - pris à la fois dans le sens d'environnement proche et d'atteintes à la planète (pollution atmosphérique et sonore, réchauffement climatique, utilisation de produits chimiques dans l'agriculture, élevage intensif...) - et de leurs conséquences sur la santé. Plutôt qu'une invisibilité médiatique et politique de la question environnementale, alors que les Français se montrent très sensibles à ces enjeux, le sentiment d'invisibilité de cette thématique relève sans doute du constat de la persistance de la dégradation de l'environnement, interprétée comme une inaction des pouvoirs publics ou, du moins, un défaut d'efficacité des actions mises en œuvre.

Enfin 4 % de Français relèvent l'invisibilité des difficultés auxquelles ils font face dans le champ des **conditions de travail, jugées dégradées**, insatisfaisantes, voire dangereuses : pénibilité physique du travail, souffrance psychologique, non-reconnaissance dans le travail, difficultés à concilier les sphères privée et professionnelle de la vie. Les expositions aux risques professionnels, notamment psychosociaux, ont de fait nettement augmenté depuis quinze ans, en lien avec une pression accrue des rythmes de travail imposés, exacerbée dans le contexte de crise économique actuel.

Toutes ces difficultés conduisent une large part de la population à se sentir oubliée, négligée, mal entendue, et plus particulièrement les personnes modestes, les locataires pour qui le loyer pèse de plus en plus lourd dans le budget, les demandeurs d'emploi, les personnes malades ou handicapées ou encore les personnes les plus isolées socialement.

Un sentiment d'invisibilité lié à un déficit d'écoute sociale et à une mauvaise appréhension de la diversité des difficultés rencontrées

Plutôt qu'une absence totale de visibilité médiatique ou un défaut complet de prise en compte par les pouvoirs publics, l'invisibilité semble ici résulter d'un **déficit d'écoute sociale** et de l'impression **d'une mauvaise appréhension des problématiques** par les pouvoirs publics ou les médias, qui peut renvoyer :

- au sentiment d'un manque **d'efficacité ou d'adéquation** des actions mises en œuvre par rapport aux attentes et besoins des Français en proie à ces difficultés. Les Français, qui ont le sentiment d'une **persistance voire d'une aggravation des difficultés**, expriment finalement une anxiété quant à la sortie de crise en mettant l'accent sur des thématiques comme l'augmentation du chômage, la baisse du pouvoir d'achat, la dégradation de l'environnement ou encore les questions d'abus du système de protection sociale ;
- au sentiment que le message relayé par les médias est globalisant et **ne correspond pas réellement au vécu des personnes**, à la spécificité de leur situation et des difficultés auxquelles elles font face (au-delà de l'accès à l'emploi, la question de l'accès à l'emploi durable ; au-delà de la baisse du pouvoir d'achat en général, les difficultés des petites retraites ou des jeunes isolés, étudiants ou sans emploi ; au-delà de l'accès au logement, l'absence de perspective sur la possibilité d'accéder à la propriété, le sentiment d'être piégé dans un logement où le poids des dépenses contraintes conduit à des restrictions ; au-delà de mots-valises tels que l'insécurité, les incivilités vécues au quotidien dans l'espace public).

Relevons qu'émergent également des discours sur des **problématiques spécifiques qui ne touchent qu'une très faible proportion de la population** : les difficultés d'accès aux

équipements publics pour les personnes handicapées, la couverture sociale des indépendants et de leurs ayants droit, la reconnaissance des maladies rares, la faiblesse des ressources financières des personnes reconnues invalides, le soutien psychologique aux aidants des personnes dépendantes ou handicapées, l'accès aux services publics et à l'emploi dans les communes rurales... Enfin, au travers de l'évocation des privations alimentaires, du non ou du mal-logement, et plus généralement de l'accès à une vie décente, la question de la grande exclusion et de l'isolement social est abordée par les Français lorsqu'on les interroge sur l'invisibilité sociale dans l'ensemble de la société.

Les causes de l'invisibilité sociale

Interrogés sur les principales raisons, qui, selon eux, expliquent l'invisibilité médiatique et politique des difficultés identifiées, l'individualisme, la recherche du sensationnalisme et la cécité des pouvoirs publics sont les premiers facteurs d'invisibilité identifiés par les Français.

Le repli sur soi et le manque d'empathie (50 %), « chacun ne pensant qu'à ses problèmes », est la première des causes identifiées pour expliquer la cécité des médias ou des pouvoirs publics vis-à-vis des difficultés rencontrées par certaines personnes dans la société française. Le manque de lien social et de "collectif", l'affaiblissement des modes de représentations et de la place des corps intermédiaires, quelles qu'en soient la forme (associations, politique, religieux, entreprise) contribuent certainement à la non émergence d'une parole commune nécessaire « *dans un monde social qui ne semble poser question qu'à partir du moment où il est rendu visible sur un mode spectaculaire* »⁴. Les personnes ayant des interactions sociales peu fréquentes estiment d'ailleurs plus souvent souffrir d'invisibilité sociale.

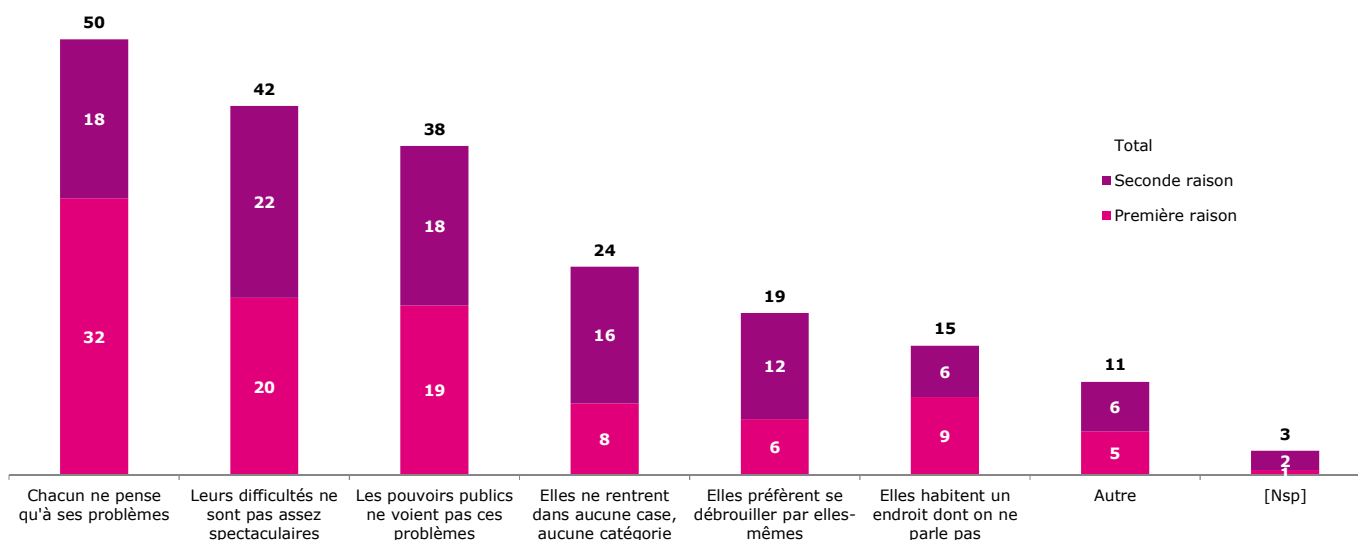
Le tropisme sensationnaliste des médias – « les difficultés ne sont pas assez spectaculaires » (42%) – apparaît comme le deuxième facteur d'invisibilité aux yeux des Français, qui appréhendent certainement les potentielles dérives de simplification ou de stigmatisation des publics et de leurs difficultés. Les Français se montrent d'ailleurs de plus en plus critiques vis-à-vis des médias dits « traditionnels », dont ils ont tendance à s'éloigner pour s'informer davantage auprès de leurs pairs, via les réseaux sociaux notamment.

Les Français identifient ensuite **la cécité des pouvoirs publics** (38 %), « les pouvoirs publics ne voient pas ces problèmes », comme cause de l'invisibilité sociale, exprimant également ici le sentiment de la déconnexion des élites politiques et médiatiques avec la population, très présent dans l'opinion.

⁴ BEAUD Stéphane, CONFAVREAUX Joseph, LINDGAARD Jade (dir), *La France invisible*, Paris, Editions La Découverte, 2006.

«Quelles sont les principales raisons qui font que les médias ou les pouvoirs publics ne voient pas ces difficultés ?»

Champ : personnes déclarant qu'il existe « beaucoup » ou « un peu » de personnes en France qui traversent des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment.



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

Les autres mécanismes de l'invisibilité qui étaient proposés sont moins souvent pointés par les Français.

Pour un quart des Français, le fait de **ne rentrer dans aucune catégorie** (24 %) participe de l'invisibilité. N'existe ainsi que ce qui « rentre » dans la grille de lecture administrative, ce qui suppose en creux que les individus doivent être constitués en un groupe social identifié pour être légitimés par les pouvoirs publics.

Les Français sont 19 % à expliquer l'invisibilité par **le souhait de préférer se débrouiller seul** et peut-être la volonté de certains de s'affranchir du collectif et de se rendre eux-mêmes invisibles. Il s'agit de la modalité recueillant le moins de première réponse (6 %).

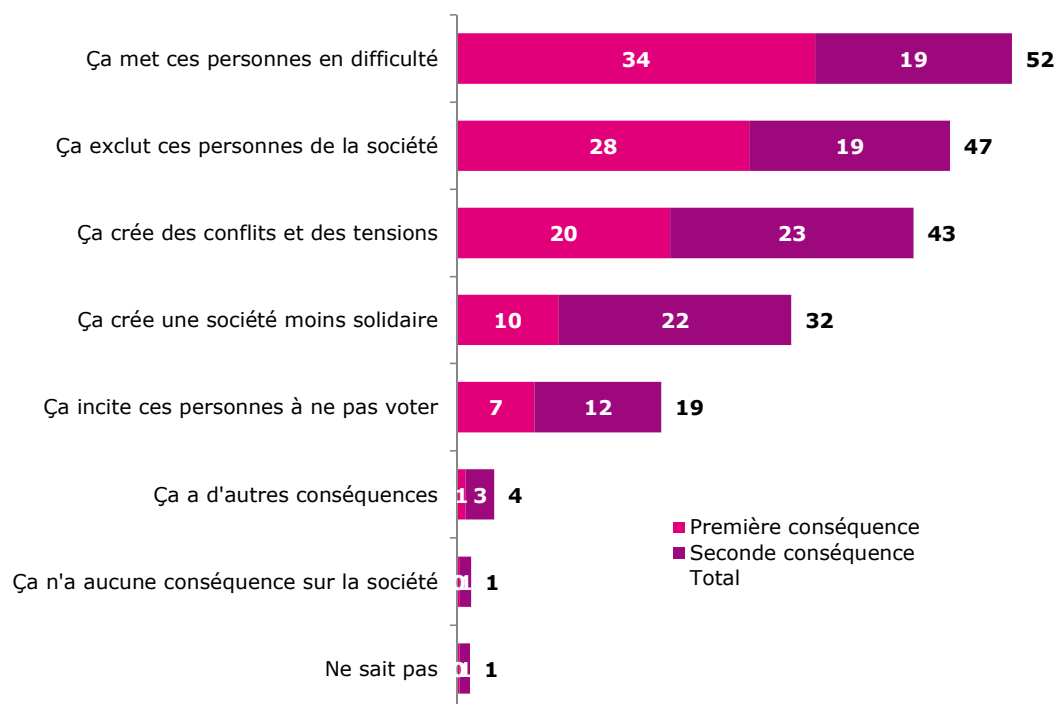
Enfin, **la ségrégation spatiale** apparaît pour 15 % des Français comme un motif d'invisibilité sociale dans le sens où certaines personnes « habitent dans un endroit dont on ne parle pas ». Les habitants des villes moyennes de 20 000 à 100 000 habitants et les personnes s'identifiant à la classe des défavorisés expriment davantage l'influence de la spatialisation sur la visibilité médiatique ou politique.

Les conséquences de l'invisibilité sociale

Les conséquences de l'invisibilité quelle que soit la catégorie dont elle relève, médiatique, institutionnelle ou géographique, sont majeures. À peine 1 % de la population est d'avis que cette invisibilité sociale est sans influence.

« D'après vous, quelles en sont les deux principales conséquences ? »

Champ : personnes déclarant qu'il existe « beaucoup » ou « un peu » de personnes en France qui traversent des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment.



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

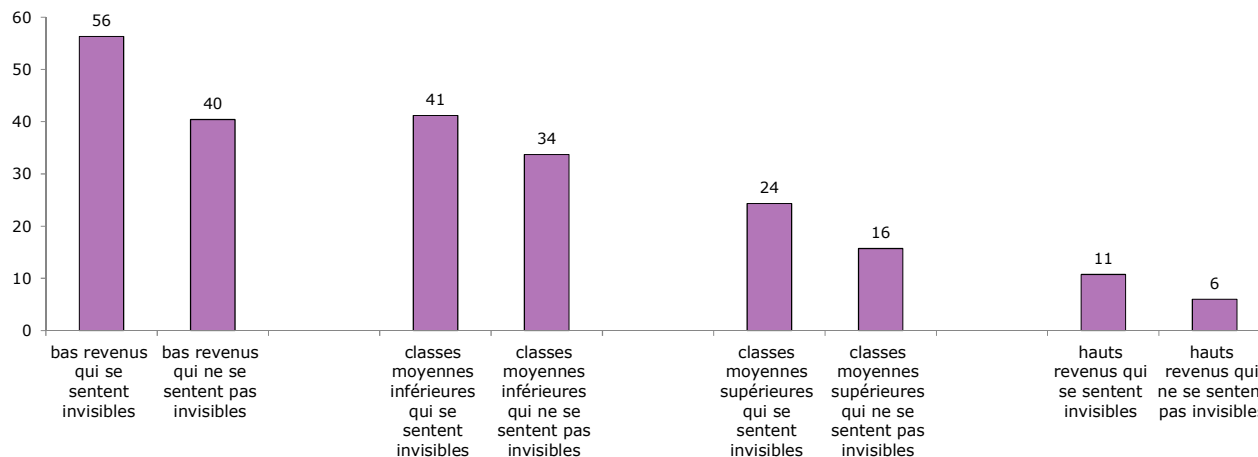
Les répondants identifient d'abord des conséquences individuelles, pour les personnes oubliées du système, et ensuite pour la société dans son ensemble. Être invisible socialement **accentuerait d'abord les difficultés des personnes concernées** (52 %), jusqu'à les **exclure de la société** (47 %). Les catégories les plus modestes de la population, sans doute plus fragiles, expriment plus que les autres cette crainte d'une aggravation de la situation des invisibles. Viennent ensuite le risque de **création de conflits et de tensions** (43 %), et l'avènement d'une **société moins solidaire** (32 %). Cet impact sur la solidarité est d'autant plus souvent souligné que l'âge décroît, les jeunes ayant peut-être le sentiment d'être les laissés-pour-compte d'une société dans laquelle leur insertion sociale et professionnelle apparaît de plus en plus difficile. Enfin, pour 20 % de la population, **l'invisibilité sociale incite à ne pas voter**.

Influence de l'invisibilité sociale sur l'appréciation de sa situation et de ses perspectives d'avenir

Au-delà des conditions et niveaux de vie objectifs, **l'invisibilité apparaît liée aux éléments d'appréciation plus subjectifs de sa propre vie**. Les Français qui se sentent oubliés dans leurs difficultés quotidiennes se montrent les plus pessimistes sur l'évolution de leurs conditions de vie, plus insatisfaits de leur cadre de vie, moins heureux dans leur vie. Le sentiment ou le constat qu'il existe des difficultés qui ne sont pas prises en compte par les institutions médiatiques ou politiques vient certainement alimenter le regard négatif et pessimiste porté par une partie de la population sur ses propres conditions de vie, et probablement le **sentiment de déclassement** d'une partie des Français. À niveau de vie

égal, les personnes qui se disent en prise avec des difficultés passées sous silence par les médias ou mal prises en compte par les pouvoirs publics se classent elles-mêmes plus souvent parmi les catégories populaires ou défavorisées que les autres.

Proportion de personnes qui considèrent faire partie des « catégories populaires ou des défavorisées » selon le sentiment d'invisibilité et le niveau de vie



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

Pour conclure, l'étude montre que l'invisibilité sociale est une thématique qui fait sens pour les Français, en témoigne le fait que la majorité de nos concitoyens s'y sent directement confrontée, non pas tant parce que leurs difficultés sont réellement absentes du débat, mais davantage parce qu'elles sont mal appréhendées par les médias ou au travers de l'action publique. Cette étude montre que le sentiment de distance est exprimé par une part croissante de Français vis-à-vis des élites et des discours dominants, qu'ils ressentent comme éloignés de la réalité de ce qu'ils vivent. L'absence de réponses efficaces de la part des pouvoirs publics et, finalement, la persistance des difficultés nourrissent certainement un sentiment d'invisibilité, terreau lui-même d'une forme de mal-être dans la société, de pessimisme pour l'avenir, de crainte du déclassement.

Introduction

Dans une société où les chiffres semblent omniprésents, des phénomènes échappent toujours aux catégories statistiques. Le phénomène de **l'invisibilité sociale** est ainsi considéré comme renvoyant à des « *des groupes de population mal couverts par la statistique publique, peu visibles pour les pouvoirs publics et peu ou mal appréhendés par les politiques sociales* »⁵. Parce qu'ils sont « hors norme », les contours exacts de ces groupes et des difficultés auxquelles ils sont confrontés restent méconnus. Or, la **connaissance** est la clef de voûte d'un déploiement d'actions publiques appropriées. Résoudre des difficultés dont on ignore les cibles, les causes ou les conséquences voire la nature même s'avère en effet délicat. Ainsi, l'Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale (ONPES), dans la ligne de sa mission d'amélioration de la connaissance des phénomènes mal couverts par les études et statistiques existantes, a fait de l'invisibilité sociale un de ses axes de travail.

Afin de caractériser les différentes formes d'invisibilité sociale, d'en mettre en lumière les causes et les déterminants, l'ONPES a mobilisé la littérature ayant émergé sur le sujet depuis le début des années 1990 et fait appel à des experts, notamment à travers un séminaire à l'hiver 2014. Cette approche, volontairement pluridisciplinaire, a rendu compte de l'existence d'une **pluralité de formes d'invisibilité, politique, médiatique, administrative**, et parfois « voulue » par les publics eux-mêmes.

Ces travaux ont par ailleurs révélé, à la suite d'une étude exploratoire portant sur certains publics⁶, la pertinence de concevoir les publics de l'invisibilité sociale **au-delà des situations de grande exclusion**. Ils ont en outre encouragé à traiter l'invisibilité sociale **sans catégories préconstruites**. Ces deux conditions apparaissent en effet essentielles pour dessiner le spectre de ce phénomène sans *a priori*.

Les résultats de la présente enquête s'inscrivent dans cette optique. Loin de cibler des catégories de population jugées particulièrement exposées à des mécanismes d'invisibilité, l'enquête porte sur un échantillon représentatif de la population française. Néanmoins, il faut souligner que **l'enquête n'intègre pas les publics en situation de grande exclusion** (personnes sans domicile, ou qui ont des grandes difficultés d'expression en français), et minore probablement certaines populations réticentes à répondre aux enquêtes (en situation irrégulière sur le territoire par exemple.)

Plusieurs questionnements ont été ainsi insérés dans l'enquête Conditions de vie et Aspirations du CREDOC et portant sur :

- L'importance du phénomène d'invisibilité en France.
- Le sentiment personnel d'invisibilité appréhendé par l'existence de difficultés personnelles importantes, inaudibles des médias et pouvoirs publics.
- Les situations précises que la population dans son ensemble pense oubliées des médias et puissance publique.

⁵ ONPES, « Étude sur l'invisibilité sociale : un enjeu de connaissance des personnes pauvres et précaires », *Op. Cit.*

⁶ Sans domiciles, sortants de prison, entourage familial des enfants placés ou en voie de l'être, personnes logées présentant des troubles de santé mentale, travailleurs non salariés pauvres, personnes pauvres en milieu rural. Cf ONPES-Fors Recherche Sociale, Étude sur la pauvreté et l'exclusion sociale de certains publics mal couverts par la statistique publique, ONPES, 2014, http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/RAPPORT_ONPES_Publics_invisibles.pdf

- Les causes et les conséquences de l'invisibilité sociale, du point de vue du corps social.

Encadré 1 - Précisions méthodologiques

L'enquête a été réalisée en « face à face », en juin 2015, auprès d'un échantillon représentatif de la population française de 2 008 personnes, âgées de 18 ans et plus, sélectionnées selon la méthode des quotas. Ces quotas (région, taille d'agglomération, âge - sexe, PCS) ont été calculés d'après les résultats du dernier recensement général de la population. Un redressement final a été effectué pour assurer la représentativité par rapport à la population nationale de 18 ans et plus⁷.

⁷ Pour plus de précisions sur les caractéristiques techniques de l'enquête, on pourra se reporter au rapport intitulé « Premiers résultats de la vague de juin 2015 » (CREDOC, septembre 2015).

I – L’omniprésence du sentiment d’invisibilité

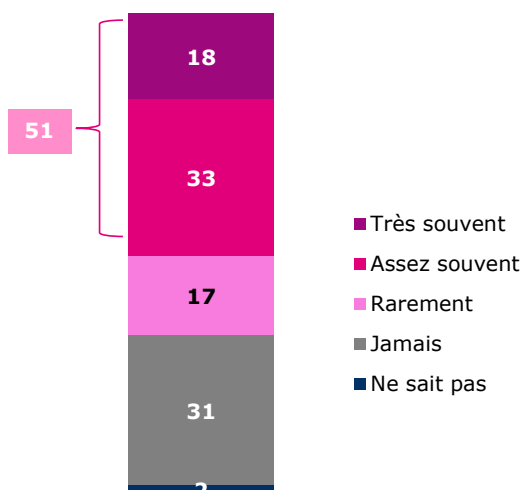
Loin d’être un phénomène isolé ou renvoyant exclusivement à la grande pauvreté et à l’exclusion de la vie économique et sociale, ou à des situations marginales, **le sentiment d’invisibilité sociale apparaît très répandu** au sein de la population française, touchant **une majorité des Français, et une grande diversité de publics.**

1. La moitié des Français ont le sentiment d’être personnellement en proie à des difficultés passées sous silence

51% des Français estiment être confrontés personnellement « très souvent » ou « assez souvent » à des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment. Près d’un Français sur cinq déclare même être « très souvent » victime de telles difficultés. Avec près d’une personne sur six confrontée « rarement » à des difficultés « invisibles », ce sont les deux tiers des Français qui connaissent au moins occasionnellement le sentiment d’invisibilité sociale.

Graphique 1 - « Avez-vous le sentiment d’être confronté à des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ? »

Champ : ensemble de la population



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

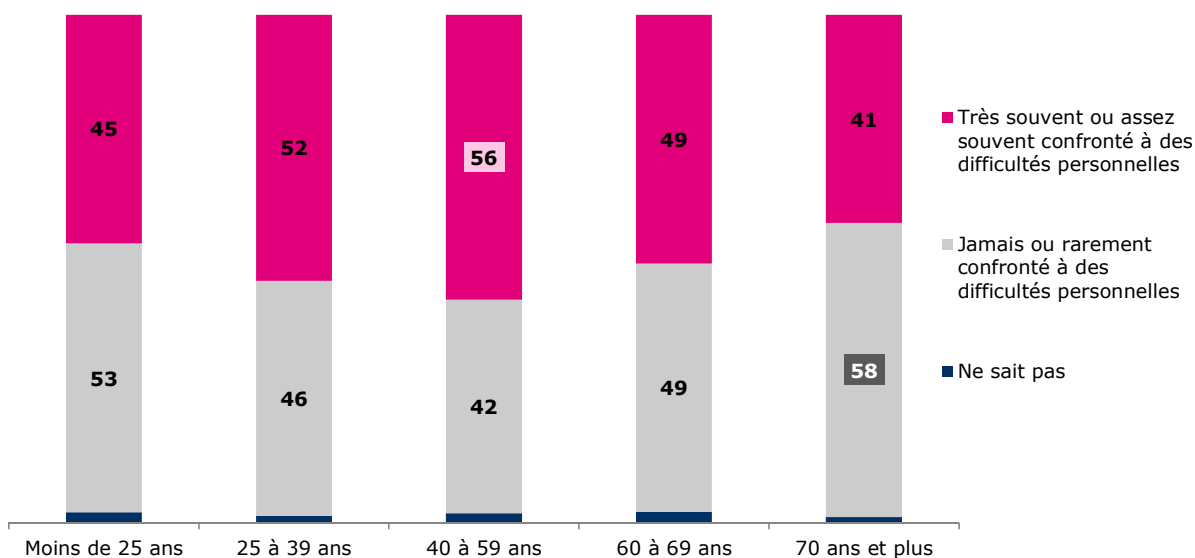
L’importance de ce sentiment pose question. Pour mieux le comprendre nous allons dans un premier temps mobiliser le très large corpus de questions du dispositif d’études permanent du CREDOC sur les Conditions de vie et Aspirations de la population pour comprendre qui en témoigne le plus souvent, et dans un deuxième temps analyser les situations d’invisibilité décrites par nos concitoyens pour tenter d’approcher ce que recouvre cette notion pour la population.

a. Les quadras, les actifs se sentent plus souvent que les autres les oubliés des médias et pouvoirs publics

L'âge apparaît comme un facteur déterminant dans le sentiment. De manière générale, si dans toutes les classes d'âge, au moins quatre Français sur dix s'estiment exposés à des problèmes d'invisibilité, les personnes **d'âge actif** le déclarent plus souvent, et particulièrement les 40-59 ans.

Graphique 2 - Les plus âgés se déclarent moins souvent personnellement victimes d'un problème invisible pour les pouvoirs publics ou les médias

« Avez-vous le sentiment d'être confronté à des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ? »



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

De fait le **statut d'emploi** joue sur la perception d'invisibilité de ses propres difficultés. Les **deux tiers des personnes au chômage** (65%) se sentent « assez souvent » voire « très souvent » confrontées à des problèmes passant inaperçus, soit bien plus que les actifs occupés (52%) et les inactifs (46%) – et en particulier les retraités (42%). Les personnes dont le conjoint est au chômage déclarent également plus que la moyenne souffrir d'invisibilité sociale (56%). Cette importance du statut d'emploi doit être reliée à l'association fréquente de l'invisibilité sociale à des problématiques ayant trait à l'emploi (chômage, emplois précaires, conditions de travail,...), ainsi que nous le verrons dans la partie suivante.

Graphique 3 - Les deux-tiers des chômeurs déclarent être confrontés à des difficultés qu'ils jugent invisibles

« Avez-vous le sentiment d'être confronté à des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ? » Cumul des réponses « très souvent » et « assez souvent » (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

b. Le lieu d'habitation ou la structure familiale semblent avoir moins d'incidence

Le lieu d'habitation modère quelque peu, mais dans des proportions moins importantes le sentiment d'invisibilité. En reprenant les différentes des typologies utilisées par l'INSEE, on repère une quasi absence de différences de réponses selon la catégorie d'agglomération, une prégnance un peu plus forte du sentiment dans les zones « indéterminées » de l'INSEE selon la typologie des types de commune, et dans les « communes isolées hors influence des pôles »⁸ selon une autre typologie.

Tableau 1 - Le sentiment d'invisibilité selon le lieu de résidence

Catégorie d'agglomération (en 5)	Communes rurales	51
	2 000 à 20 000 hab.	51
	20 000 à 100 000 hab.	50
	Plus de 100 000 hab.	50
	Agglomération parisienne	50
Type de commune (centre, banlieue, rural)	Banlieue	50
	Centre	49
	Indéterminé	56
	Rural	51
ZAUER 2010	Commune appartenant à un grand pôle (10 000 emplois ou plus)	50
	Commune appartenant à la couronne d'un grand pôle	51
	Commune multipolarisée des grandes aires urbaines	49
	Commune appartenant à un moyen ou petit pôle (1500 à moins de 10 000)	46
	Autre commune multi polarisée	35
	Commune isolée hors influence des pôles	68

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

⁸ Ces zones représentent 4% de notre échantillon

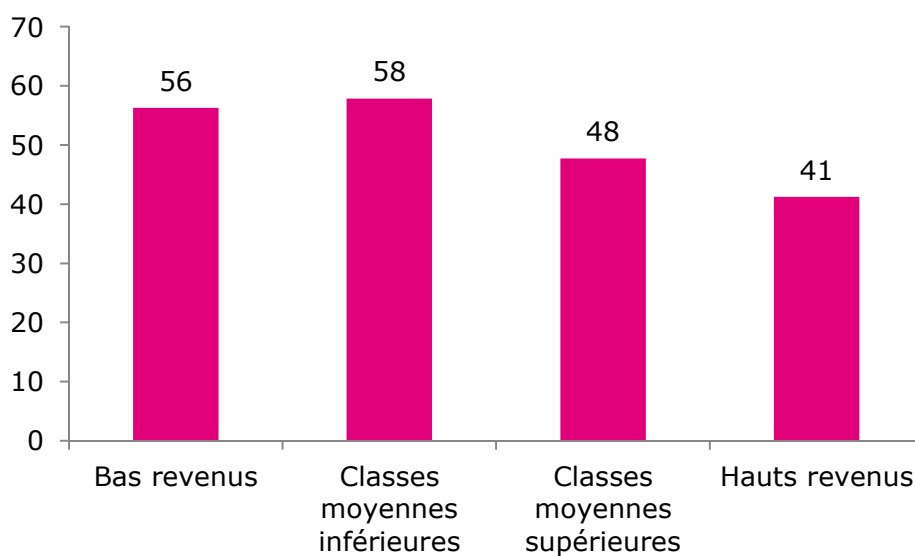
La **structure familiale ne semble pas avoir réellement d'incidence**. Les parents de foyers monoparentaux ne se déclarent pas plus confrontés à des difficultés passées sous silence que les autres configurations de ménages. Plus globalement, la présence ou le nombre d'enfants présents dans le foyer influe peu sur les réponses fournies, tout comme le fait d'être en couple ou seul.

c. *Les catégories modestes et les classes moyennes inférieures se sentent les plus incomprises*

Les Français qui s'estiment le plus confrontés à l'invisibilité sociale sont ceux dont les **revenus se situent juste en deçà de la médiane** : 58% des personnes appartenant aux classes moyennes inférieures s'estiment en proie à des difficultés invisibles, contre 41% chez les revenus supérieurs (soit 15 points d'écart) et 56% chez les revenus les plus faibles (voir encadré ci-dessous pour le détail du calcul de l'indicateur du Crédoc sur les niveaux de revenus).

Graphique 4 - Sentiment d'invisibilité sociale et niveau de vie « objectif »

« Avez-vous le sentiment d'être confronté à des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ? » Cumul des réponses « très souvent » et « assez souvent » (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

Méthode de construction de l'indicateur sur le niveau de revenu des Français

La partition de la population en quatre catégories – bas revenus, classes moyennes inférieures, classes moyennes supérieures, hauts revenus – a été réalisée à partir de la somme des revenus mensuels de chaque membre du ménage (revenus issus de l'activité, pension de retraite, allocation chômage, prestations sociales et minima sociaux). Ce niveau de revenu est ensuite rapporté à la « taille ajustée » du ménage, soit la racine carrée du nombre de personnes dans le ménage.

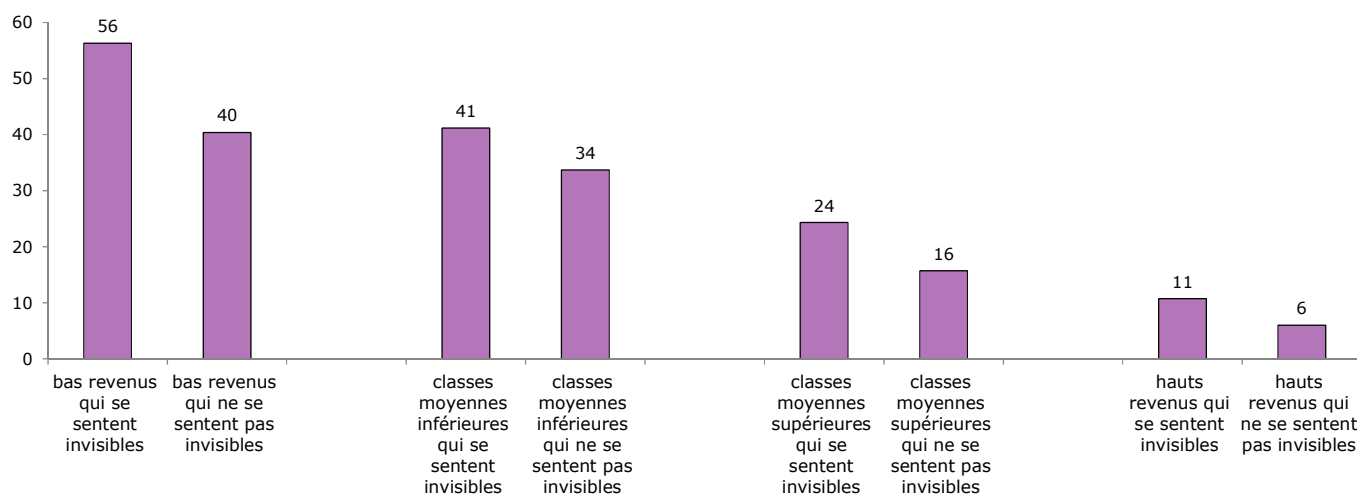
Les quatre catégories de revenus sont définies relativement à la médiane de la distribution

des revenus obtenus:

- Les bas revenus (25% de l'échantillon) : moins de 70% de la médiane, soit, au sens de l'INSEE, un revenu mensuel inférieur à 1 200 euros (environ).
- Les classes moyennes inférieures (24%) : entre 70% de la médiane et la médiane des revenus, soit un revenu mensuel compris entre 1 200 euros et 1 700 euros.
- Les classes moyennes supérieures (30%) : entre la médiane et 150% de la médiane des revenus, soit un revenu mensuel compris entre 1 700 euros et 2 500 euros.
- Les hauts revenus (21%) : 150% de la médiane ou plus, soit un revenu mensuel de plus de 2 500 euros.

Dans un effet récursif, le **sentiment d'invisibilité nourrit l'impression de déclassement**. L'enquête Conditions de vie et Aspirations demande ainsi aux interviewés de se positionner sur une échelle sociale. La question est la suivante : « À laquelle des catégories suivantes avez-vous le sentiment d'appartenir ? les privilégiés ; les gens aisés ; la classe moyenne supérieure ; la classe moyenne inférieure ; la classe populaire ; les défavorisés ». A même niveau de revenus, les personnes qui se sentent invisibles sont systématiquement plus nombreuses à considérer faire partie de « la classe populaire » ou des « défavorisés ». L'effet est particulièrement marqué chez les bas revenus.

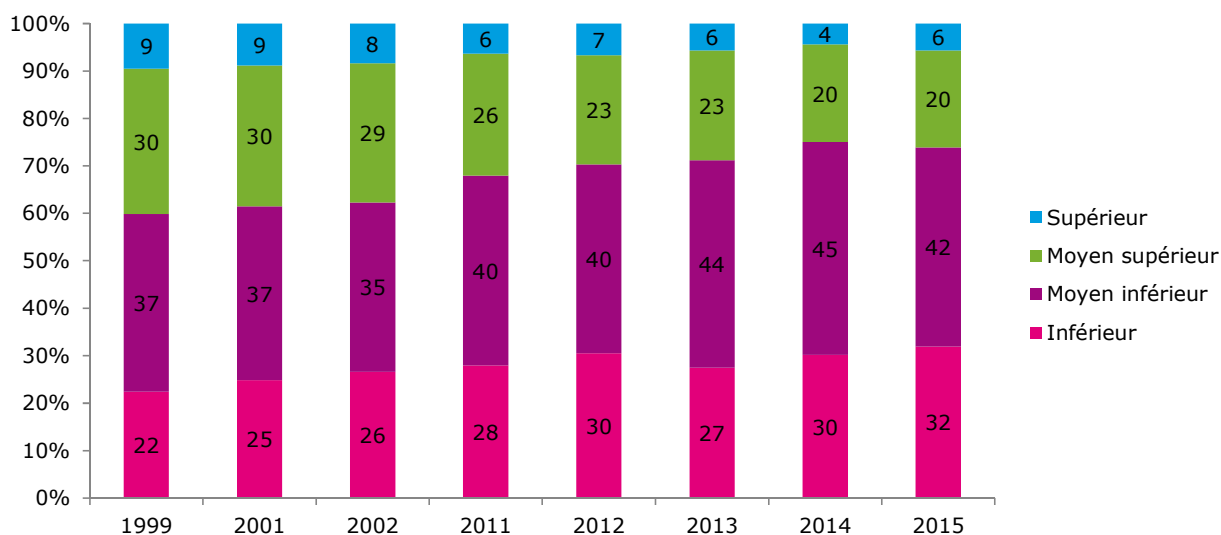
Graphique 5 - Proportion de personnes qui considèrent faire partie des « catégories populaires ou des défavorisées » selon le sentiment d'invisibilité et le niveau de vie



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

Sentiment de déclassement et d'invisibilité semblent donc liés. Rappelons que depuis une quinzaine d'année, la part de la population se positionnant au sein des catégories sociales inférieures et moyennes n'a cessé de croître : 59% des Français se sentaient appartenir aux classes moyennes inférieures, populaires et défavorisées en 1999 ; ils sont 74% en 2015.

Graphique 6 - La sensation d'appartenir aux catégories « basses » de la population, en progression



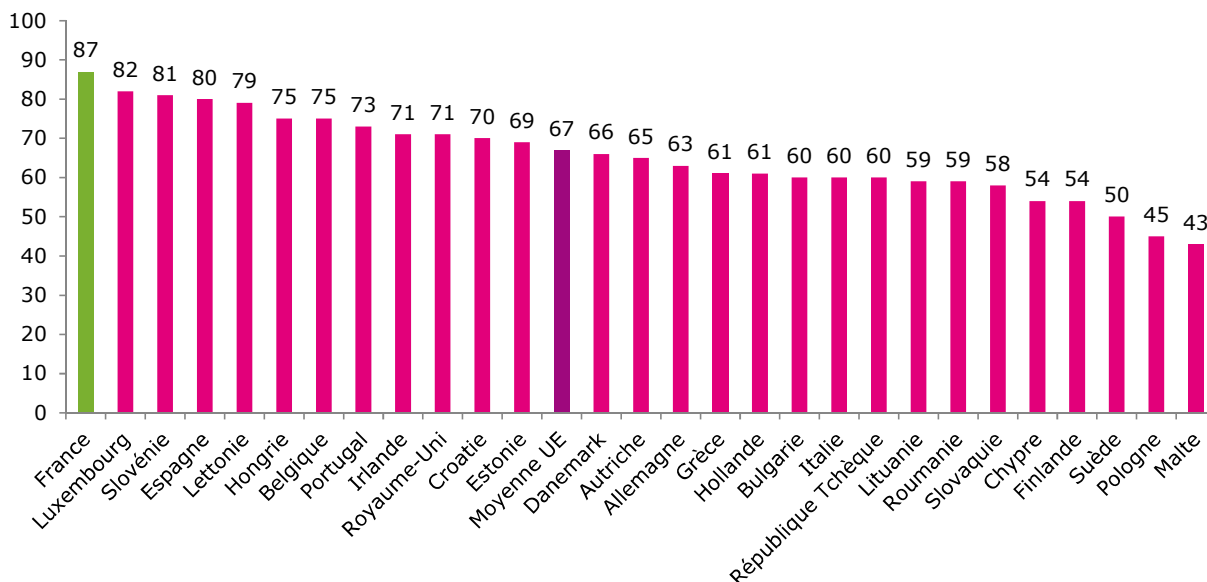
Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 1999-2015, vagues d'hiver

La peur du déclassement peut recouvrir plusieurs notions, parmi lesquelles l'inquiétude de basculer un jour dans la pauvreté figure en bonne place. Or 87% des Français estiment que la pauvreté peut frapper n'importe qui et que le risque d'une telle précarisation de ses conditions de vie ne se limite pas à certains groupes de personnes. Les Français sont les

Européens les plus convaincus de l'universalité de ce risque (+20 points d'écart à la moyenne européenne).

**Graphique 7 -
Pour les Français plus que pour tous les autres Européens,
personne n'est à l'abri de la pauvreté**

« Il peut arriver à n'importe qui de tomber dans la pauvreté au cours de sa vie » (en %) (vs « le risque de pauvreté est limité à certains groupes de personnes »)

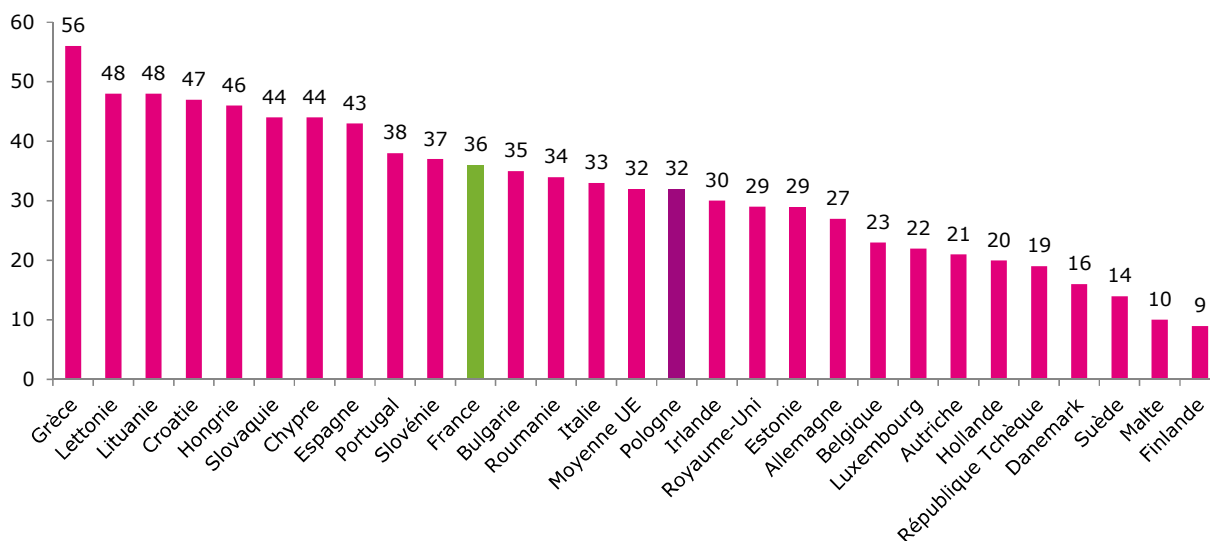


Source : Eurobaromètre Standard 81, Conditions de Vie dans l'UE, Printemps 2014

La crainte de faire soi-même face à un basculement dans la pauvreté préoccupe plus d'un tiers des Français (36%). Là encore, ce taux est plus élevé que la moyenne européenne (4 points d'écart), et bien plus fort que les voisins les plus proches de la France du point de vue du niveau de vie, comme le Royaume-Uni (29%) ou la Finlande (9%).

Graphique 8 - Plus d'un tiers des Français inquiets pour leur niveau de vie

« Vous sentez qu'il y a un risque que vous tombiez dans la pauvreté » (% total d'accord)



Source : Eurobaromètre Standard 81, Conditions de Vie dans l'UE, Printemps 2014

d. Les difficultés financières ou la crainte de celles-ci nourrissent le sentiment d'invisibilité

Au-delà du niveau de vie, les personnes qui se disent en prise avec des difficultés financières témoignent plus souvent que les autres de leur sentiment d'être oubliées des médias ou des pouvoirs publics, et notamment :

- Les personnes considérant leur budget **logement** comme une charge « lourde » (57%), une charge « très lourde » ou « à laquelle [elles] ne peu[vent] faire face » (70%)
- Les personnes **se restreignant régulièrement dans leur budget** (57% contre 33% chez les autres)
- Les personnes qui ne sont **pas parties en vacances** au cours des douze derniers mois (55% contre 47% parmi ceux qui sont partis).

Si le sentiment d'être inaudible est aussi répandu, c'est probablement en partie en liaison avec l'impression régulière de **s'imposer des restrictions budgétaires**. En effet, depuis 1979 et la première vague d'enquête « Conditions de vie et Aspirations », le fait de s'imposer des restrictions budgétaires régulières a toujours concerné une majorité de Français pour culminer et période de crise 1994 (69%), 2008 (69%). En 2015, 62% des Français affirment se restreindre dans leur budget. Sur la période 1979-2015, le sentiment de restrictions a augmenté dans tous les postes budgétaires proposés, témoignant à la fois

de **marges de manœuvre financières de plus en plus réduites et d'un souhait de pouvoir consommer**⁹ pour se sentir intégrés dans la société.

Et de fait, nous verrons plus loin que les difficultés budgétaires forment un des axes principaux de la définition des situations d'invisibilité sociale pour les personnes interrogées.

Au-delà de leur situation financière actuelle, la projection qu'ils se font de leur futur a également un impact. Les Français **pessimistes sur l'évolution de leurs conditions de vie** déclarent plus souvent être confrontés à l'invisibilité sociale : 61% des personnes qui pensent que leurs conditions de vie vont se détériorer dans les cinq prochaines années, et même 73% de ceux qui pensent qu'elles vont beaucoup se détériorer estiment souffrir d'invisibilité sociale.

Or, si le moral économique des Français semble s'améliorer en 2015 (25% d'optimistes sur l'amélioration des conditions de vie dans l'avenir en 2015 contre 21% en 2014), il reste loin de l'optimisme du début des années 2000 (43% d'optimistes en 2001) et la peur du chômage reste élevée (46%), expliquant probablement là aussi l'importance de l'invisibilité sociale ressentie dans la population.

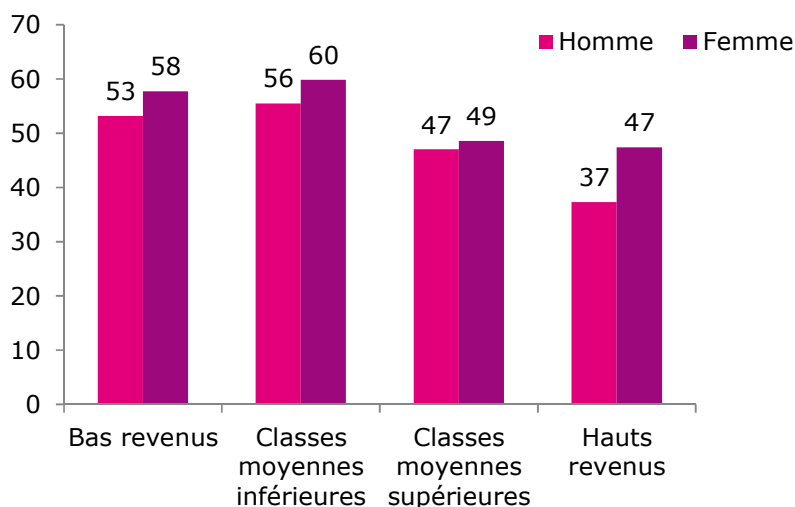
e. Les femmes, en particulier des classes aisées se sentent un peu plus oubliées que les hommes

Les femmes (53%) se disent un peu plus inaudibles que les hommes (47%). L'écart est probablement dû en partie au fait que les femmes ont un niveau de vie en moyenne inférieur à celui des hommes. Mais notons également que les femmes des catégories aisées sont plus nombreuses à se sentir oubliées des médias et des pouvoirs publics que leurs homologues masculins.

⁹ Régis BIGOT, Aurore CAPPIGNY et Patricia CROUTTE, Le sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur son budget, évolution depuis 30 ANS EN France, Cahier de recherche n°253 Décembre 2008, <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C253.pdf>

Graphique 9 - Les femmes se sentent plus souvent confrontées à des difficultés invisibles

« Avez-vous le sentiment d'être confronté à des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ? » Cumul des réponses « très souvent » et « assez souvent » (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

f. Les difficultés d'accès au statut de propriétaire, et plus généralement de logement jouent également

Le statut d'occupation du **logement** influe aussi sur le sentiment d'invisibilité. Sans doute parce que leur budget est moins contraint, mais aussi parce qu'ils se sentent plus installés dans un quartier, ou peut-être parce qu'ils ont le sentiment que la propriété leur confère un statut, ou qu'ils se sentent rassurés face à l'avenir, les propriétaires sans emprunt se disent moins souvent concernés par l'invisibilité sociale : « seuls » 45% d'entre eux s'estiment confrontés – que ce soit « très souvent » ou « assez souvent » - à des difficultés invisibles. **Les locataires** sont majoritaires (54%) à rencontrer de telles difficultés, qu'ils soient logés dans le parc social ou privé. Les **accédants à la propriété** se disent touchés dans des proportions similaires (53%). Une thématique que nous retrouverons dans les verbatim des interviewés interrogés sur la nature des difficultés invisibles (partie suivante).

Un **cadre de vie quotidien « peu » ou « pas du tout satisfaisant »** et l'inadéquation du logement aux besoins du foyer suscitent également davantage des réponses faisant état d'invisibilité sociale (respectivement 69% et 60%), sans doute en écho à des difficultés à se loger décemment ou à des difficultés financières.

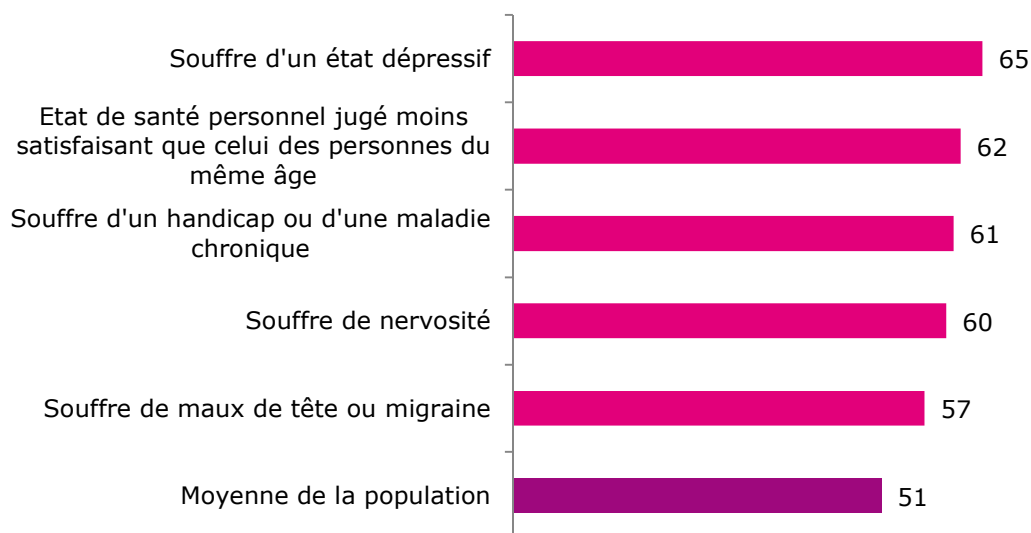
g. Les Français en mauvaise santé témoignent plus souvent de difficultés non reconnues

Un état de santé dégradé se traduit par une surreprésentation des personnes déclarant des difficultés invisibles. Plus de six Français sur dix estiment que leur **état de santé** est moins bon que les autres personnes de leur âge affirment souffrir d'invisibilité sociale (62%). C'est le cas de près des deux-tiers des personnes déclarant avoir souffert d'un état dépressif au cours des quatre dernières semaines (65%). Similairement, le sentiment d'être confronté à

des difficultés invisibles est plus répandu chez les personnes qui souffrent d'un handicap ou d'une maladie chronique, ainsi que chez celles qui se déclarent sujettes à la nervosité ou aux maux de tête.

Graphique 10 - Sentiment d'invisibilité sociale et état de santé

« Avez-vous le sentiment d'être confronté à des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ? » Cumul des réponses « très souvent » et « assez souvent » (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

h. Un sentiment d'invisibilité sociale lié à l'isolement social et au mal-être

Les personnes ayant des **interactions sociales** moins fréquentes sont plus nombreuses à estimer souffrir d'invisibilité sociale, qu'il s'agisse de personnes ne rencontrant pas régulièrement leur famille proche (57% contre 49% chez les autres) ou ne recevant jamais d'amis chez elles (64% contre 50% parmi celles qui reçoivent des amis au moins de temps en temps). Ici apparaît en filigrane l'idée d'inclusion plus ou moins grande dans la société comme facteur potentiel d'une plus grande visibilité ou de résolution facilitée des difficultés. Certaines réponses aux questions ouvertes posées sur les formes d'invisibilité sociales vécues insistent d'ailleurs sur l'importance d'être soutenu par ses proches dans les situations difficiles (aide informelle).

Au-delà même des conditions de vie « matérielles » présentes ou de l'anticipation de leur évolution, **le sentiment d'être heureux dans sa vie a également une incidence**. 82% des Français affirment être assez souvent ou très souvent heureux. Toutefois, pour la minorité de Français qui n'ont pas le sentiment d'être heureux dans leur vie actuelle, l'impression d'être oublié des médias et des pouvoirs publics est plus forte : 65% contre 50% chez les personnes assez souvent heureuses et 43% chez celles qui se disent très souvent heureuses.

Tableau 2 – Récapitulatif des principales caractéristiques des publics les plus concernés par le sentiment d’invisibilité sociale

(% et nombre de point d’écart par rapport à la moyenne des Français)

	Très ou assez souvent (51% en moyenne)	Très souvent (18% en moyenne)
Peu ou pas satisfait de son cadre de vie quotidien	69% (+ 18 points)	28% (+ 10 points)
Vit dans une commune isolée hors influence des pôles*	68% (+ 17 points)	33% (+ 15 points)
Jamais ou occasionnellement heureux	65% (+ 14 points)	29% (+ 11 points)
Ne reçoit jamais des amis ou des relations*	64% (+ 13 points)	28% (+ 10 points)
Etat de santé peu ou pas satisfaisant	62% (+ 11 points)	24% (+ 6 points)
Souffre d'un handicap ou d'une maladie chronique	61% (+ 10 points)	24% (+ 6 points)
Le logement est une charge lourde, très lourde, ou ne peut faire face	59% (+ 8 points)	22% (+ 4 points)
Revenus bas ou moyen inférieur	57% (+ 6 points)	23% (+ 5 points)
S'impose régulièrement des restrictions	57% (+ 6 points)	21% (+ 3 points)
Ne rencontre pas régulièrement sa famille proche	57% (+ 6 points)	22% (+ 4 points)
40 à 59 ans	56% (+ 5 points)	23% (+ 5 points)
Locataire ou accédant à la propriété	54% (+ 3 points)	21% (+ 3 points)
N'est pas parti en vacances	54% (+ 3 points)	22% (+ 4 points)
Femme	53% (+ 2 points)	18% (+ 0 points)

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

* Effectifs faibles (moins de 30 répondants se sentent invisibles et appartiennent à cette catégorie)

Lecture : 69% des personnes qui sont peu ou pas satisfaites de leur cadre de vie déclarent être « très souvent » ou « assez souvent » confrontées à des difficultés que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment. C’est 18 points de plus que la moyenne des Français.

i. Les facteurs d’invisibilité sociale « toutes choses égales par ailleurs »

De nombreuses caractéristiques apparaissent donc liées au sentiment d’invisibilité. Or, certains de ces facteurs peuvent se conjuguer entre eux pour « expliquer » le sentiment d’invisibilité. Par exemple, il y a un lien fort entre l’âge et la situation d’activité, ou entre le niveau de revenus du ménage et le sentiment d’appartenir à une catégorie de la population plus ou moins favorisée. Afin de mesurer l’effet « propre » des différents facteurs sur le sentiment d’être confronté à des difficultés invisibles, une modélisation statistique a été

réalisée : le modèle présenté dans le tableau ci-dessous mesure l'effet de chacun des facteurs sur la probabilité de se sentir « très souvent » invisible vs. « assez souvent, rarement ou jamais » invisible.

★ Les caractéristiques sociodémographiques

La situation d'activité et d'emploi apparaît comme le facteur qui impacte le plus fortement le sentiment d'invisibilité. Toutes choses égales par ailleurs, **les indépendants et les personnes au foyer** expriment plus souvent le sentiment d'être « très souvent » confrontés à des difficultés invisibles. Les autres facteurs tels que l'âge ou le sexe ne jouent pas dans le modèle, même si on observe un lien statistique en analyse descriptive.

★ Les critères ayant trait au niveau de vie

Les critères ayant trait au niveau de vie jouent également fortement sur le sentiment d'invisibilité. Par ordre décroissant d'importance, les facteurs suivants augmentent la probabilité de se sentir très souvent en proie à des difficultés invisibles :

- **La classe sociale ressentie** : le fait de se placer soi-même dans une classe sociale inférieure ou moyenne inférieure. Le critère « objectif » de niveau de revenu ne ressort pas dans les différents modèles réalisés : pour un même niveau de revenu, c'est le fait de se positionner en bas de l'échelle sociale qui explique le sentiment d'invisibilité.
- Le **pessimisme** par rapport à l'évolution future de ses conditions de vie.
- L'impression de devoir se **restreindre financièrement** sur son budget.
- Le sentiment de supporter de **lourdes charges de logement**.
- Le fait de ne pas être **parti en vacances**.

★ L'état de santé

Les personnes souffrant d'un **handicap** ou d'une maladie chronique expriment davantage être confrontées à des difficultés non vues des pouvoirs publics ou des médias. La satisfaction sur son état de santé par rapport aux autres personnes de son âge ne joue pas dans le modèle, bien qu'un lien ait été relevé en analyse descriptive.

★ Les critères signes d'un certain mal-être

Le fait de se sentir peu souvent ou jamais heureux plutôt que souvent ou très souvent heureux accroît la probabilité de se sentir confronté à des difficultés invisibles.

★ Le cadre de vie (non significatif)

Les variables introduites dans les modèles relatives au cadre de vie n'ont pas d'impact sur le sentiment d'invisibilité toutes choses égales par ailleurs, qu'il s'agisse de la localisation géographique (proximité avec un pôle urbain), du statut d'occupation du logement, ou de la satisfaction par rapport au cadre de vie quotidien

★ La sociabilité (non significatif)

Enfin, le fait d'avoir peu d'interactions sociales (faible fréquentation des membres de sa famille proche ou ne jamais recevoir d'invités chez soi) ne joue pas sur le sentiment d'invisibilité toutes choses égales par ailleurs.

Tableau 3 - Modélisation de la probabilité d'avoir le sentiment d'être « très souvent » confronté à des difficultés que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment vs. « assez souvent, rarement ou jamais » (paramètres estimés de la régression logistique)

		Paramètre estimé de la régression logistique
Caractéristiques socio-démographiques	Sexe	
	Homme	ref
	Femme	-0,122
	Age	
	Moins de 25 ans	-0,4403
	25 à 49 ans	ref
	50 ans et plus	0,1521
	Niveau de diplôme	
	Inférieur au BAC	-0,2795
	BAC	ref
	Supérieur au BAC	0,1141
	Situation d'activité	
	Salarié en CDI	ref
	Salarié en intérim ou CDD	0,2647
	Actif à son compte	1,0051 ***
Au chômage	0,3407	
Personne au foyer	0,6654 ***	
Retraité	-0,2412	
Autre inactif	0,0299	
Localisation géographique		
Commune appartenant à un grand pôle ou sa couronne	0,0363	
Commune appartenant à un petit ou moyen pôle ou sa couronne	ref	
Commune multipolarisée (hors grands pôles)	-0,6711	
Commune isolée hors influence des pôles	0,3458	
Santé	Souffre d'un handicap ou d'une maladie chronique	
	Non	ref
	Oui	0,3349 **
	Opinion sur l'état de santé personnel (Très) satisfaisant	ref
Peu ou pas du tout satisfaisant	-0,2031	
Logement	Statut d'occupation du logement	
	Propriétaire	ref
	Accédant à la propriété	0,3417
	Locataire ou sous-locataire	0,2105
	Poids des dépenses pour le logement dans le budget personnel	
Une charge négligeable ou supportable	ref	
Une charge lourde ou insurmontable	0,3204 **	

		Paramètre estimé de la régression logistique
Niveau de vie	Niveau de revenus	
	Bas revenus	Non introduit dans le modèle
	Classe moyenne inférieure	
	Classe moyenne supérieure	
	Hauts revenus	
	Evolution de ses conditions de vie sur les 5 prochaines années	
	Vont s'améliorer	ref
	Vont rester stable	-0,2228
	Vont se détériorer	0,6318 ***
	S'impose régulièrement des restrictions	
Non	ref	
Oui	0,3669 **	
Est parti en vacances au cours des 12 derniers mois		
Oui	ref	
Non	0,2629 *	
Sentiment de bien être	Auto positionnement sur l'échelle sociale	
	Inférieur	0,7698 ***
	Moyen inférieur	0,3173
	Moyen supérieur	ref
	Supérieur	0,3587
	Satisfaction vis-à-vis du cadre de vie quotidien (Très) satisfaisant	ref
	Peu ou pas du tout satisfait	0,237
Se sent heureux ...		
Assez ou très souvent	ref	
Occasionnellement ou jamais	0,342 **	
Sociabilité	Rencontre régulièrement sa famille proche	
	Oui	ref
	Non	0,0356
	Reçoit au moins ponctuellement des proches	
Oui	ref	
Non	0,096	

Paramètre estimé pour la constante (situation de référence) : -3,18

Lecture : un coefficient de signe positif (resp. négatif), statistiquement significatif, indique que le facteur accroît (resp. réduit) la probabilité de se sentir "très souvent" confronté à des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment.

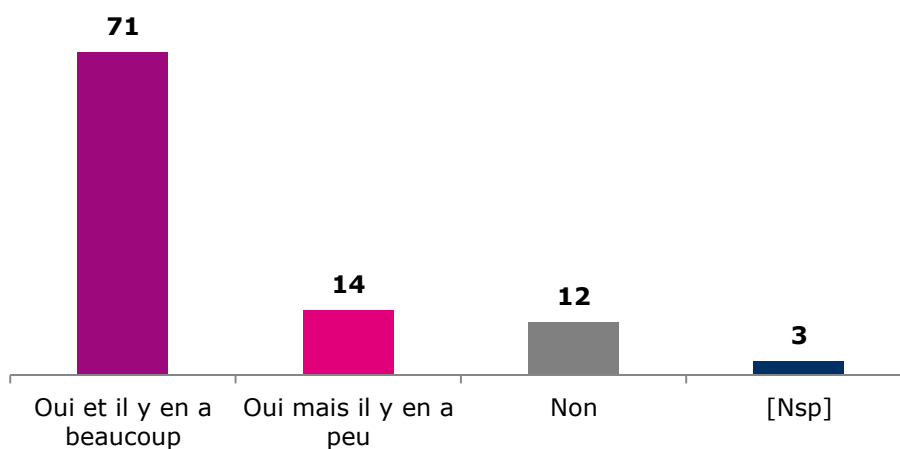
*** : significatif au seuil de 1% ; ** : significatif au seuil de 5% ; * : significatif au seuil de 10% ; ref : catégorie de référence.

Source : CREDOC, enquête « Conditions de vie et aspirations », juin 2015

2. L'invisibilité sociale des autres : des Français d'autant plus attentifs qu'ils se sentent eux-mêmes invisibles et qu'ils sont sensibles au sort des plus démunis

Les Français ont également été invités à évaluer l'importance du phénomène d'invisibilité sociale **dans l'ensemble de la population française**. Les répondants ne sont pas seulement unanimes sur l'existence du phénomène d'invisibilité sociale (85%), ils estiment également celui-ci **répandu** : 71% estiment que cela concerne beaucoup de personnes en France.

Graphique 11 - « Et pensez-vous qu'il existe actuellement en France des personnes qui traversent des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ? »



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

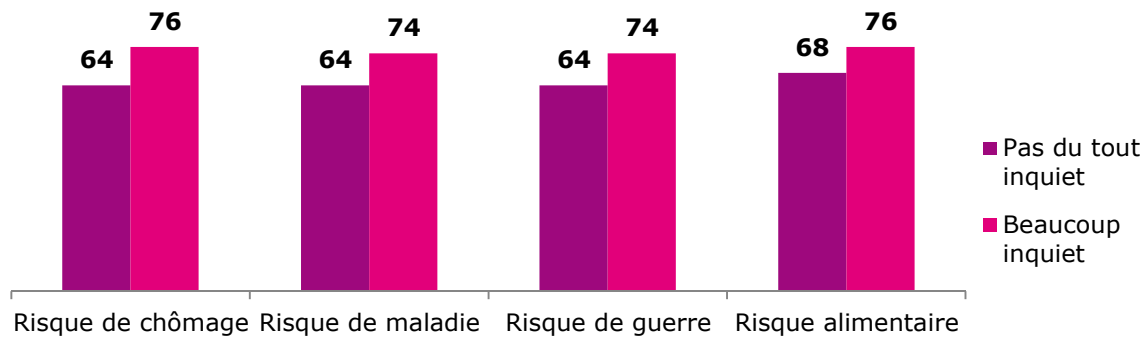
Là encore, cette opinion reste majoritaire d'un bout à l'autre du corps social.

On observe peu de différences selon le niveau de revenu ou le statut d'activité de la personne interrogée (actif occupé, chômeur, inactif). L'impression que le phénomène est répandu est plus prononcée chez les personnes qui se disent elles-mêmes concernées (voir paragraphe suivant), ce qui explique que les personnes d'âge actif, et en particulier les 40-59 ans (75%), les femmes (73%), les personnes pessimistes quant aux conditions de vie (86%), en sont particulièrement convaincus.

Fait notable, les personnes **qui ont eu des enfants** (72% contre 67% chez les personnes sans enfants) projettent une plus grande invisibilité dans la société, signe de leurs craintes probables pour leurs proches.

Similairement, le fait d'être **inquiet par rapport aux risques tels que le chômage, la maladie, la guerre ou l'alimentation** amplifie le phénomène de l'invisibilité.

Graphique 12 - Proportion de Français estimant qu'il existe actuellement en France beaucoup des personnes qui traversent des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment, en fonction du degré d'inquiétude vis-à-vis de certains risques

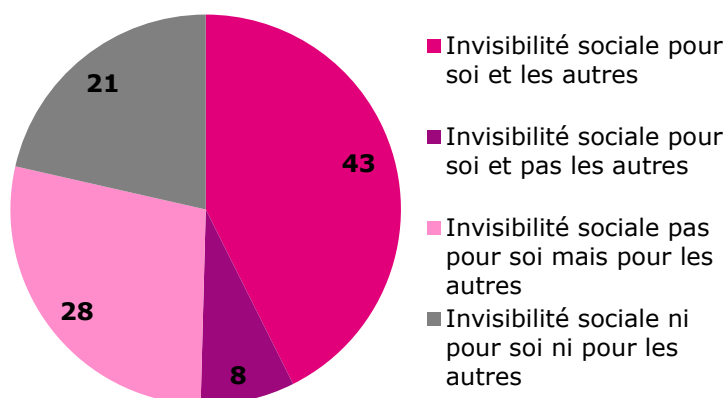


Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

Le **croisement des deux indicateurs** (invisibilité sociale personnelle et invisibilité sociale répandue dans la société) renforce le constat de la très large diffusion du phénomène d'invisibilité sociale dans l'opinion des Français. Près de **80% des Français estiment être eux-mêmes confrontés à des difficultés invisibles et / ou que cela concerne une large part de la société** :

- plus de quatre Français sur dix déclarent être eux-mêmes confrontés à de telles difficultés et que cela concerne également beaucoup de leurs concitoyens ;
- environ un sur trois estime que cela concerne beaucoup de Français sans y être confrontés eux-mêmes
- et 8% des Français déclarent faire face à des difficultés invisibles alors qu'ils estiment que cela ne concerne que peu ou pas le reste de la population.

Graphique 13 – Répartition des Français en fonction de leur perception de leur propre invisibilité sociale et de celles des autres (en %)¹⁰



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

Les personnes estimant que l’invisibilité sociale existe à la fois pour eux et pour les autres sont ainsi caractérisées par des revenus plus bas, le sentiment d’appartenir aux couches les plus modestes de la population, des charges de logement difficiles à supporter, des restrictions budgétaires régulières, l’insatisfaction par rapport à leur cadre de vie.

A l’inverse, ceux qui constatent l’existence de difficultés invisibles pour beaucoup d’autres mais pas pour eux apparaissent mieux lotis : ils disposent plus souvent de revenus supérieurs et d’un budget moins contraint, sont plus souvent propriétaires de leur logement, et se déclarant davantage satisfaits de leur niveau de vie. C’est aussi le cas des personnes pour qui l’invisibilité sociale n’existe pas ou peu, ni pour eux ni dans le reste de la société.

Enfin, les Français qui se sentent invisibles mais pensent que l’invisibilité sociale est rare ou inexistante en France sont plutôt plus isolés socialement.

Tableau 4 – Profil et condition de vie en fonction de l’opinion quant à l’existence de difficultés invisibles pour soi et pour les autres

	Invisibilité sociale pour soi et les autres	Invisibilité sociale pour soi et pas les autres	Invisibilité sociale pas pour soi mais pour les autres	Invisibilité sociale ni pour soi ni pour les autres	Total
Sexe					
Homme	39%	8%	29%	24%	100%
Femme	46%	8%	28%	19%	100%
Age					
Moins de 25 ans	35%	10%	27%	28%	100%

¹⁰ L’indicateur a été construit à partir du croisement des questions portant sur l’invisibilité sociale pour soi et l’invisibilité sociale pour les autres. Les modalités de réponses ont été regroupées comme suit :

- les Français déclarant être très ou assez souvent confrontés à des difficultés invisibles d’un côté, ceux y étant rarement ou jamais confrontés de l’autre ;
- les Français estimant que les difficultés invisibles concernent beaucoup de Français d’un côté, et ceux qui pensent que cela ne touche que peu ou pas de Français de l’autre.

Ainsi, par exemple, la catégorie intitulée « invisibilité pour soi et les autres » regroupe l’ensemble des personnes déclarant être très ou assez souvent confrontées à des difficultés invisibles et qui pensent aussi cela concerne beaucoup de leurs concitoyens.

	Invisibilité sociale pour soi et les autres	Invisibilité sociale pour soi et pas les autres	Invisibilité sociale pas pour soi mais pour les autres	Invisibilité sociale ni pour soi ni pour les autres	Total
25 à 39 ans	43%	10%	29%	19%	100%
40 à 59 ans	49%	7%	26%	18%	100%
60 à 69 ans	42%	7%	28%	23%	100%
70 ans et plus	34%	6%	33%	26%	100%
Niveau de diplôme					
Non diplômé	42%	6%	27%	25%	100%
BEPC	42%	8%	29%	21%	100%
BAC	44%	9%	26%	21%	100%
Diplômé du supérieur	42%	8%	29%	21%	100%
ZAUER 2010*					
Commune appartenant à un grand pôle (10 000 emplois ou plus)	43%	8%	27%	22%	100%
Commune appartenant à la couronne d'un grand pôle	42%	8%	31%	18%	100%
Commune multipolarisée des grandes aires urbaines	44%	5%	22%	29%	100%
Commune appartenant à un petit ou moyen pôle (1500 à moins de 10 000)	36%	10%	35%	19%	100%
Autre commune multi polarisée	29%	6%	42%	22%	100%
Commune isolée hors influence des pôles	60%	9%	19%	13%	100%
Niveau de revenus					
Bas revenus	48%	8%	23%	21%	100%
Classes moyennes inférieures	50%	8%	25%	18%	100%
Classes moyennes supérieures	40%	8%	29%	24%	100%
Hauts revenus	34%	7%	37%	22%	100%
Statut d'occupation du logement					
Accédant à la propriété	45%	8%	28%	20%	100%
Propriétaire	36%	9%	31%	24%	100%
Locataire ou sous-locataire	47%	7%	26%	20%	100%
Poids des dépenses de logement					
Une charge négligeable	34%	11%	30%	24%	100%
Une charge que vous pouvez supporter sans difficulté	32%	8%	33%	26%	100%
Une lourde charge	49%	7%	26%	19%	100%
Une très lourde charge ou vous ne pouvez faire face	62%	7%	19%	11%	100%
S'impose régulièrement des restrictions					
Oui	49%	8%	25%	18%	100%
Non	26%	8%	37%	30%	100%
Est parti en vacances au cours des 12 derniers mois					
Oui	40%	8%	30%	22%	100%

	Invisibilité sociale pour soi et les autres	Invisibilité sociale pour soi et pas les autres	Invisibilité sociale pas pour soi mais pour les autres	Invisibilité sociale ni pour soi ni pour les autres	Total
Non	47%	8%	25%	20%	100%
Etat de santé					
Très satisfaisant	39%	7%	32%	23%	100%
Satisfaisant	41%	8%	29%	22%	100%
Peu ou pas satisfaisant	53%	10%	19%	18%	100%
Souffre d'un handicap ou d'une maladie chronique					
Oui	52%	9%	21%	18%	100%
Non	39%	7%	31%	23%	100%
Rencontre régulièrement sa famille proche					
Oui	42%	7%	29%	22%	100%
Non	46%	11%	24%	19%	100%
Fréquence de réception d'amis chez soi					
Tous les jours ou presque	43%	10%	24%	23%	100%
En moyenne, une fois par semaine	42%	9%	28%	22%	100%
En moyenne, une fois par mois	43%	6%	30%	22%	100%
Plus rarement	40%	10%	30%	21%	100%
Jamais	58%	6%	17%	19%	100%
Appréciation du cadre de vie quotidien					
Très satisfait	35%	7%	33%	24%	100%
Satisfait	41%	8%	28%	22%	100%
Peu satisfait	56%	9%	20%	15%	100%
Pas du tout satisfait	71%	9%	14%	6%	100%
Fréquence du sentiment d'être heureux					
Très souvent	35%	8%	34%	23%	100%
Assez souvent	42%	8%	28%	22%	100%
Occasionnellement ou jamais	58%	7%	18%	17%	100%
Ensemble	43%	8%	28%	21%	100%

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

Lecture : 39% des hommes sont confrontés à des difficultés invisibles et considèrent que cela est également le cas de beaucoup de Français. C'est le cas de 46% des femmes. Les données en gras indiquent les écarts significatifs par rapport aux autres catégories (test du Chi²).

3. Une aspiration au changement liée au constat d'invisibilité sociale

La perception de situations d'invisibilité sociale dans la société française, personnelle ou pour les autres, semble rejaillir sur la **confiance accordée aux institutions de quelque nature que ce soit, ainsi que sur la volonté de réforme de la société.**

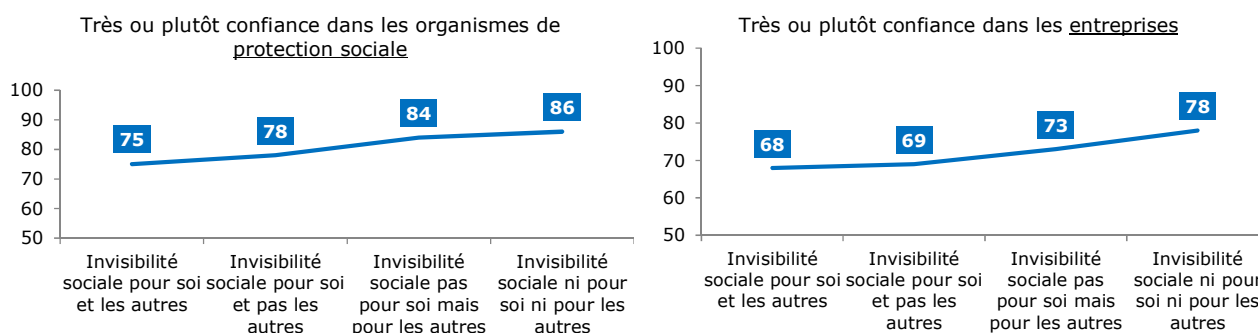
Plus les individus se sentent eux-mêmes inaudibles des pouvoirs publics et des médias, plus ils se montrent défiants envers les organismes de protection sociale par exemple, mais aussi envers les entreprises.

La défiance vis-à-vis des organismes de protection sociale est probablement à mettre en relation avec le sentiment qu'il existe des failles dans le ciblage, le montant des aides et que les prestations sociales apparaissent parfois inadaptées aux besoins : trop faibles, inégalitaires, complexes, poussant certains jusqu'au non recours. Quant au lien fragilisé avec les entreprises, nous verrons plus tard que le sentiment d'être oublié du système s'appuie pour beaucoup sur des difficultés d'insertion dans l'emploi durable, la menace du chômage, mais aussi des conditions de travail éprouvantes.

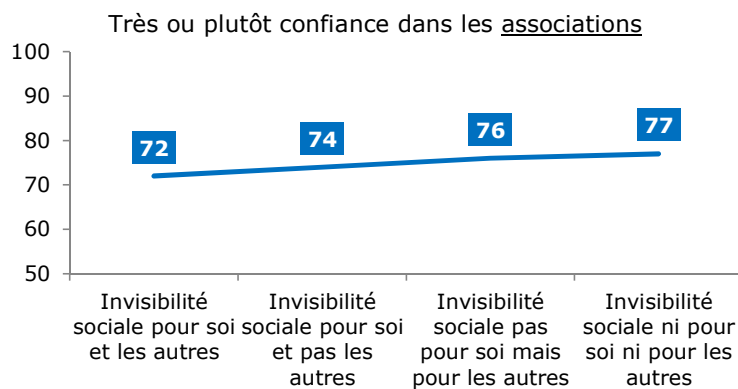
Notons en revanche, que la **confiance dans les associations** reste forte, y compris chez les personnes confrontées à l'invisibilité sociale. Les associations, dans leur diversité, sont susceptibles d'avoir des rôles multiples : elles peuvent entre autres mettre à l'agenda public des problèmes passés inaperçus des médias ou des politiques publiques ou agir en complément de l'action publique en faveur des personnes en difficulté. Dans leurs dimensions sportives ou culturelles, comme dans leurs dimensions plus sociales, elles sont également des vecteurs potentiels de socialisation dans l'espace public. Enfin, nos derniers travaux¹¹ ont montré à quel point les associations sont aujourd'hui particulièrement valorisées dans la mesure où elles concilient la participation individuelle et une visibilité et place à chacun, tout en créant un collectif.

Graphique 14 - L'invisibilité pour soi et / ou pour les autres en fonction de la confiance accordée dans les institutions

Avez-vous très confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance dans les organisations suivantes ? (cumul des réponses « très » et « plutôt confiance »)



¹¹ Emilie Daudey, Nelly Guisse, Sandra Hoibian, Jörg Müller Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français – « Début 2015 : Un nouvel élan » Note de conjoncture sociétale, avril 2015.

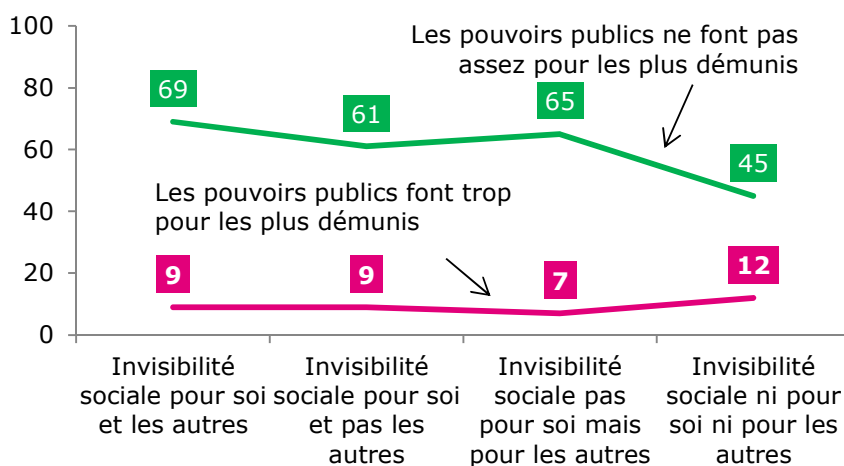


Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

On constate une volonté plus forte **d'intensification de l'intervention de l'Etat en faveur des plus démunis** parmi les répondants qui soulignent l'existence de l'invisibilité sociale, pour soi ou pour les autres : les personnes qui estiment qu'il existe de l'invisibilité sociale, et particulièrement que beaucoup de Français sont concernés, pensent plus souvent que les pouvoirs publics n'en font pas assez pour les plus démunis (environ + 20 points par rapport aux personnes qui pensent qu'il n'y a pas ou peu d'invisibilité sociale en France).

Graphique 15 – Opinion quant à l'intervention des pouvoirs publics en faveur des plus démunis en fonction de la perception de l'invisibilité sociale pour soi et pour les autres

« Estimez-vous que les pouvoirs publics font trop, font ce qu'ils doivent ou ne font pas assez pour les plus démunis ? »

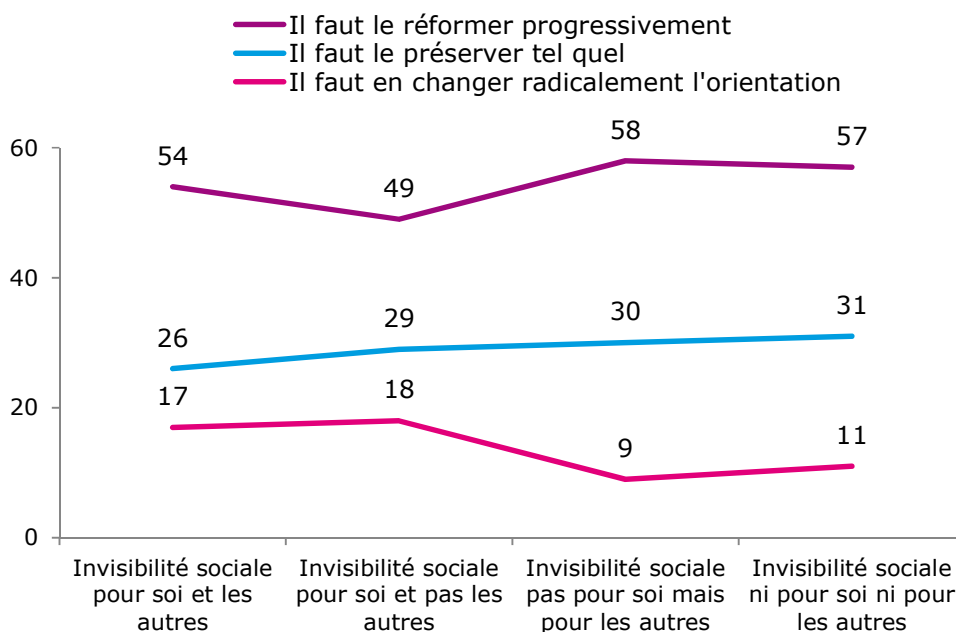


Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

Les Français qui se sentent invisibles estiment plus souvent qu'il faudrait **réformer le système de protection sociale** plutôt que de le préserver tel quel. L'attente est alors plus souvent celle d'un changement radical plutôt que de réformes progressives. Cette deuxième option est privilégiée par les Français qui ne se sentent pas invisibles, qu'ils considèrent que l'invisibilité sociale concerne beaucoup de personnes en France ou non.

Graphique 16 – Opinion des Français sur le système de protection sociale en fonction de la perception de l’invisibilité sociale pour soi et pour les autres¹²

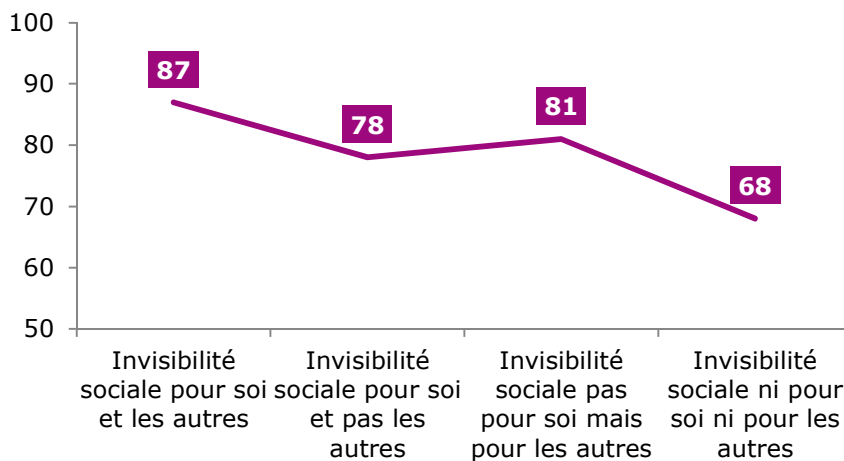
« Selon vous, que doit-on faire par rapport au système de protection sociale ? » (en %) (1% des répondants estiment qu’il faut l’abandonner complètement)



L’invisibilité semble, *in fine*, nourrir le désir de faire évoluer profondément la société française.

Graphique 17 – Proportion de Français en faveur d’un changement profond de la société française en fonction de la perception de l’invisibilité sociale pour soi et pour les autres

« Estimez-vous que la société française a besoin de se transformer profondément ? » (Réponse « oui », en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

Ainsi, plus on est sensible à l’invisibilité, pour soi et pour les autres, plus on se méfie des grandes institutions, économiques et publiques, et plus on appelle leur changement de ses vœux.

¹² Cette question a été insérée dans le dispositif d’enquête « Condition de vie et Aspiration » du CREDOC à la demande de la MGEN et de Terra Nova. Cf. Guisse N., Hoibian S., Muller J., « Une majorité de Français souhaite des réformes progressives de la protection sociale », *Note de Synthèse du Crédoc*, septembre.

II – Les difficultés « invisibles »

Les personnes qui estiment qu'il existe des difficultés que « les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment » ont été invitées à décrire, avec leurs propres mots¹³ les **principales difficultés qu'elles rencontrent** personnellement ; puis l'ensemble de la population a été interrogé sur les difficultés projetées pour leurs concitoyens « invisibles ».

L'analyse qui suit porte tout d'abord, et de manière approfondie, sur les réponses des **personnes qui se sentent elles-mêmes invisibles**. Nous verrons plus tard que la projection sur le reste de la population rend compte de représentations convergentes, à quelques nuances près sur lesquelles nous nous attarderons dans un deuxième temps.

1. Sept grands registres de discours qui nourrissent le sentiment d'invisibilité

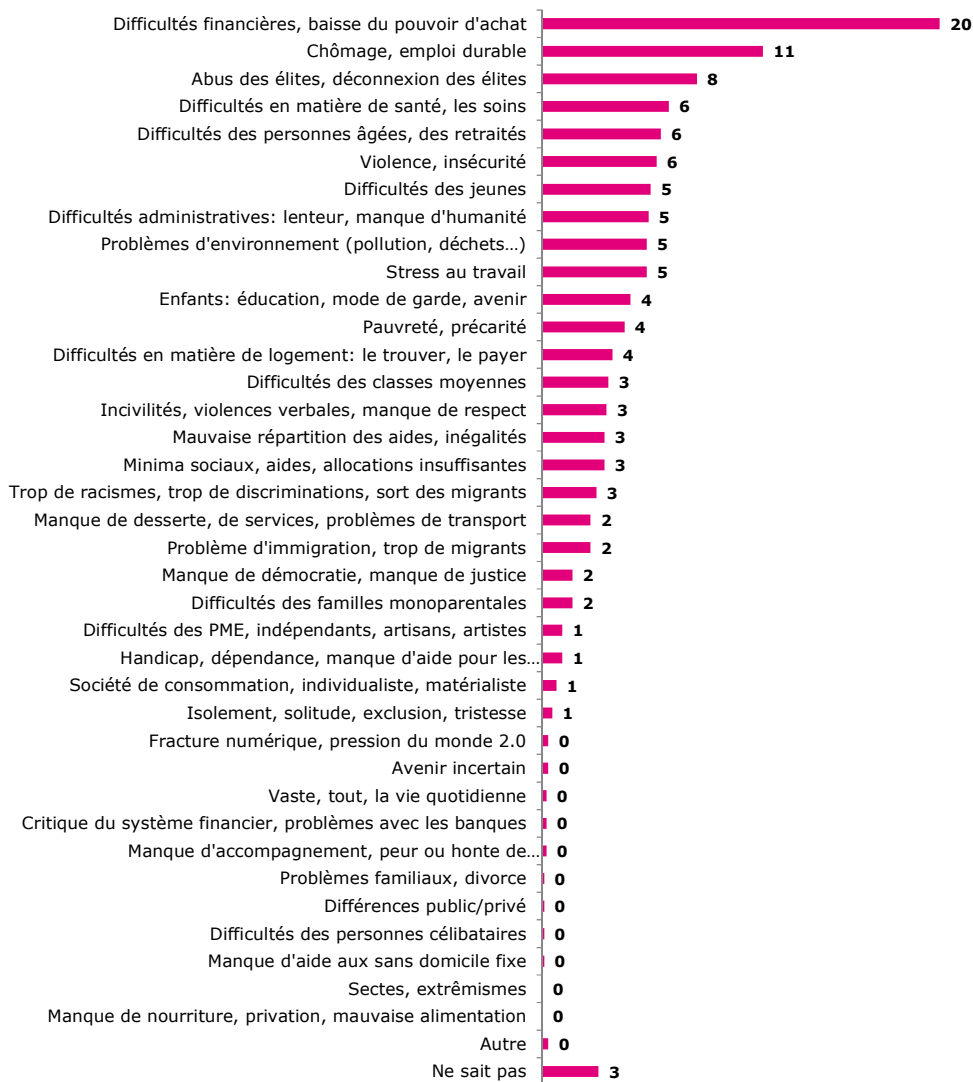
De très nombreuses idées émergent des discours des interviewés. L'analyse de ce très riche matériau « qualitatif » a été réalisée en **plusieurs étapes successives** visant à affiner progressivement l'exploitation des réponses pour en rendre compte de manière **synthétique**, tout en se donnant les moyens de dégager les problématiques abordées par une **minorité de répondants**. Il apparaissait en effet essentiel de conserver la diversité des difficultés évoqués par les répondants, quel que soit leur taux de pénétration dans la population, l'invisibilité d'une situation pouvant justement résider dans son caractère marginal.

- Une **première analyse « thématique »**, à partir d'un codage assez traditionnel des réponses a été réalisée. Plus de trente thématiques ont été identifiées. Elles sont présentées dans le graphique ci-dessus

¹³ Il s'agissait de questions dites « ouvertes », c'est-à-dire sans suggestion de réponses à choisir.

Graphique 18 - « Pourriez-vous décrire, en quelques phrases, les principales difficultés auxquelles vous êtes confronté(e) personnellement et que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ? »

Champ : Ensemble des répondants



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

- Une **analyse lexicale** a ensuite été réalisée à partir du logiciel Alceste (voir encadré ci-dessous). Dans une première approche du matériau, cette analyse a permis de rendre compte des **logiques de pensée des répondants et de l'articulation des différentes thématiques entre elles.**

Encadré 2 - Méthodologie de l'analyse lexicale

- L'analyse lexicale permet l'étude d'un texte à l'aide d'outils statistiques dans le but d'en faire ressortir les principales informations. Elle revient à étudier la fréquence d'utilisation d'une racine d'un mot et à associer celle-ci à d'autres racines.
- L'analyse lexicale a été effectuée à l'aide du logiciel Alceste. Afin d'étudier une question ouverte, le logiciel Alceste, relève les répétitions d'un mot et associe ces mots à leurs catégories grammaticales et à leurs racines.
- Le logiciel permet ensuite de réaliser une classification descendante hiérarchique (CDH).

- Puis une mise en regard de la classification résultant de l'analyse lexicale et de la recodification manuelle des réponses a permis d'aboutir à une **typologie en sept classes de discours**.

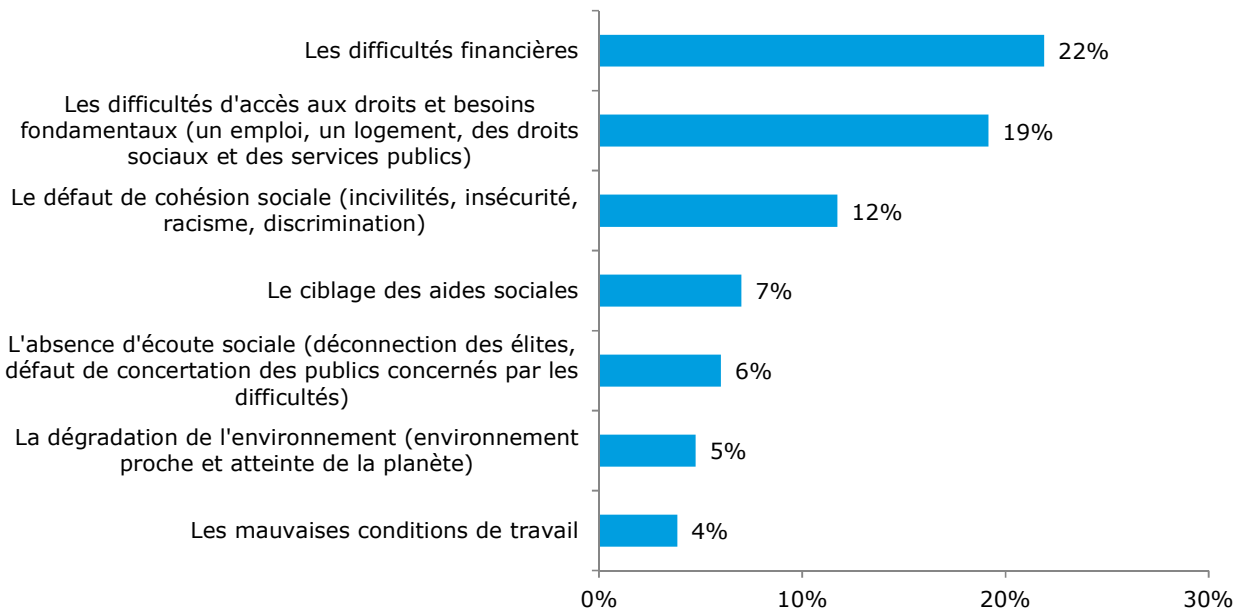
Présentons rapidement les **sept grands registres** qui nourrissent le sentiment d'invisibilité. Nous reviendrons ensuite dans le détail sur chacun d'entre eux.

- **La sphère économique** est sans conteste au cœur des difficultés évoquées par les Français comme mal appréhendées par les médias et la puissance publique. Ainsi 33% des personnes qui se sentent invisibles évoquent des questions en lien avec des questions financières, **soit, in fine, plus d'un Français sur cinq (22%)¹⁴**.
- Les **difficultés d'accès aux droits et besoins fondamentaux** : emploi, logement, services publics, droits sociaux (19%) est ensuite le deuxième champ de difficultés évoquées comme peu apparentes dans les discours des médias ou mal prises en compte par les pouvoirs publics.
- Le **manque de cohésion sociale, des rapports humains**, décrits comme conflictuels (incivilités, sentiment d'insécurité, violence des rapports entre les groupes sociaux), arrive en troisième position des réponses (12%).
- **Le ciblage et l'insuffisance des politiques sociales** est citée par 7% des Français.
- **L'absence d'écoute** sociale, le sentiment de déconnexion des élites, l'insuffisante participation des citoyens aux décisions qui les concernent par 6%.
- 5% témoignent de difficultés relatives au cadre de vie, à la **dégradation de l'environnement**, pris à la fois dans le sens d'environnement proche et d'atteintes à la planète.
- Enfin 4% relèvent du champ de **conditions de travail dégradées** ou insatisfaisantes et mal appréhendées par les médias ou la puissance publique.

¹⁴ Pour mieux rendre compte des phénomènes d'invisibilité sociale, nous avons choisi de rapporter les pourcentages observés auprès des personnes qui se disent « invisibles » à l'ensemble de la population.

Graphique 19 – Les sept grandes catégories de registres de difficultés « invisibles » évoquées par les Français

Pourcentages des difficultés exprimées par les personnes se sentant invisibles et rapportés à l'ensemble de la population



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

La somme des réponses regroupées en catégories excède 100%. Plusieurs idées très différentes ont pu être évoquées par les interviewés, expliquant la possibilité pour un même répondant d'appartenir à deux catégories distinctes. Pour près de huit répondants sur dix, la réponse a été classée au sein d'une unique catégorie de la typologie. Un peu moins de deux répondants sur dix ont évoqué des thématiques appartenant à deux champs distincts, et 2% ont émis trois ou quatre idées différentes.

Similairement, une même thématique peut appartenir à un ou plusieurs des sept grands registres. Ainsi, « les difficultés des personnes âgées » sont à la fois évoquées par des répondants évoquant les difficultés financières, ainsi que par les répondants évoquant les difficultés d'accès aux droits et besoins fondamentaux (il s'agit en particulier de l'accès « physique » aux services publics) et les difficultés liées à l'insuffisance des aides sociales. Le tableau ci-dessous présente, pour chacun des registres, les thématiques présentes et l'importance de leur contribution dans la construction du registre.

Tableau 5 – Présentation de la contribution des thématiques détaillées aux sept grands registres de discours

	Les difficultés financières	Les difficultés d'accès aux droits et besoins fondamentaux	Le défaut de cohésion sociale	L'insuffisance des aides sociales	L'absence d'écoute sociale	La dégradation de l'environnement	Les mauvaises conditions de travail
Difficultés financières, baisse du pouvoir d'achat	X	X	X	X	X		X
Difficultés des personnes âgées	X	X		X			
Difficultés des classes moyennes	X						
Difficultés pour les PME, artisans, indépendants, artistes	X						
Chômage, emploi durable	X	X	X				
Difficultés administratives: lenteurs, manque d'humanité		X					
Difficultés des jeunes	X	X	X	X			
Difficultés en matière de logement: le trouver, le payer	X	X					
Manque de desserte, de services, problèmes de transport		X					
Education des enfants, garde, activités, avenir		X	X	X			
Violence, insécurité			X				
Incivilités, violences verbales, manque de respect			X				
Trop de migrants			X				
Trop de racismes et de discrimination, préoccupations sur le sort des migrants		X	X				
Pauvreté, précarité	X	X	X				
Isolement, solitude, exclusion, tristesse			X				
Mauvaise répartition des aides, inégalités	X			X	X		
Difficultés en matière de santé, soins	X	X		X			
Minimas sociaux, aides, allocations	X	X		X			
Difficultés des familles monoparentales	X			X			
Handicap, dépendance, manque d'aide pour les accompagnants		X		X			
Abus des élites, déconnexion des élites		X			X		
Manque de démocratie, manque de justice		X			X		
Environnement, pollution, déchets, traçabilité						X	
Stress au travail	X						X
Fracture numérique, pression du monde 2.0	X	X					X
Société de consommation, matérialiste, individualiste							
Avenir incertain, manque de futur							
Critique du système bancaire, relations avec les banques							
Défaut d'accompagnement, peur de l'accompagnement		X					

Autres thématiques abordées par 1 à 3 répondants : Différences des secteurs privés et publics ; Manque d'aide aux sans domicile fixe ; Manque de nourriture, privation, mauvaise alimentation ; Problèmes familiaux, de voisinage, divorce ; Vaste, tout, la vie quotidienne, tout le monde ; Difficultés pour les personnes célibataires sans enfants.

Clé de lecture : les « X » rendent compte de la présence ou non de la thématique au sein du registre de discours ; l'épaisseur du X rend compte de l'importance de la thématique dans la construction de chacun des registres. **X signifie que les thématiques sont significativement surreprésentées dans le registre : il s'agit des thématiques contribuant le plus fortement à la construction du registre** ; X signifie que la thématique est présente dans le registre et contribue à sa construction, mais la thématique n'est pas significativement plus présente dans le registre qu'en dehors ; X rend compte de la présence des thématiques au sein du registre, mais sa contribution y est faible, la thématique étant abordées par moins de 10 répondants dans l'ensemble.

Une première lecture de ces résultats appelle deux remarques.

- Des difficultés telles que le chômage, la baisse du pouvoir d'achat ou la pollution atmosphérique comptent parmi les plus fréquemment citées. Or ces problématiques tiennent pourtant une place importante dans le débat public et font également l'objet de politiques publiques. Plutôt qu'une absence de visibilité médiatique ou de prise en compte par les pouvoirs publics, l'invisibilité semble ici résulter d'un **déficit d'écoute sociale** qui renvoie, d'une part, à un **manque d'adéquation des actions mises en œuvre par les pouvoirs publics aux attentes, aux besoins**, et d'autre part au sentiment que le **message relayé par les médias ne correspond pas réellement au vécu**.
- Dans plusieurs cas, les réponses dépassent le cadre de la question posée. Au-delà de la description des difficultés auxquelles ils sont en butte, plusieurs répondants livrent leur vision sur les **causes** de l'invisibilité sociale (la déconnection des élites avec les difficultés quotidiennes ou l'absence de concertation des individus confrontés à ces difficultés pour alimenter la décision publique par exemple).

a. Premier registre (22%) de problèmes jugés invisibles par les médias et les pouvoirs publics

- des difficultés liées à la sphère financière (privations, manque de perspective d'avenir, impossibilité à devenir propriétaire, diversité des situations mal appréhendée)

Plus d'un Français sur cinq exprime le sentiment d'être pris en étau, entre, d'un côté, **des charges** qui augmentent, et de l'autre, **des revenus insuffisants**, en baisse, ou du moins qui ne suivent pas **l'augmentation des dépenses** : « *Tout augmente sauf les revenus* » déclare un répondant, synthétisant ainsi l'essence des difficultés regroupées dans cette première catégorie.

Les dépenses décrites par les ménages sont nombreuses, et beaucoup de répondants énumèrent plusieurs difficultés financières, souvent dans un **effet cumulatif** : les dépenses relatives au logement d'abord, avec d'abord le loyer, mais aussi les factures d'énergie (gaz et électricité) ; les dépenses alimentaires ; le coût des soins ; le coût des transports ; et enfin, les taxes et les impôts.

Les déclarations des interviewés ne sont pas sans fondement. La moitié des ménages considèrent aujourd'hui que le logement est une lourde charge dans leur budget, ils n'étaient qu'un tiers au début des années 1980¹⁵. Les dépenses dites « pré-engagées », **ou « contraintes »** (logement, énergie, etc) difficilement renégociables à court terme, ont progressé plus rapidement que le revenu disponible ces vingt dernières années (Graphique 20). Le pouvoir d'achat des ménages stagne depuis douze ans et il a, en outre, beaucoup souffert de la crise. Autant de phénomènes appréhendés par différents travaux¹⁶ qui ont

¹⁵ Enquête Conditions de vie et Aspirations

¹⁶ MOATI Philippe et ROCHEFORT Robert, *Mesurer le pouvoir d'achat*, rapport du Conseil d'Analyse Economique, janvier 2008, sur Internet : <http://www.cae.gouv.fr/rapports/dl/073.pdf>

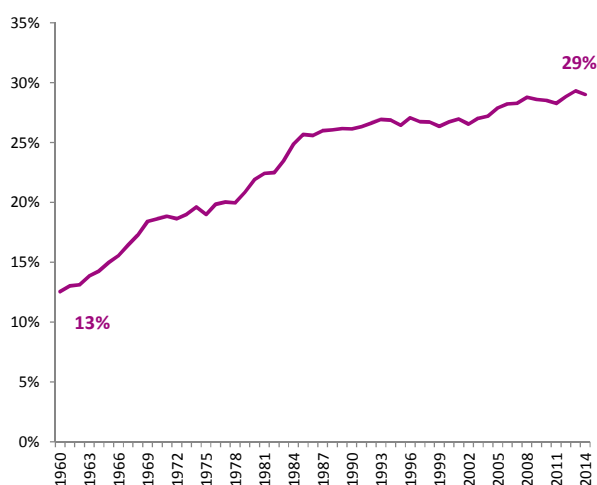
MAREUGE Céline et RUIZ Nicolas, « Dispersion des revenus et hétérogénéité des structures de consommation, vers la notion de pouvoir d'achat effectif catégoriel », in Philippe MOATI et Robert ROCHEFORT, *Mesurer le pouvoir d'achat*, rapport du Conseil d'Analyse Economique, janvier 2008.

BIGOT Régis, Les classes moyennes sous pression, Cahier de recherche n° 249, Décembre 2008

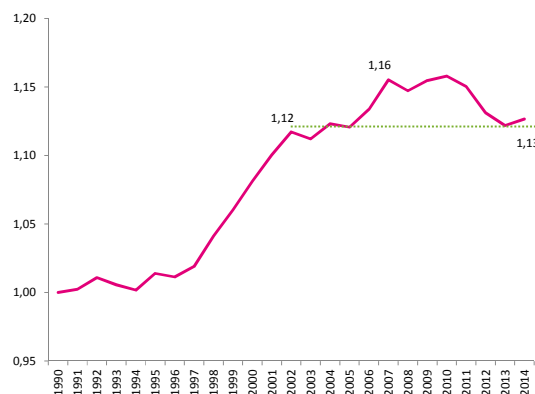
notamment montré dans quelle mesure ces dépenses contribuent à mettre les classes moyennes sous pression, nourrissent le sentiment de mal être et la peur du déclassement. L'évocation de ces questions financières comme des problèmes invisibles (alors qu'elles semblent ne pas être absentes notamment des politiques publiques) laisse supposer que nos concitoyens interprètent la **persistance de ces difficultés et leur aggravation** comme une forme de désintérêt des pouvoirs publics.

Graphique 20

Part des dépenses pré-engagées dans le budget des ménages en %



Evolution du pouvoir d'achat par ménage, indice 1 en 1990



Source : INSEE, comptabilité nationale

*Ensemble des dépenses des ménages réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Elles sont définies comme suit : dépenses liées au logement (y compris, dans le cas de la comptabilité nationale, les loyers imputés), ainsi que celles relatives à l'eau, au gaz, à l'électricité et aux autres combustibles utilisés dans les habitations ; services de télécommunications ; frais de cantine ; services de télévision (redevance télévisuelle, abonnements à des chaînes payantes) ; assurances (hors assurance-vie) ; services financiers (y compris, dans le cas de la comptabilité nationale, les services d'intermédiation financière indirectement mesurés)

Source : INSEE, comptabilité nationale

Pour certains, ces difficultés financières sont associées à des **restrictions importantes, voire des privations sur les loisirs, les vacances, l'achat de vêtements** par exemple. Rappelons que, de fait, l'augmentation de la part des budgets consacrés à se loger vient amputer de manière très sensible de très nombreux budgets¹⁷ et conduire nos concitoyens à de multiples arbitrages. Or ces privations sont loin d'être anecdotiques pour la population. De récents travaux menés par le CREDOC pour l'ONPES sur les budgets de référence¹⁸ montrent notamment que, dans l'esprit du corps social, des dépenses comme les vacances, l'habillement, le maquillage, sont considérées comme incontournables pour être **intégré**

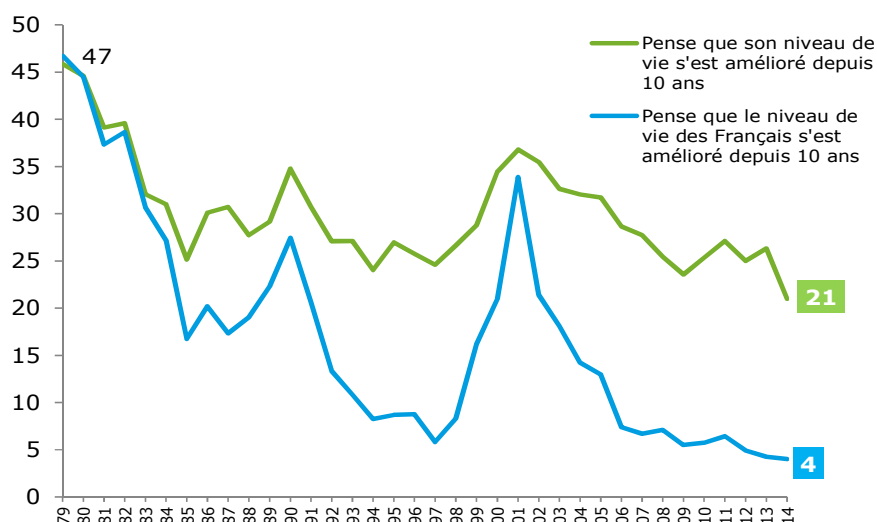
¹⁷ Mélanie BABÈS, Régis BIGOT et Sandra HOIBIAN, « Les dommages collatéraux de la crise du logement sur les conditions de vie de la population », Cahier de recherche n°281, décembre 2011

¹⁸ ONPES, Les budgets de référence : une méthode d'évaluation des besoins pour une participation effective à la vie sociale, rapport 2014-2015

dans la société. Autant de privations financières que la population pense invisible aux yeux des médias ou des pouvoirs publics. Sur la thématique des vacances par exemple, le décalage entre le quasi-rituel décrit par les journaux télévisés au travers de leurs reportages sur les Français partant aux sports d'hiver, et la faible proportion de partants¹⁹ – (10% part en vacances systématiquement tous les ans en hiver, 7% partent une année sur deux et 18% de façon beaucoup plus épisodique) vient probablement nourrir ce sentiment.

Dans le champ sémantique des difficultés financières mentionnées figure **également l'absence de perspectives d'avenir.** Le recul historique de l'enquête Conditions de vie et Aspirations mesure de fait un pessimisme record de la population sur ses conditions de vie. C'est peut-être également **l'ampleur du mal être** qui est considérée comme sous-estimée ou mal appréhendée par médias et pouvoirs publics.

Graphique 21 - La perception de l'évolution du niveau de vie des Français depuis 1979



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

La difficulté à se projeter dans une construction de projet, parmi lesquels figure en bonne place l'impossibilité financière de **devenir propriétaire**, participe au sentiment que les difficultés financières sont passées sous silence. Les difficultés de nos concitoyens en matière de logement sont exprimées de manière récurrente dans nombreuses de nos enquêtes. L'action en matière de logement est ainsi la deuxième attente exprimée par nos concitoyens (après la lutte contre le chômage) lorsqu'on leur demande dans quel domaine il faudrait agir en priorité pour renforcer la cohésion sociale²⁰. Et lorsqu'on les interroge sur leurs attentes en matière de logement, le soutien à l'accès à la propriété figure en première place²¹. Dans l'imaginaire collectif, la propriété est parée de plusieurs vertus. Celle-ci répondrait à des aspirations individuelles profondes de stabilité, d'accumulation patrimoniale et de solidarité intergénérationnelle, de bien-être ; elle est également vue comme un moyen de sécuriser l'avenir en apportant un complément de revenus à la retraite

¹⁹ Sandra Hoibian, Un désir de renouveau des vacances d'hiver, Juillet 2010 http://www.credoc.fr/pdf/Sou/vacances_%20hiver_2010.pdf

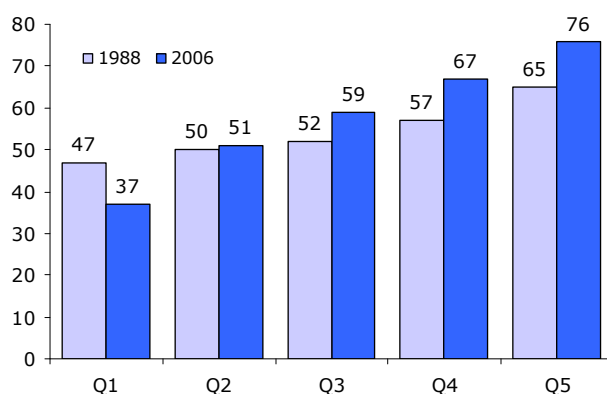
²⁰ Hoibian S., 2014, « Le modèle social à l'épreuve de la crise. Baromètre de la cohésion sociale 2014 », Étude réalisée à la demande de la Direction Générale de la Cohésion Sociale, *Collection des Rapports du Crédoc*, n°312, octobre.

²¹ Isa ALDEGHI, Régis BIGOT et Sandra HOIBIAN, Les attentes des Français en matière de politique de logement, *Collection des rapports* n°318, décembre 2014, <http://www.credoc.fr/pdf/Rapp/R318.pdf>

et en libérant des marges de manœuvres financières à la fin du remboursement de l'emprunt immobilier. Certes, le taux de propriétaires suit en France une lente mais continue progression depuis les années 1950 pour atteindre 64% aujourd'hui selon l'enquête SILC d'Eurostat. Mais le mouvement d'accession à la propriété ne s'est pas réalisé de manière homogène en France. La progression a surtout concerné les hauts revenus et les classes moyennes : les catégories modestes sont ont contraire **moins souvent propriétaires aujourd'hui** qu'il y a 20 ans. Chez les 20% des ménages les plus pauvres, la proportion de propriétaires a diminué de 47% à 37% entre 1988 et 2006 ; chez les 20% des ménages les plus aisés, elle a progressé de 65% à 75%. Ce résultat est corroboré par d'autres chercheurs²². Les personnes n'ayant pas réussi à devenir propriétaires voient leurs perspectives de le devenir largement amputées. L'accession est de plus en plus difficile pour les jeunes, les primo accédants, les personnes seules²³. Le parcours résidentiel (location puis accession) est grippé.

Graphique 22 - Proportion de ménages propriétaires de leur logement selon le niveau de vie

(y compris les accédants à la propriété, en %)



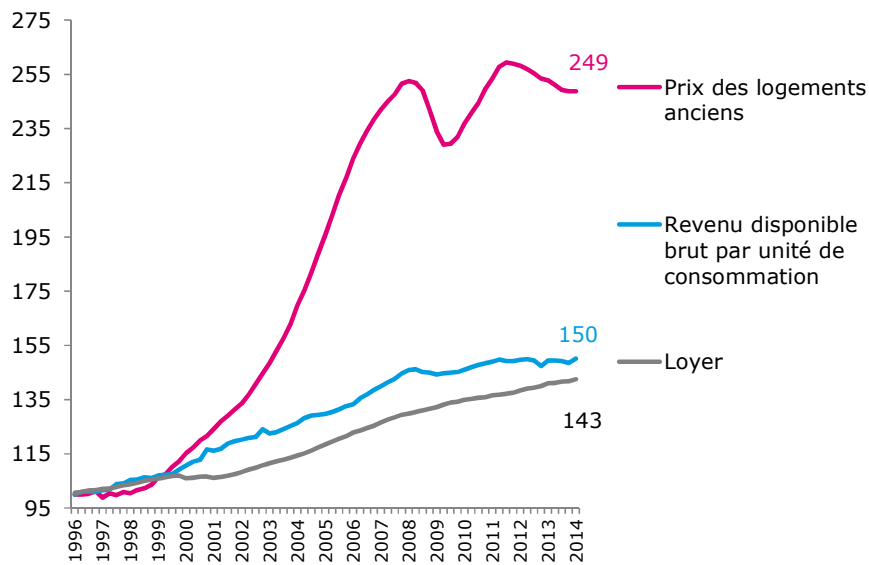
Source : Gabrielle Fack (2009) ; à partir des enquêtes « Logement » de l'INSEE
 Lecture : chez les 20% des ménages les plus pauvres (Q1), la proportion de propriétaires a diminué entre 1988 et 2006, passant de 47% à 37% ; chez les 20% des ménages les plus aisés (Q5), elle a progressé, passant de 65% à 75%.

La **quasi constante augmentation des prix de l'immobilier** là aussi explique probablement le sentiment que les difficultés de logement de nos concitoyens, pour n'être pas absentes du débat public, reste pour autant sans réponse.

²² Pierrette BRIANT, Catherine ROUGERIE, « Les logements sont plus confortables qu'il y a vingt ans et pèsent davantage sur le revenu des ménages », *France, portrait social (édition 2008)*, INSEE, 2008, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/FPORSOC08j.PDF

²³ BABES Mélanie, BIGOT Régis, HOIBIAN Sandra, « Les dommages collatéraux de la crise du logement sur les conditions de vie de la population », *Cahier de recherche du Crédoc n°281*, décembre 2011.

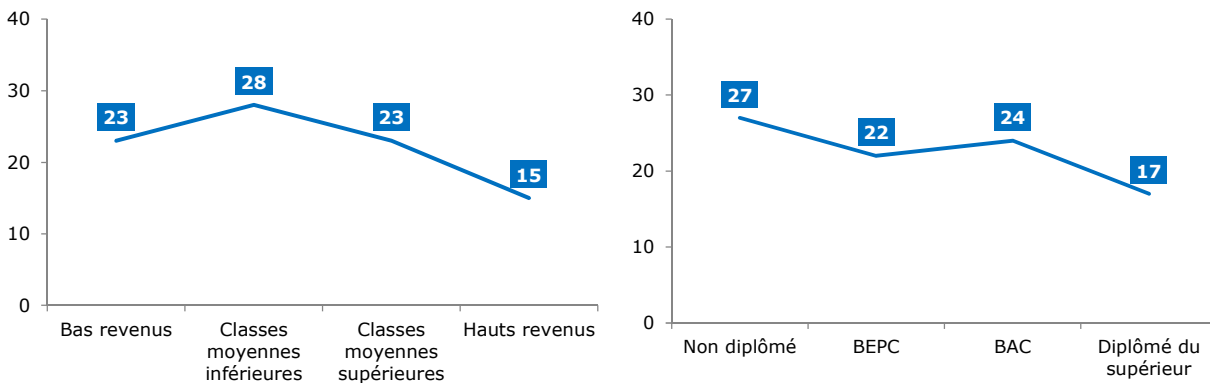
Graphique 23 - Evolution des revenus, des prix d'achat des logements anciens et des loyers d'habitation (indice 100 en 1996)



Source : à partir des séries INSEE (comptabilité nationale et INSEE-notaires)

Et de fait, le champ des difficultés financières est plus souvent évoqué chez les personnes **peu ou pas diplômées** et parmi les **classes moyennes inférieures** et les **locataires** (26% contre 17% parmi les propriétaires de leur logement).

Graphique 24 - Proportion de répondants évoquant des difficultés financières en fonction du niveau de revenus et de diplôme (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

Fréquemment, les répondants, plutôt que de parler à la première personne, **décrivent des groupes sociaux** qui seraient le plus durement touchés par ces problématiques : 17% parlent par exemple des problèmes rencontrés par les **personnes âgées** avec pas ou peu de retraite, 13% et des **classes moyennes** qui apparaissent comme les perdantes de la redistribution. 3% pointent la situation des **étudiants** dont les bourses sont jugées insuffisantes, des travailleurs pauvres, des personnes invalides qui ne peuvent pas exercer une activité professionnelle et touchent une pension estimée insuffisante pour vivre décemment, ou des **indépendants** qui décrivent la lourdeur des charges qui pèsent sur

leur activité (le RSI – régime social des indépendants – est alors souvent décrié) ainsi que leurs ayants-droits, et en particulier leurs conjoints qui, arrivés à la retraite, regrettent que leur activité ne soit pas prise en compte dans le calcul de leur retraite. Enfin, on retrouve également dans les discours les **petits agriculteurs** qui déplorent la faiblesse des aides financières et/ou du niveau de retraite qui leur sont accordés. Cette tendance à parler de groupes en particulier relève peut-être d'une forme de pudeur, ou constitue-t-elle un **moyen de rendre ces difficultés financières plus légitimes**, mais on peut également penser que ce qui est précisément invisible des médias ou des pouvoirs publics dans l'esprit des répondants **c'est la diversité de situations** (retraités, étudiants, indépendants, agriculteurs) et de leur mauvaise ou insuffisante prise en compte.

Sélection de verbatim illustrant les difficultés financières

« Surtout les trop petits revenus, quand on gagne seulement 75% du SMIC, qu'il faut se loger, se nourrir, et payer les moyens de transport, il ne reste rien. »

« Ne pas pouvoir vivre du fruit de son travail, travailler et ne pas arriver à joindre les deux bouts, les salaires sont faibles par rapport au coût de la vie, les loyers sont chers. »

« Le pouvoir d'achat, les taxes, les augmentations de l'alimentation et les énergies, les impôts trop élevés sur les petits revenus. »

« Le pouvoir achat, les vacances, les frais d'entretien de la voiture ; le caddie quand je fais mes courses ; les rendez-vous avec les spécialistes qui sont devenus problématiques ; même avec une mutuelle, le coût des frais médicaux. »

« N'avoir droit à aucun avantage et toujours payer pour tout, la difficulté de l'accession à la propriété. »

« Le pouvoir d'achat : on a du mal à se projeter, on a l'impression qu'on restera toujours dans cette situation, ne pas avoir les moyens d'acheter un appartement ou une maison et on est toujours obligé de faire attention à tous nos achats, on garde de l'argent. »

« Quand on est dans le milieu de la classe sociale, on est amené à tout payer alors que nos salaires ne sont pas suffisamment élevés pour vivre. »

« En tant qu'étudiant je n'ai pas beaucoup d'argent, la vie est de plus en plus chère et les bourses de plus en plus réduites. »

« Le problème des personnes ayant eu un mari artisan qui se retrouve sans rien et sans retraite du jour au lendemain et qui doivent continuer à travailler pour avoir une retraite convenable. »

« La retraite des artisans qui est incompréhensible pour moi tellement elle n'est pas du tout proportionnelle aux sommes versées durant l'exercice de la profession au RSI. »

b. Deuxième registre (19%) - l'invisibilité des difficultés d'accès aux droits et besoins fondamentaux : un emploi durable et stable, un logement, des droits sociaux et des services publics

Pour près d'un Français sur cinq, les difficultés insuffisamment relayées par les médias et prises en compte par les pouvoirs publics ont trait **à l'accès aux droits et besoins fondamentaux des citoyens** : s'insérer dans **l'emploi durable** (10% des Français et la moitié des réponses de cette classe), faire valoir **ses droits** (5% des Français), accéder aux

services publics (3%), accéder à un **logement décent** (2%) et **accéder aux soins** (1%)²⁴.

L'accès à l'emploi durable, tout d'abord, est au cœur du sentiment d'invisibilité. Il s'agit d'abord du **chômage** et des difficultés à trouver un emploi, mais aussi, pour certains qui sont **en emploi, de la précarité de leur contrat de travail** (contrats courts, absence de visibilité à moyen terme).

Davantage que la hausse du chômage, très largement médiatisée et scrutée par les politiques, la question de la précarité de l'emploi est probablement au centre de cette deuxième famille de phénomènes jugés mal identifiés ou écoutés par les politiques et les médias.

Selon l'INSEE, plus de neuf embauches sur dix se font aujourd'hui sous la forme de CDD ou de contrats d'intérim. On observe sur les trente dernières années, un **raccourcissement de la durée de certains emplois**, notamment les missions d'intérim et les CDD. Claude Picart explique ainsi que le taux de rotation de la main-d'œuvre (nouvel indicateur qui mobilise à la fois les anciennetés dans l'emploi mais aussi de manière plus nouvelle les entrées et sorties observées dans l'enquête emploi) a presque quintuplé sur 30 ans, passant de 38 % en 1982 à 177 % en 2011²⁵. « Ces contrats courts, qui sont donc de plus en plus courts, maintiennent les salariés concernés dans des situations récurrentes, en particulier dans les professions à « CDD d'usage » [...] tout ceci suggère que le fonctionnement du marché du travail se rapproche d'un modèle segmenté, où les emplois stables et les emplois instables forment deux mondes séparés, les emplois instables constituant une « trappe » pour ceux qui les occupent »²⁶. Si l'idée d'un marché de l'emploi à deux vitesses n'est pas nouvelle²⁷, sa montée en puissance, son ampleur paraissent probablement trop passées sous silence par les pouvoirs publics et les médias.

²⁴ À noter que sont classées ici les réponses relative à l'accès (à un logement et à la santé notamment) et non pas les répondants qui évoquent le poids des dépenses relatives au paiement des frais de logement ou de santé. On retrouve ces difficultés d'ordre financières dans la classe 1.

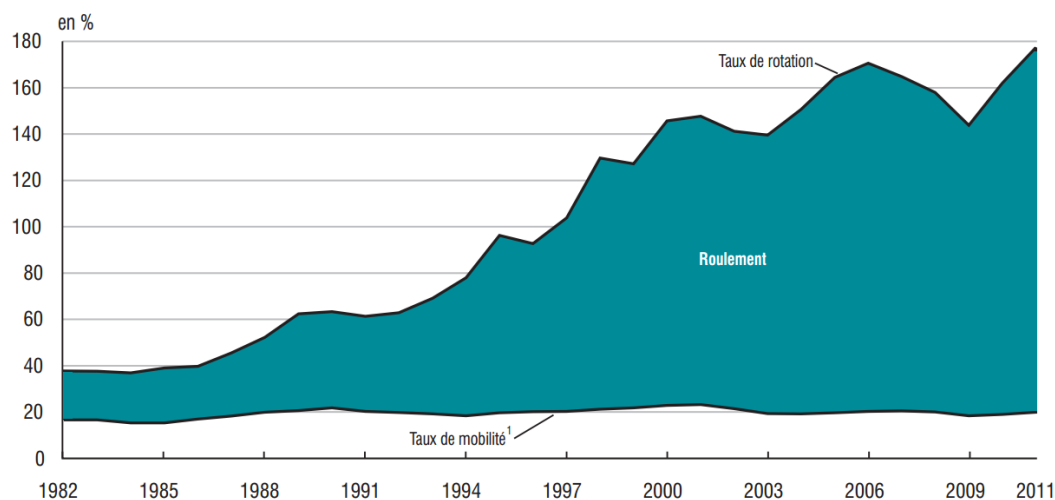
²⁵ L'auteur explique que « Cela veut dire qu'en 2011, pour 100 salariés présents à un moment donné dans un établissement, il y a eu 177 actes d'embauche et de débauche (possiblement des mêmes salariés) dans un laps de temps d'un an. Il y en avait 38 en 1982. L'essentiel de cette progression spectaculaire tient donc aux roulements. Ceux-ci ne représentaient qu'un peu plus d'une rotation sur deux au début des années 1980 ; ils en représentent désormais près de neuf sur dix. »

²⁶ PICART Claude, Une rotation de la main-d'œuvre presque quintuplée en 30 ans : plus qu'un essor des formes particulières d'emploi, un profond changement de leur usage, Dossier Insee, 2013, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/EMPSAL14b_D1_rotation.pdf

LINDBECK Assar, SNOWER Dennis J., The Insider-Outsider Theory of Employment and Unemployment, 1989, Cambridge

²⁷ LINDBECK Assar, SNOWER Dennis J., The Insider-Outsider Theory of Employment and Unemployment, Op. Cit.

Graphique 25 - Évolution de la mobilité et de la rotation



1. Le taux de mobilité est ici défini en flux (demi-somme des entrées et sorties) pour être cohérent avec la définition du taux de rotation. Il est donc conceptuellement proche du taux calculé dans la figure 2, mais ce dernier est cependant calculé sur les seules entrées.
Champ : France métropolitaine, salariés du privé.

Source : Insee, enquêtes Emploi, imputations Picart pour les flux

La question de l'accès à l'emploi ou de la précarité des situations d'emploi est presque toujours associée dans les discours à une catégorie de la population.

- Les jeunes diplômés d'abord - évoqués par environ un répondant sur sept au sein de cette classe - qui ne parviennent pas à valoriser leur diplôme sur le marché du travail, faute d'expérience professionnelle.
- Les parents et leurs difficultés liées à la garde d'enfant qui contraignent la recherche d'emploi.
- Les séniors qui souffrent des représentations sociales associées à l'âge pour retrouver un emploi.
- La situation des intermittents, qui évoquent les difficultés associées à l'instabilité de leur situation d'emploi.

La question de l'invisibilité de l'accès aux droits intègre ensuite les difficultés personnelles liées aux **dysfonctionnements perçus de l'administration française**. Les interviewés déplorent son manque d'accessibilité, d'efficacité, un sentiment d'opacité des règles et de la loi, tout cela engendrant des difficultés à **faire valoir ses droits**. Les obstacles décrits par les répondants pour faire valoir leurs droits et qu'ils estiment mal identifiés sont nombreux.

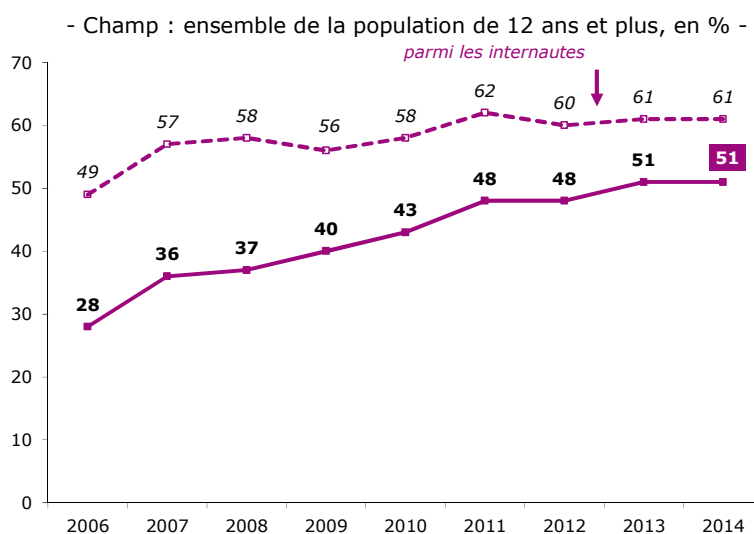
- Il existe d'abord une difficulté d'accès d'ordre cognitif qui semble insuffisamment médiatisée et prise en compte : les **règles et lois sont jugées opaques**, les **critères d'éligibilité** complexes. Rappelons que cette opacité et complexité figurent parmi les principaux motifs de non recours aux prestations²⁸. Le sentiment que ces difficultés sont passées sous silence se comprend d'autant mieux, que contrairement à la thématique et la sémantique de « l'assistanat » et des fraudes, largement médiatisées ces dernières années (84% des Français pensaient ainsi en 2014 que

²⁸ Selon l'enquête Conditions de vie et Aspirations de 2014, le manque d'informations (59%) arrive clairement en tête des raisons de non-recours évoquées par les non-recourants suivi du découragement devant les démarches à accomplir (20% des non-bénéficiaires).

« beaucoup de personnes abusent du système »²⁹), le phénomène du non recours est largement sous-estimé par le grand public (seuls 42% pensent que « beaucoup de personnes renoncent à bénéficier des droits ou allocations auxquels elles pourraient prétendre »³⁰.)

- L'accès au droit est aussi décrit comme contraint en raison de la **difficulté à communiquer avec les administrations**, caractérisées par un **manque d'humanité et la lourdeur de leurs procédures**. Le sentiment d'invisibilité de ces difficultés est vraisemblablement d'autant plus criant que nombreux sont ceux qui la ressentent (en 2014, 71% de la population était ainsi d'avis que les services publics (l'école, l'hôpital, la protection sociale, la justice, etc.) ne prenaient pas suffisamment en compte la situation personnelle de chacun)³¹.
- La question de la **fracture numérique et des difficultés d'accès aux nouvelles technologies** (faute d'équipement ou de compétences informatiques) est également un thème jugé peu apparente. Ceci doit être lu dans le contexte actuel de dématérialisation de la relation à l'administration, où l'enthousiasme et le quasi consensus autour de l'intérêt de la numérisation des démarches (économie de coûts, facilitation pour les personnes à faible mobilité, efficacité, etc) qui entoure la montée en puissance de la digitalisation des démarches administratives contraste avec la relative faiblesse de la part des Français qui mobilisent effectivement ces outils.

Graphique 26 - Proportion d'individus ayant effectué, au cours des douze derniers mois, des démarches administratives ou fiscales sur internet



Source : CREDOC, Enquêtes sur les « Conditions de vie et les Aspirations ».

²⁹ Sandra Hoibian, op.cit.

³⁰ Sandra Hoibian, op.cit.

³¹ Sandra Hoibian, Les Français en quête de lien social, Baromètre de la cohésion sociale 2013, Collection des rapports n°292, 2013, <http://www.credoc.fr/pdf/Rapp/R292.pdf>

- Les actifs en emploi déplorent également le manque d'accessibilité des administrations. Ils regrettent de ne pas toujours avoir la possibilité de réaliser leurs démarches au guichet en raison **des horaires d'ouverture** jugés trop retreints.
- C'est enfin la **lourdeur des processus** qui est décriée, les répondants pointant l'importance du nombre de pièces et justificatifs à fournir pour monter un dossier, la lenteur des circuits de décision.

Les répondants déplorant les **défaillances en terme d'accès aux services et infrastructures** évoquent surtout le manque de transport et la désertification de certaines zones rurales, en termes de services administratifs mais également d'offre de soin. Quelques-uns mentionnent en outre de l'entretien de la voirie.

Enfin, de manière plus rare, les **lacunes dans l'accès à l'éducation** pour tous sont mises en avant, notamment en raison, d'une dégradation de la qualité de l'enseignement, ou d'une prise en compte insuffisante des spécificités de besoins de certains enfants (y compris les surdoués).

Sélection des réponses illustrant les difficultés évoquées au sein de la classe 2

Sur l'accès à l'emploi durable

« Le chômage, c'est : plus d'argent, plus d'amis, plus de femme, des stages à la con, de l'intérim, des maladies professionnelles qui sont pas reconnues. Voilà mon gars. »

« On ne laisse pas assez la chance aux jeunes de mon âge avec diplôme et sans expérience d'avoir un travail. »

« Je venais d'avoir mon diplôme à 17 ans, et je n'ai pas trouvé de travail car on me demandait de l'expérience. Il y a aussi le manque d'argent pour financer mon permis et autres. »

« Après un licenciement, il m'est très difficile de retrouver un emploi. À presque 40 ans, ça me préoccupe mais les pouvoirs publics ne s'intéressent pas à nous. On est comptabilisé comme chômeurs et ça s'arrête là. »

« La difficulté à trouver un travail en CDI »

« C'est pas facile de faire de l'interim on sait jamais ce qui va se passer combien on va travailler ou pas et les politiques ils savent pas ce que c'est de faire notre travail c'est très dur très fatigant »

« Le travail et la difficulté de le garder, la précarité »

« Au niveau du travail pour les jeunes(mes enfants) ils n'ont pas de travail après leurs études, on leur propose des cdd ou un travail qui n'est pas à temps complet »

« Le statut de l'emploi, le déclassement »

« Moi quand je cherche du travail j'en trouve, Ce n'est pas si difficile que cela de trouver du travail mais malheureusement pas le travail que je veux moi »

Sur l'accès aux droits contraint par la complexité et la lourdeur administrative

« La lenteur de l'administration, cela fait deux ans que je suis à la retraite et depuis six mois je ne touche plus rien. À chaque fois que je remets un document, même par lettre recommandée, on me le réclame encore et encore. »

« Ils ne se rendent pas compte de l'opacité des lois qu'ils nous imposent. »

« Quand on n'est pas très fort pour remplir ses papiers, personne ne vous aide. »

« L'utilisation exagérée de l'informatique pour toutes les démarches administratives qui a d'une part supprimé le contact humain, et d'autre part qui est quelque fois un problème pour

les personnes de mon âge. »

« Dans la vie de quotidienne les soucis, pour tout ce qui est administratif on a l'impression que les gens ne nous écoutent pas ou qu'ils sont difficilement joignables. »

Sur l'accès au logement

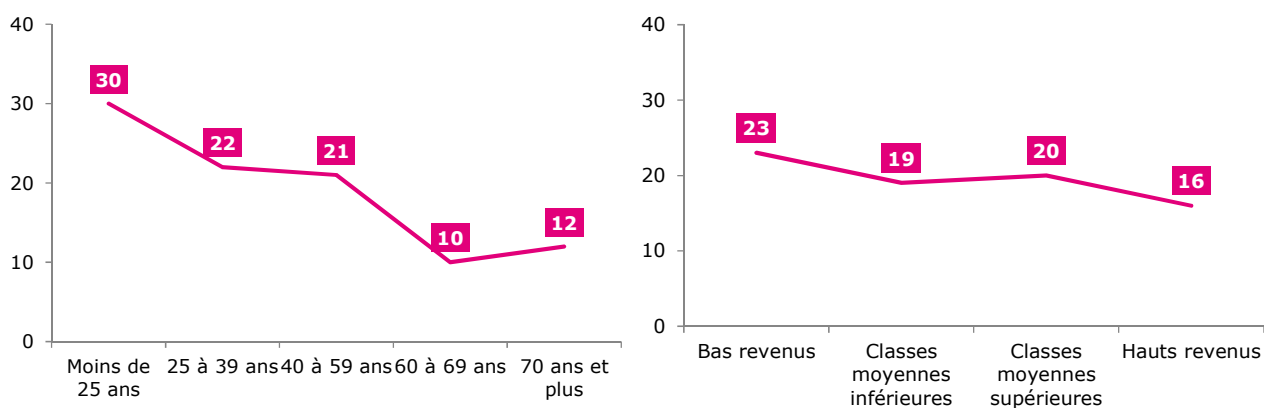
« Pour ma part, je suis séparé avec deux enfants. J'ai un peu de mal à pouvoir trouver un logement décent, même en HLM. Les bailleurs ne nous font pas confiance, sauf si on a deux salaires. Ce n'est plus du logement social. »

Sur l'accès aux services publics

« À la campagne, sans une voiture, on ne peut rien faire car les transports sont quasi inexistantes. La moindre démarche devient compliquée. »

Les difficultés relatives à l'accès aux droits et besoins fondamentaux sont d'autant plus souvent évoquées que les Français sont jeunes et peu diplômés. Cela est particulièrement lié à l'importance dans cette classe de la problématique du chômage, cité plus souvent moins de 25 ans (21% contre 10% en moyenne) et les bas revenus (13%).

Graphique 27 - Proportion de répondants évoquant des difficultés relatives à l'accès aux droits et besoins fondamentaux en fonction de l'âge et du niveau de ressources (en %)

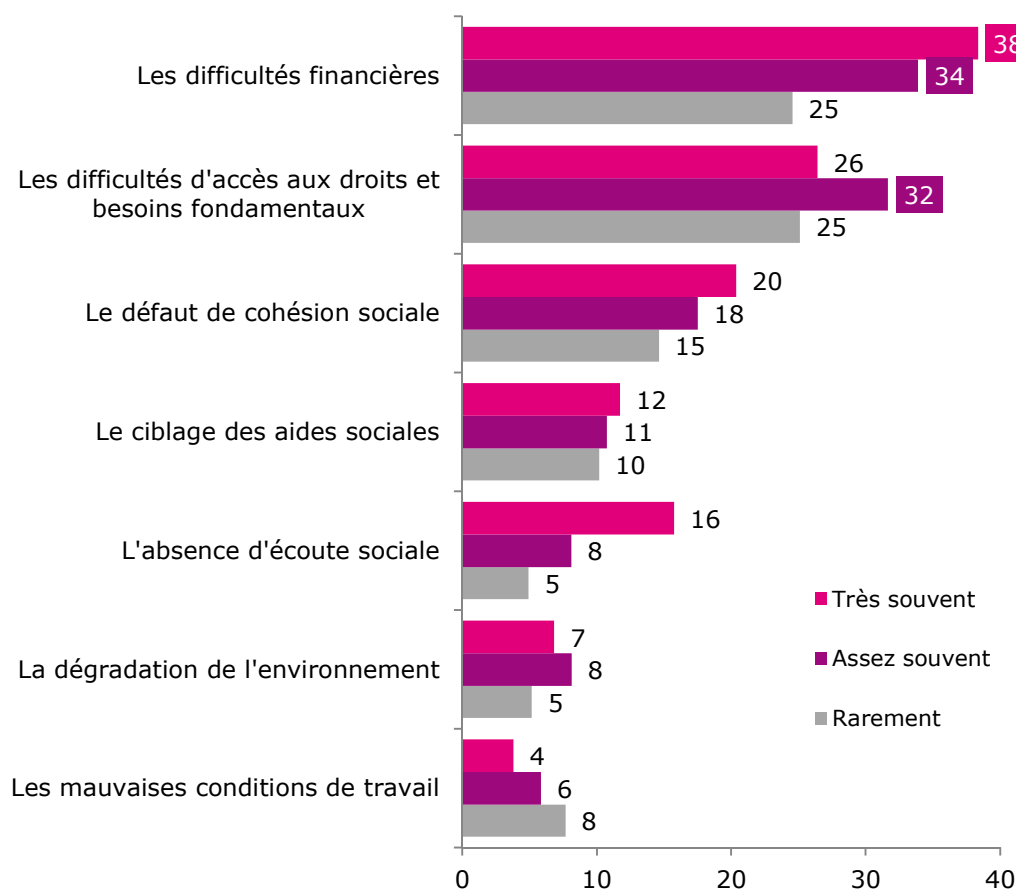


Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

La nature des difficultés rencontrées varie sensiblement en fonction de la fréquence de leur survenue. Ainsi, les difficultés financières et les difficultés d'accès aux droits, outre le fait de figurer en tête des difficultés invisibles, sont aussi plus souvent évoquées par les Français qui disent rencontrer ces difficultés « très souvent » ou « assez souvent » plutôt que « rarement ».

Graphique 28 - Typologie des difficultés rencontrées par les Français en fonction de la fréquence de leur survenue

Champ : répondants se déclarant « très souvent », « assez souvent » ou « rarement » confrontés à des difficultés importantes que les médias ou les pouvoirs publics ne voient pas (68% des Français)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

Lecture : parmi les Français déclarant être « très souvent » confrontés à des difficultés que les médias ou les pouvoirs publics ne voient pas, 38% sont confrontés à des difficultés financières. C'est 5 points de plus que la moyenne des Français confrontés au moins « rarement » à des difficultés.

c. Troisième registre (12%) – Le défaut de cohésion sociale : des difficultés allant des incivilités au sentiment d'insécurité physique

Pour plus d'un Français sur dix, les difficultés qu'ils rencontrent et qui ne sont pas suffisamment vues ou prises en compte ont trait à leur cadre de vie et aux rapports humains, qu'ils jugent dégradés, voire dangereux.

Ces répondants dénoncent **une dégradation des rapports sociaux** :

- La **violence et le sentiment d'insécurité pour soi** (agressions physiques), ou pour ses biens (vols) est évoqué par 5% des Français (et plus de 40% des répondants appartenant à cette classe). Les réponses décrivent les tensions entre groupes sociaux, notamment dans les zones urbaines et les « quartiers », en lien avec la délinquance et la drogue.

- D'autres, plus minoritaires, déplorent **les incivilités, le manque de respect et de considération pour autrui** qu'ils disent subir au quotidien (2% des Français) : manque de civisme, violence verbales, saleté et dégradations des équipements publics.
- Certains déplorent également être victimes de **discriminations et de racisme**, en particulier liées à la couleur de la peau, la nationalité, ou à l'appartenance religieuse (l'islam et le judaïsme en particulier). Les discriminations évoquées portent également sur le sexe (les femmes dans l'accès à l'emploi).
- Enfin, une partie non négligeable de Français (2%) incriminent la présence d'étrangers et de personnes issues de l'immigration, cause selon eux des tensions et conflits entre les concitoyens, de menace pour la culture, l'identité nationale ou les valeurs qu'ils souhaitent défendre, des difficultés d'accès à l'emploi ou au logement qu'ils rencontrent, de l'insuffisance des aides qu'ils perçoivent, ou plus globalement, leur bien-être. Les propos sont alors souvent extrêmes et rendent compte d'amalgames caricaturaux.

Ce troisième grand registre regroupe **donc deux logiques de pensée qui s'opposent** mais qui ont en commun le registre de la délitescence du tissu social : d'un côté les personnes qui la subissent, au travers des incivilités, du sentiment d'insécurité, mais aussi de discriminations et du racisme ; de l'autre côté, celles qui alimentent peut-être en partie ce climat de tension en associant les difficultés qu'ils rencontrent à la présence d'étranger en France ou de personnes appartenant à certaines cultures ou communautés religieuses.

Le constat d'une violence des rapports humains est diffus, et touche, selon les répondants, les espaces publics dans leur diversité : la rue, notamment en ville, l'école, le monde du travail, mais aussi les transports en commun.

Au final, c'est donc la menace d'un **délitement de la cohésion sociale** qui est ici mis en avant. Les travaux du CRÉDOC réalisés sur ce thème pour la Direction générale de la cohésion sociale montrent **qu'en 2014, trois Français sur quatre déplorent la faiblesse de la cohésion sociale**³². Soulignons que les discriminations constituent un sujet de préoccupation pour 85% des Français³³, et 45% de nos concitoyens déclaraient en 2013 avoir été témoin d'une discrimination au cours des 12 mois précédent l'enquête³⁴. C'est probablement cette **appréciation très diffuse et confrontation directe à la question de l'inégalité de traitement ainsi que la persistance du problème** (en 2009 déjà, 88% des Français se disaient préoccupés par la question des discrimination) qui est à l'origine du sentiment que cette difficulté n'est pas vraiment vue par les pouvoirs publics ou les médias, alors que les Français se montrent très attaché au principe d'égalité dans notre société.

³² Hoibian S., 2014, « Le modèle social à l'épreuve de la crise. Baromètre de la cohésion sociale 2014 », Étude réalisée à la demande de la Direction Générale de la Cohésion Sociale, *Collection des Rapports du Crédoc*, n°312, octobre.

³³ BIGOT Régis, HOIBIAN Sandra, MULLER Jörg, 2015, « Evolution du regard sur les quartiers « sensibles » et les discriminations entre 2009 et 2014 », Etude réalisée pour l'ACSE, *Collection des Rapports du Crédoc*, n°322

³⁴ HOIBIAN Sandra, « Les Français en quête de lien social », Op. Cit.

Sélection des réponses illustrant les difficultés évoquées au sein de la classe 3

« L'insécurité, les agressions dans la rue, l'impolitesse de la part des jeunes, l'incivilité, la disparité entre les riches et les pauvres, la délinquance. »

« L'insécurité en ville, la propreté des villes, le non-respect d'autrui. »

« Le manque d'attention de vos voisins ! Le sans gêne des voisins ! La mauvaise foi des gens ! Mégots ! Déchets ! Services rendus sans retour. »

« Le bordel dans le quartier : les nuisances sonores - les scooters, les motos, les embrouilles en pleine nuit, les scooters le weekend end et dimanche après-midi. »

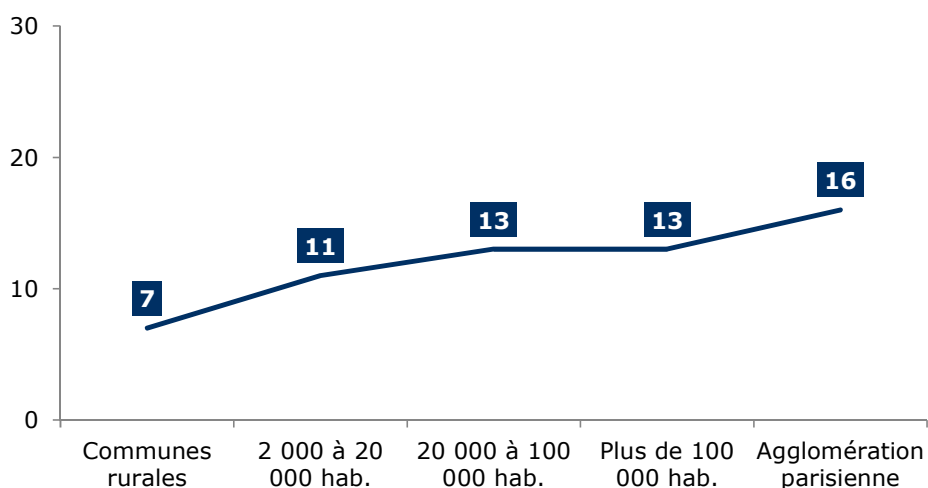
« Les incivilités de voisinage, des gens qui font faire leurs besoins sur le trottoir à leurs animaux. Personne ne se fait verbaliser. »

« Les problèmes de mixité de société il y a trop de gens sans travail, et de misère sociale qui crée un malaise social et un climat de peur. On est confronté à de l'insécurité. »

« Les actes racistes de la vie courante, le délit de sale gueule, les difficultés pour trouver un appartement, ou le manque de confiance du banquier envers les gens colorés, des attitudes insignifiantes que l'on sent et qui montre la différence le mépris. »

Cette problématique est liée à la zone d'habitation : les difficultés relatives aux incivilités, à la sécurité, au racisme et aux discriminations sont en effet plus souvent citées **chez les urbains, et particulièrement parmi les habitants de l'agglomération parisienne**. Les jeunes de moins de 25 ans apparaissent moins concernés par ces difficultés (7% contre 15% chez les 40-59 ans et 10% chez les 70 ans et plus). On n'observe pas d'effet significatif en termes de niveau de diplôme ou de revenus.

Graphique 29 - Proportion de répondants évoquant des difficultés relatives au délitement de la cohésion sociale en fonction de la taille de l'unité urbaine de résidence (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

d. Quatrième registre (7%) – L'invisibilité des lacunes dans le ciblage des politiques sociales

Les questions de ciblage des prestations, de l'insuffisance des aides ou de l'inadaptation des structures pour certaines catégories de la population sont mis en avant par 7% des répondants. Plutôt que de les intégrer dans le registre des aides financières, le choix a été fait de distinguer ces réponses pour deux raisons. D'abord, les aides financières ne sont pas les seules en causes (le manque de place en crèche ou l'aide psychologique aux aidants font également partie des difficultés regroupées ici). Ensuite, les réponses mettent ici davantage l'accent sur la question de la **justice sociale** que sur les difficultés ayant trait à la gestion budgétaire des ménages. Cependant, les deux classes sont proches : 11% des répondants de cette catégorie évoquent rencontrer des difficultés financières.

Les aides sociales sont vues comme d'autant plus nécessaires que les personnes sont isolées et ne bénéficient pas du soutien familial ou sont dans l'incapacité d'exercer une activité professionnelle. Quatre catégories de publics jugés délaissés par les aides sont fréquemment citées au sein de cette classe :

- Les personnes souffrant de **maladies** chroniques, de maladies rares, et les personnes **handicapées**, ainsi que leurs **aidants** (3% des Français l'évoquent, soit près de 40% des personnes appartenant à la classe 4). Les pensions d'invalidité sont décriées, ainsi que le manque de structures d'accueil ou de financement pour le soutien psychologique des malades comme de leurs aidants, ou encore l'inadéquation de l'espace urbain aux personnes souffrant de handicap, venant alourdir leurs difficultés quotidiennes.
- Les **jeunes** qui ne travaillent pas et ne bénéficient pas de l'aide matérielle et financière de leurs proches. Il s'agit en particulier des étudiants, mais aussi des jeunes de moins de 25 ans qui ne parviennent pas à s'insérer sur le marché de travail et qui ne peuvent que rarement prétendre au RSA³⁵.
- Les **familles**, et en particulier les **foyers monoparentaux**. Au-delà du manque d'aides financières, les répondants pointent également le manque de structure d'accueil pour la garde des enfants.
- Les **personnes âgées** qui n'ont pas toujours les ressources nécessaires pour vivre décemment, et pour beaucoup, l'expression d'un sentiment d'isolement et de solitude non pris en compte.

Lorsque l'on s'intéresse au détail des réponses intégrées dans le registre des difficultés ayant trait aux aides sociales, plusieurs discours se dégagent, apportant un éclairage sur le **regard porté par les Français quant aux causes de l'insuffisance de l'aide** qu'ils déplorent. Le sentiment d'être lésé par un système de protection social jugé injuste car trop favorable aux catégories plus privilégiées que soi, ou trop conciliant avec des bénéficiaires qui en abuseraient (fraude, assistanat) est ici prégnant.

- Une partie des Français exprime le sentiment d'être **lésée par le système de protection sociale** qu'ils jugent inéquitable dans sa répartition, trop favorables à des catégories de la population qu'ils estiment plus privilégiées qu'eux-mêmes, ou

³⁵ Les jeunes de moins de 25 ans peuvent accéder au RSA sous certaines conditions : être parent isolé ou avoir exercé une activité professionnelle pendant au moins 2 ans à temps plein au cours des 3 ans précédant la date de la demande. La Garantie Jeunes, mise en place à titre expérimental puis déployée sur l'ensemble de la France depuis 2013 octroie une allocation aux 18-26 ans avec des conditions d'accès plus larges que le RSA jeunes actifs ou parents isolés.

qu'ils jugent ne pas être légitimes à y prétendre. C'est la cas de 1% des Français, et un peu plus d'une réponse sur cinq au sein de cette classe. Un travail de recherche mené par le CREDOC en 2012³⁶ montrait que, en France, les classes moyennes supérieures contribuent (en proportion de leurs revenus) plus au système de protection sociale que les revenus supérieurs.

- Plusieurs personnes évoquent les **fraudes**, abus et complaisance dans l'assistanat d'une partie des bénéficiaires des aides sociales, renvoyant souvent cela à la responsabilité des pouvoirs publics. Une partie des répondants se dit confronté à une **inégalité de traitement** en faveur des personnes qui semblent bénéficier de passe-droits en raison de leur proximité avec des élus et, plus généralement, des décideurs. En 2014, 84% des Français sont plutôt d'accord avec l'idée selon laquelle « beaucoup de personnes abusent du système ». L'unanimité de cette opinion traduit **les inquiétudes des Français sur l'avenir du système de protection sociale** dans le contexte actuel de crise.

Sélection des réponses illustrant les difficultés évoquées au sein de la classe 1.1

Sur l'iniquité du système de protection sociale

« Les gens qui fraudent, les profiteurs des aides de la Sécu et du chômage. »

« L'inégalité en France, trop de privilèges pour certains et pas assez pour d'autres. »

« Quand on a affaire à une administration, c'est souvent long et les passe-droits parce que je m'appelle Monsieur ou Madame, que je suis proche d'un élu, je peux obtenir ce que je veux. »

« Des dossiers qui passent plus facilement que d'autres à la CAF. »

« Les étudiants en juillet août qui ne touchent plus de bourses, comme moi par exemple ! Mon mari vient d'arriver d'Algérie et il n'a encore droit à rien. Comment survivre ? Comment payer le loyer ? »

Sur les difficultés rencontrées par les publics fragiles (personnes handicapées, âgées, jeunes sans ressources, parents isolés)

« Un manque de structure sociale pour les personnes dépendantes, un manque d'accueil pour les autistes. »

« Aucune aide financière des pouvoirs publics afin de financer des associations de parents ou d'aidants d'enfants en difficultés ou en situation d'handicap. »

« La maladie chronique, j'ai une maladie bien particulière qui n'est pas prise en compte par les pouvoirs publics. Ça entraîne des effets secondaires et on n'a pas accès à des soutiens psychologiques. »

« Les choses dont on manque pour les handicapés. On ne peut aller nulle part. Plus ça va, plus je me rends compte qu'il y a beaucoup de choses à faire. Les petites routes, il y a plein de trous. Dans les squares, les bancs sont trop bas pour s'asseoir. »

« Les jeunes de 18 à 25 ans sans ressources et sans emploi et sans famille pour les épauler, l'État se repose trop sur les associations pour régler les problèmes sociaux. »

« De 18 à 25 ans, il n'y aucune aide, ou alors il faut avoir deux enfants. »

« Les stages non rémunérés en entreprise. Très difficile quand on est étudiant d'être aidé. »

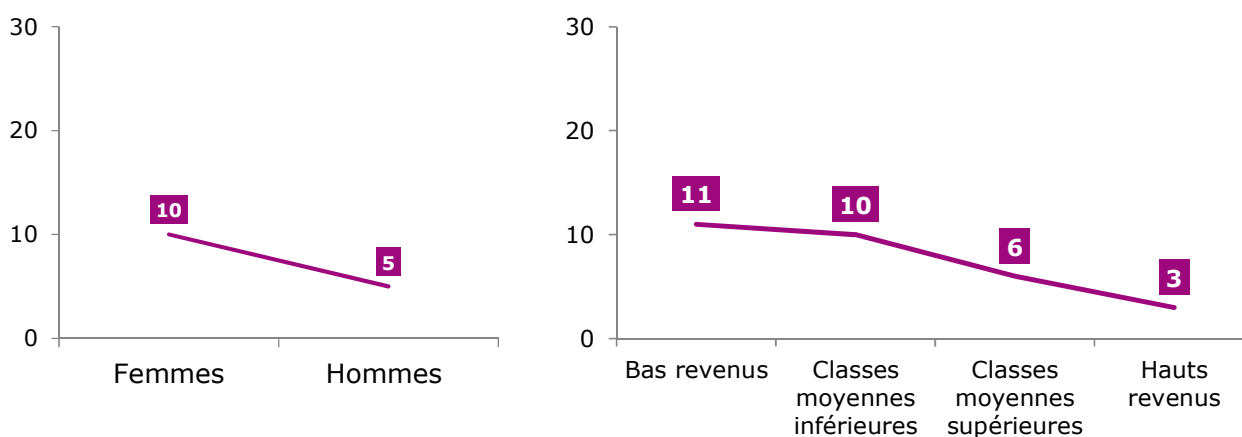
« Je suis seule pour élever mes enfants et avec un travail à mi-temps la situation financière est tendue et je ne sais pas comment trouver de l'aide. Il n'y a rien de prévu si on n'a pas une solution personnelle, au sein de la famille par exemple. »

« Les prix des maisons de retraite qui devraient être adéquates aux revenus de la personne, que l'on puisse faire face. J'ai 82 ans et je ne peux pas y rentrer. »

³⁶ BIGOT Régis, DAUDEY Emilie, MULLER Jörg, OSIER Guillaume, "Les classes moyennes sont-elles perdantes ou gagnantes dans la redistribution socio-fiscale ? », *Cahier de recherche du CREDOC n°297*, décembre 2012.

De manière très cohérente avec les publics ciblés dans les réponses des Français, les **personnes au foyer** (11%), **les personnes souffrant d'une infirmité, d'un handicap ou d'une maladie** chronique (11%) et les **moins de 25 ans** (11%) déclarent plus souvent faire face à des difficultés liées à l'insuffisance des aides qui leur sont destinées que la moyenne des répondants. C'est aussi le cas des **femmes** (10% contre 5% chez les hommes), qui ont plus souvent la charge de la garde des enfants, notamment en cas de séparation, ainsi que des personnes ayant des bas revenus ou **des classes moyennes inférieures**.

Graphique 30 - Proportion de répondants évoquant des difficultés liées à l'insuffisance des aides en fonction du sexe et du niveau de revenus (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

e. *Cinquième registre (6%) – L'absence d'écoute sociale : déconnexion des élites et défaut de concertation des citoyens*

Une partie non négligeable des Français (6%) rend compte de difficultés invisibles liées à un défaut d'écoute sociale. Trois sujets sont abordés au sein de cette catégorie décrivant les dysfonctionnements dans le processus de décision et dans l'action des pouvoirs publics :

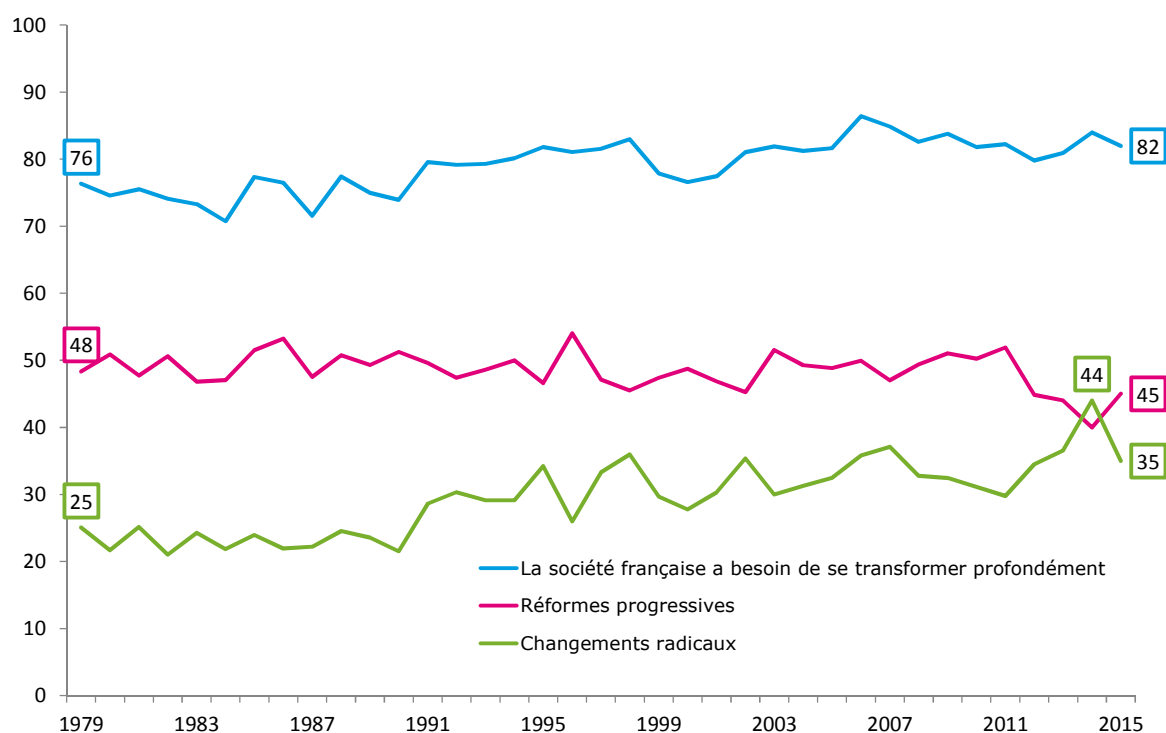
- Pour certains, les décideurs appartiennent à une **élite privilégiée**, ne vivent ni ne savent voir les difficultés rencontrées par les Français et en ce sens sont déconnectés des réalités sociales.
- C'est aussi le **manque de représentativité des Français** dans les instances de décisions qui est mise en avant, et, au final, le sentiment d'une absence de concertation des Français, le manque de démocratie (5%).
- Enfin, plusieurs pointent les **incohérences de la décision politique ou l'inaction des pouvoirs publics** face à ce qu'ils considèrent comme les enjeux prioritaires du pays.

L'absence d'écoute sociale est non seulement une difficulté qui, dans l'opinion des Français et non vue ou insuffisamment prise en compte par les médias et les pouvoirs publics, mais c'est aussi certainement une des causes de l'invisibilité sociale. Dans une société dans laquelle l'invisibilité sociale est ressentie de manière prégnante par les Français, la critique d'une partie de la population vis-à-vis du système de représentation politique doit être reliée la **tendance observée depuis plusieurs décennies de la radicalisation de**

l'opinion. En 2015, 82% de la population se prononce en faveur d'un changement profond de la société. Si la plupart opte pour des réformes progressives (45% des Français), une part croissante depuis la fin des années 1970 aspire à des changements radicaux (35% en 2015, contre 25% en 1979). L'analyse des réponses relatives à la nature des changements radicaux attendus révèle une image dégradée de la démocratie représentative et des élites politiques³⁷ : 33% des Français en faveur d'un changement radical de la société manifestent un rejet des élites, le souhait d'un changement de régime politique avec une « abolition » de l'idée de représentativité. C'est la première catégorie de réponse, devant la création d'emploi (27%). En parallèle, on observe des seuils historiquement bas dans la mesure de la popularité des représentants politiques, et de l'exécutif en particulier³⁸. Près de neuf Français sur dix estiment que les responsables politiques ne se préoccupent pas de ce que pensent les gens, plus des deux tiers considèrent que la démocratie ne fonctionne pas très bien dans notre pays³⁹.

Alors que les Français se montrent de plus en plus sensibles à la notion de démocratie participative et aspirent à être davantage intégrés dans la décision publique, **la réponse des décideurs pour intégrer ce besoin semble inadéquate à certains.**

Graphique 31 – Pensez-vous que la société a besoin de se transformer profondément et si oui, quel type de réformes souhaitez-vous ? (en %)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

³⁷ Emilie Daudey, Nelly Guisse, Sandra Hoibian, Jörg, « Début 2015 : Un nouvel élan », Op. Cit.

³⁸ Cf. DUHAMEL Olivier, LECERF Edouard, *L'état de l'opinion 2015*, Paris, TNS-Sofres – Le Seuil, 2015.

³⁹ Cf. CEVIPOF, « Baromètre de la confiance politique », 5^{ème} vague de janvier 2014, <http://www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/resultats-1/vague5/>

Sélection des réponses illustrant les difficultés évoquées au sein de la classe 4

Sur la critique du système politique

« Sur plein des actions, nos élus, énarques, soi-disant élites sont complètement déconnectés du monde, ils sont dans leurs idées, qui sont fumeuses et qui ne servent à rien, inutiles. Cela vaut de l'extrême gauche à l'extrême droite, en passant par le centre. »

« Ce sont les gens de bureau qui décident de choses ou les gens de terrain seraient plus efficaces. »

« La gestion des taxes sans concertation de la population. »

« Les pouvoirs publics, les politiques, sont dans leur bulle, ils ne se rendent pas compte de la vie des gens, notamment les retraités, les femmes seules et les chômeurs qui ne touchent plus rien. Par contre, pour eux, ça va toujours bien le train de vie. »

« Ils ne sont pas dans le même milieu, ils n'ont pas les mêmes problèmes, ils ne voient pas la pauvreté qui s'aggrave en France. »

« On est entendu que lorsqu'il y a des élections. »

« Les lois, on les subit. On nous les met sous le nez une fois que la décision est prise. »

Sur l'incohérence de la décision publique

«Le système pompe sur les petits revenus qui sont très nombreux et non pas sur les riches qui ont les moyens d'être investisseurs. »

« Les mesures fiscales favorisant les plus riches depuis 35 ans, notamment pour le logement et les aides à l'acquisition. »

« Être obligé de payer les impôts fonciers pour un bail de location d'un local commercial, cela me révolte. »

« Le chômage qui menace, ils ne font pas trop attention à ça et pourraient mettre d'autres solutions pour lutter contre le chômage, ils ne mettent pas assez de moyens »

Ces difficultés sont ressenties de manière relativement diffuse dans la société française, et on n'observe pas de différence significative en termes d'âge, de sexe, de lieu d'habitation (urbain / rural) ou de niveau de diplôme. Les personnes ayant des **revenus inférieurs et les chômeurs** évoquent plus souvent que les autres des difficultés ayant trait aux dysfonctionnement dans la décision publique (respectivement 9% et 12% contre 6% en moyenne).

f. Sixième registre (5%) – La dégradation de l'environnement

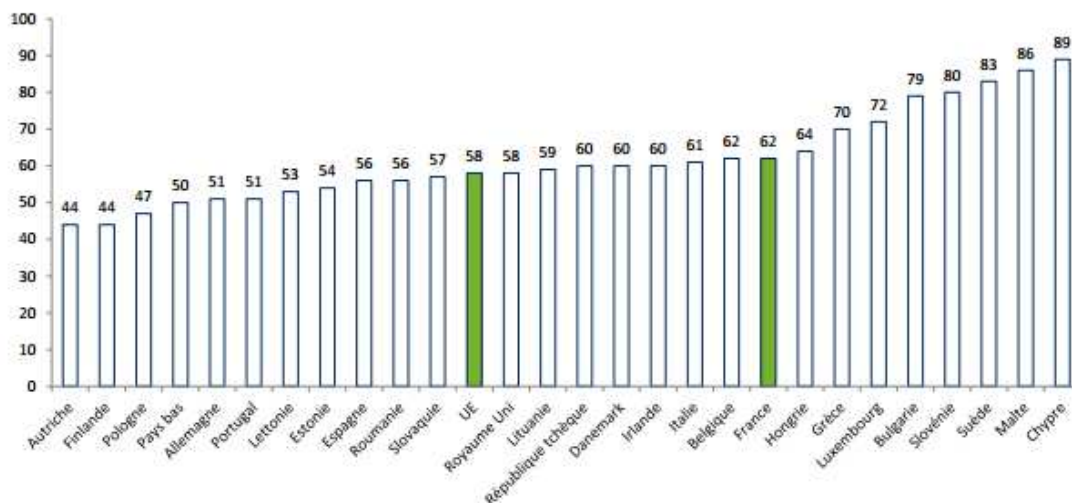
5% des Français décrivent des difficultés les concernant en lien avec la dégradation de l'environnement. Il s'agit à la fois de l'environnement proche, local, mais aussi de la question plus globale de la préservation des ressources de la planète. Les thèmes fréquents, ainsi qu'illustrés par une sélection de verbatim sont la **pollution atmosphérique**, le **réchauffement climatique**, la **pollution sonore**, l'utilisation de **produits chimiques** dans l'agriculture, les effets négatifs de **l'élevage intensif**, ainsi que les conséquences sur la **santé**.

En première approche, il peut paraître surprenant de voir apparaître le registre de l'environnement dans les difficultés personnelles évoquées par les Français quand on les questionne sur les problématiques dont ils pensent que les médias ou les pouvoirs publics ne voient pas vraiment. Cette question est en effet très présente dans les discours

médiatiques et politiques en France, notamment alors que la France se prépare à accueillir en 2015 la conférence COP21 visant à aboutir à un nouvel accord international sur le climat.

Soulignons par ailleurs que **les Français font partie des peuples européens qui accordent le plus d'importance à la question de la protection de l'environnement** : 62% des Français l'estiment très importante en 2011. C'est 4 points de plus que la moyenne européenne. 29% des Français déclarent qu'ils seraient prêts à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement⁴⁰.

Graphique 32 - Quelle est l'importance de la protection de l'environnement pour vous, personnellement (réponse « très important », en %)



Source : Eurobaromètre spécial 365 – EB75.2 Attitudes of European citizens towards the environment, avril-mai 2011.

Plutôt qu'une invisibilité médiatique et politique de la question environnementales, la présence de cette thématique relève sans doute d'un constat d'inaction des pouvoirs publics ou de défaut d'efficacité des actions mises en œuvre à ce jour, en raison du constat de la **persistance de la dégradation de l'environnement**. Un enquête réalisée par le CREDOC révélait qu'en 2013, **77% des Français estimaient que les pouvoirs publics ne font pas assez pour la protection des espèces et des espaces naturels**⁴¹.

⁴⁰ Source : enquête CREDOC, Conditions de vie et Aspirations, hiver 2015.

⁴¹ Croutte P., 2013, « Les Français et la biodiversité », Note réalisée pour le bureau de la connaissance et de la stratégie nationale pour la biodiversité », mars.

Sélection des réponses illustrant les difficultés évoquées au sein de la classe 5

« La pollution atmosphérique, les gens qui jettent leurs ordures dans la nature, dans la rue. »

« Les polluants que j'absorbe. Il n'y a aucune information concernant ça. Les conséquences de tous les produits chimiques que l'on a absorbé. Toutes les ondes radios que l'on absorbe. »

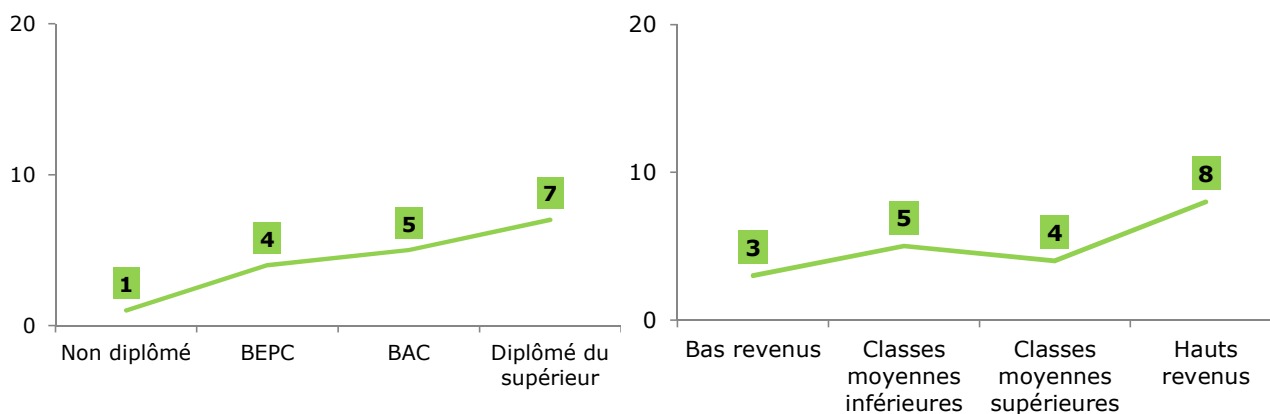
« Ce serait au niveau de la santé, les produits chimiques qui polluent les rivières et les mers pour les poissons comme le saumon. »

« Les pesticides en agriculture, les antibiotiques donnés aux bestiaux qui ont un impact sur la santé des gens. »

« On respire de la merde à Paris ou en Ile-de-France, et rien de concret n'est mis en place pour faire baisser la pollution. »

Les Français déclarent d'autant **plus souvent être confrontés à des difficultés liées à la dégradation de l'environnement qu'ils sont diplômés et que leurs revenus sont élevés**. Ce sont d'ailleurs ces catégories de la population, qui, de manière générale, se montrent les plus attentives aux problématiques liées à l'écologie. Notons que l'on n'observe pas d'effet significatif du sexe, de l'âge ou de la zone d'habitation.

Graphique 33 - Proportion de répondants évoquant des difficultés relatives à la dégradation de l'environnement en fonction des niveaux de diplôme et de ressources (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

g. Septième registre (4%) - Les mauvaises conditions de travail

Les difficultés liées aux conditions de travail et leurs conséquences sur la santé et la vie sociale et familiale sont citées par 4% des Français.

- La **pénibilité physique du travail** ou l'exposition à des matériaux dangereux, les maladies qui peuvent en découler.
- La **souffrance psychologique au travail**, la pression, les risques psycho-sociaux, exacerbés dans un contexte de crise économique (réduction des effectifs,

intensification des objectifs de rentabilité, baisse des investissements...) et de chômage élevé qui créent un rapport de force déséquilibré en faveur des employeurs. La souffrance au travail est aussi liée à la **non reconnaissance dans le travail**, évoquée par une partie des répondants. Il s'agit à la fois d'un défaut de reconnaissance salariales, mais aussi sociale, avec notamment l'expression d'un sentiment de dénigrement de certains métiers (enseignants, assistantes maternelles).

- Les **difficultés à concilier vie personnelle et professionnelle**, avec notamment les problématiques liées à la garde des enfants (déjà évoquées dans la classe 1.1 mais évoquées ici dans leurs conséquences sur les conditions de travail)

De nombreux travaux réalisés sur les conditions de travail font état d'une augmentation de la part de salariés exposés aux risques psychosociaux dans leur travail, en lien avec l'intensification des rythmes de travail, l'augmentation du stress et les difficultés accrues à articuler les pans de vie personnels et professionnels, notamment dans un contexte où les nouvelles technologies favorisent un empiètement de la sphère professionnelle sur la vie privée.

Depuis plusieurs années, on constate ainsi **un durcissement du ressenti des conditions de travail**, certainement exacerbé dans le contexte actuelle où les effets de la crise économique déclenché en 2008 sont toujours prégnants. L'enquête SUMER (surveillance médicale des expositions aux risques professionnels) montre que si les contraintes physiques au travail sont en diminution, les expositions aux risques professionnels liés à l'intensité du travail ont nettement augmentées depuis quinze ans⁴². La part des salariés soumis à au moins trois contraintes en termes de rythme de travail⁴³ est passée 28% en 1994 à 36% en 2010. Quatre personnes en emploi sur dix estiment le travail stressant⁴⁴.

En terme de conciliation de la vie personnelle et professionnelle, les difficultés sont également répandues dans la population active. Plus d'une personne en emploi sur cinq déclare avoir des difficultés à remplir ses obligations familiales à cause de sa vie professionnelle (26%) ou avoir des horaires qui ne s'accordent pas bien avec ses engagements sociaux ou familiaux (21%)⁴⁵. Un brouillage des frontières entre les deux pans s'opère, facilité par les nouvelles technologies. Celles-ci sont ainsi mobilisées par 39% des actifs à des fins professionnelles en dehors de horaires et lieux de travail⁴⁶.

⁴² ARNAUDO B., LEONARD M., SANDRET N., CAVET M., COUTROT T., RIVALIN R., « L'évolution des risques professionnels dans le secteur privé entre 1994 et 2010 : premiers résultats de l'enquête Sumer », *Dares analyses* n°012, Mars 2012.

⁴³ Les contraintes en termes de rythme étant les suivantes : déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce; cadence automatique d'une machine ; autres contraintes techniques ; dépendance immédiate vis-à-vis du travail d'un ou plusieurs collègues ; normes de production, ou des délais, à respecter en une heure au plus; normes de production, ou des délais, à respecter en une journée au plus ; demande extérieure (clients, public) obligeant à une réponse immédiate; contrôles ou surveillances permanents (au moins quotidiens) exercés par la hiérarchie ; contrôle ou suivi informatisé.

⁴⁴ Source : Eurofound (Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de travail et de vie), Enquêtes European Quality of Life Survey (EQLS) 2012 et Enquête European Working Conditions Surveys (EWCS) 2010.

⁴⁵ Eurofound Op. Cit.

⁴⁶ BIGOT Régis, CROUTTE Patricia, DAUDEY Emilie, "La diffusion des technologies de l'information et de la communication dans la société française", Etude réalisée pour le CGEJET et l'ARCEP, *Collection des rapports du Crédoc*, n°297, novembre 2013.

Sélection des réponses illustrant les difficultés évoquées au sein de la classe 6

« Le travail en extérieur en toute saison, sa pénibilité, être dans l'eau, l'hiver c'est très difficile, nos maladies professionnelles, genoux etc. »

« Ils ne sont pas conscients des difficultés des ouvriers qui ont été exposés à l'amiante, entre autres. »

« La pression qu'exercent tous les jours certains employeurs dans le cadre du boulot et qui va de plus en plus loin. Les employés sont de moins en moins respectés, et ils sont bien obligés de s'écraser s'ils veulent garder leur job. »

« Un stress permanent au boulot, le « tout, tout de suite ». Avec l'informatique, on n'a plus le droit d'être en retard. »

« La non reconnaissance du travail d'enseignant, notamment en termes de salaire. »

« Le budget de fonctionnement de l'hôpital est trop faible par rapport à nos besoins journaliers pour assumer notre travail correctement et dignement, que ce soit pour les matériels et fournitures que pour un environnement digne dans les services d'accueil. »

« Dans le milieu professionnel, on subit des restrictions budgétaires. Quand y a un malade, il n'est pas remplacé. Les formations professionnelles se font en dehors du temps de travail, donc pas rémunérées. Il n'y a pas de considération sur le travail de nuit. »

Outre le fait d'être surreprésentés parmi les personnes **d'âge actif ou en emploi** (7%), les répondants qui appartiennent à cette classe sont plutôt **plus privilégiés** : les difficultés liées aux conditions de travail sont plus souvent évoquées chez les diplômés du supérieur (7% contre 1% chez les non diplômés), les cadres (7%) et les professions intermédiaires (8%). Si les salariés et les indépendants apparaissent confrontés à des difficultés invisibles liées à leurs conditions de travail dans des proportions équivalentes, parmi les salariés, ceux qui exercent au sein de la fonction publique évoquent beaucoup plus souvent cette problématique (14%) que les autres, qu'ils exercent dans une entreprise privée (5%), un établissement public ou au sein d'une association.

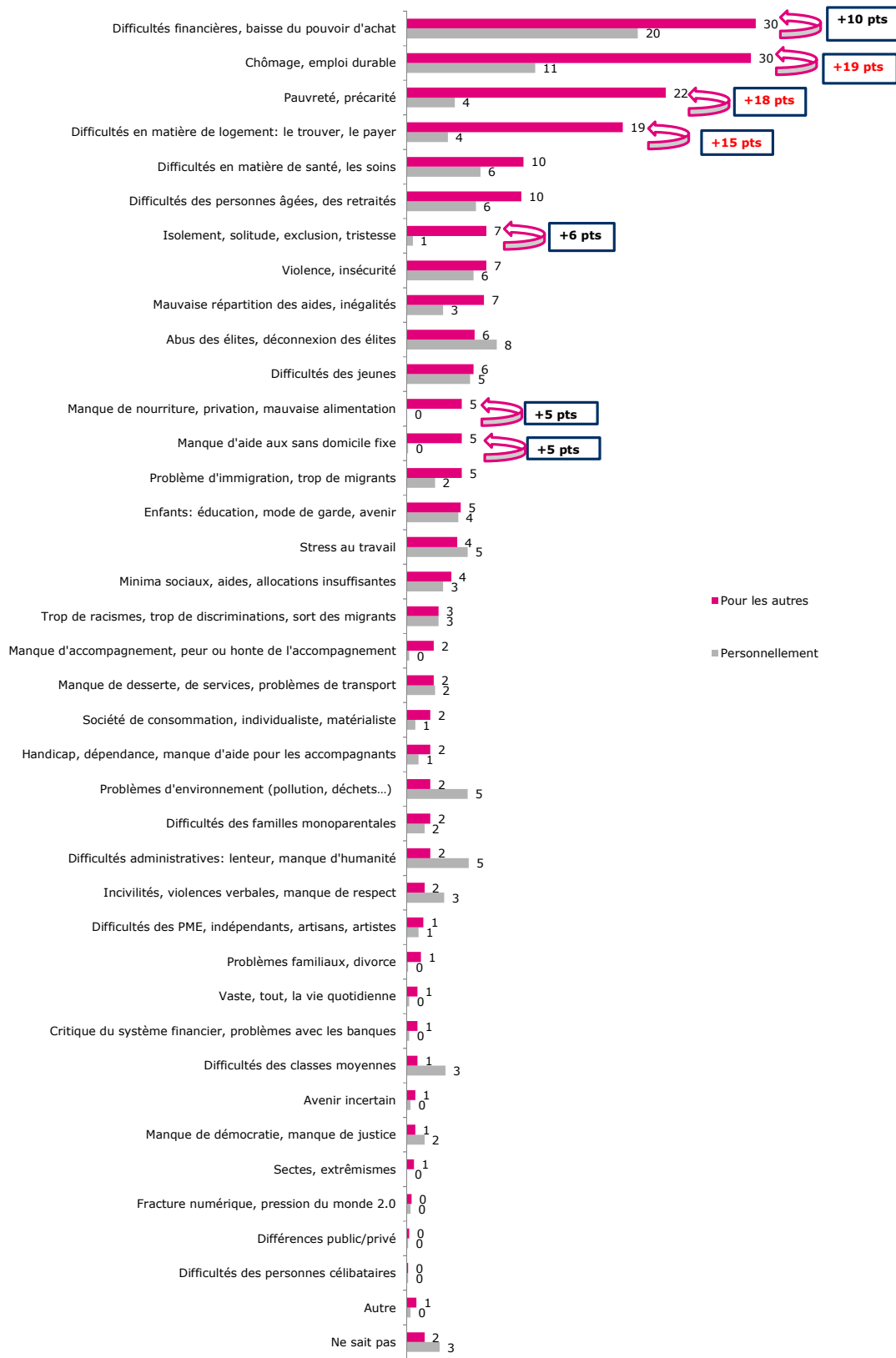
2. L'invisibilité sociale pour les autres : des thématiques semblables, apparition des difficultés relatives à la grande exclusion sociale

Les Français qui estiment qu'il y a actuellement en France des personnes qui traversent des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ont également été invités à détailler la nature des difficultés invisibles qu'ils identifient pour leurs concitoyens. L'analyse des réponses révèle dans l'ensemble une forte redondance avec les thématiques qui ressortent de l'analyse des réponses relatives aux difficultés personnelles.

Toutefois, cette redondance des thématiques masque des différences manifestes : les difficultés éprouvées personnellement ne sont pas nécessairement celles que l'on attribue **prioritairement** aux « autres » personnes souffrant d'invisibilité.

Plusieurs thématiques sont ainsi plus souvent citées par les Français interrogés sur la nature de l'invisibilité dans l'ensemble du corps social. Il s'agit particulièrement du **chômage** ou des difficultés d'insertion dans l'emploi durable (+19 points par rapport aux évocations pour soi-même), de la **pauvreté et la précarité** (+18 points), de la difficulté pour se **loger** (+15%), des **difficultés financières** (+10 points), ou encore la **solitude, l'isolement** (+ 6 points). Cette dernière idée est fréquemment associée aux personnes âgées, un peu plus citées (+ 4 points).

Graphique 34 - L'invisibilité sociale pour les autres, une situation de grande exclusion



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

Outre les idées plus fréquemment associées à l'invisibilité sociale pour les autres, plusieurs thématiques empruntent des **registres renvoyant à des difficultés plus aigües**. Ainsi, les problèmes financiers renvoient, plus que pour soi, à la question du surendettement, notamment des crédits à la consommation, et les violences aux violences conjugales ou la pédophilie, sujet non abordé lorsque les répondants sont interrogés sur la nature des difficultés invisibles qu'ils rencontrent personnellement.

De manière générale, lorsqu'elle renvoie aux autres, l'invisibilité sociale relève bien plus souvent du registre de la très **grande exclusion sociale**. Certaines idées, absentes des réponses pour soi-même, émergent en revanche lorsqu'il s'agit d'évoquer les autres :

- l'impossibilité de se nourrir correctement, citée par 5% des répondants
- la peur ou le manque d'accompagnement, le non-recours, pour 2% des répondants
- pour 1% des répondants : les problèmes familiaux, la difficulté pour vivre au quotidien, l'influence des sectes, des extrémismes, le fonctionnement du système bancaire, le manque de perspectives d'avenir
- les sans-domiciles fixes : ces derniers sont souvent cités de pair avec les problèmes de logement et d'alimentation

Ces disparités résultent peut-être pour partie d'une certaine pudeur ou, plus vraisemblablement de la non-interrogation des populations sujettes à ces situations de grande exclusion et dont les réponses ne se retrouvent pas dans la définition de l'invisibilité sociale pour soi. On pense notamment aux sans-domiciles, ne figurant pas parmi les personnes interrogées mais dont 5% des répondants estiment qu'ils ne sont pas suffisamment pris en compte par les médias et les pouvoirs publics⁴⁷.

Sélection des réponses illustrant les difficultés évoquées pour les autres mais peu ou pas évoquées dans les difficultés pour soi

« Des pauvres vieux qui font les poubelles et vivent sous les ponts avec 800 euros de retraite. »

« Il y a en France des gens qui crèvent de faim. On est en France mais on ne fait rien. »

« Les personnes qui sont obligées de fuir leur pays et que l'on n'aide pas. La pauvreté des gens qui n'ont pas de toit et pas de quoi se nourrir et se vêtir. »

« Il y a trop de gens qui n'ont pas de quoi vivre : il y a les SDF, les personnes qui ont des logements insalubres et qui sont exploitées par les marchands de sommeil, des gens, qui, sans les associations n'auraient pas de quoi manger. »

« Les personnes qui ne sont pas recensées, les sans-papiers, qu'on voit un peu partout dans les parcs, églises ou hangars. Ils n'ont pas accès au logement, au travail, et aux minimas sociaux. »

« Ma fille subit beaucoup de violence de la part de son ami, et les plaintes n'ont pas abouties ; »

« Des personnes qui n'osent pas faire valoir leur droit dans tous les domaines allocations bourses scolaires voisinage. »

« Les personnes âgées sont seules dans la vie de tous les jours. À part quelques associations qui proposent des activités pour ne plus être isolées, les pouvoirs publics ne se préoccupent pas de leur quotidien. »

⁴⁷ À notre connaissance, cela n'est le cas d'aucune enquête réalisée en population générale, ni même du recensement dont la base d'interrogation est le logement. L'interrogation des sans-domiciles requiert en effet des dispositifs d'enquête spécifiques, notamment en raison de l'absence de logement, mais aussi en raison des difficultés sociales et de santé auxquelles elles sont souvent confrontées. L'enquête « Sans domicile » a été menée en 2012 par l'INSEE et l'INED au travers d'un questionnaire administré en face-à-face, traduit en plusieurs langues, et sur recrutement aléatoire des répondants par l'intermédiaire des structures d'aides.

III – Les causes et conséquences de l’invisibilité sociale

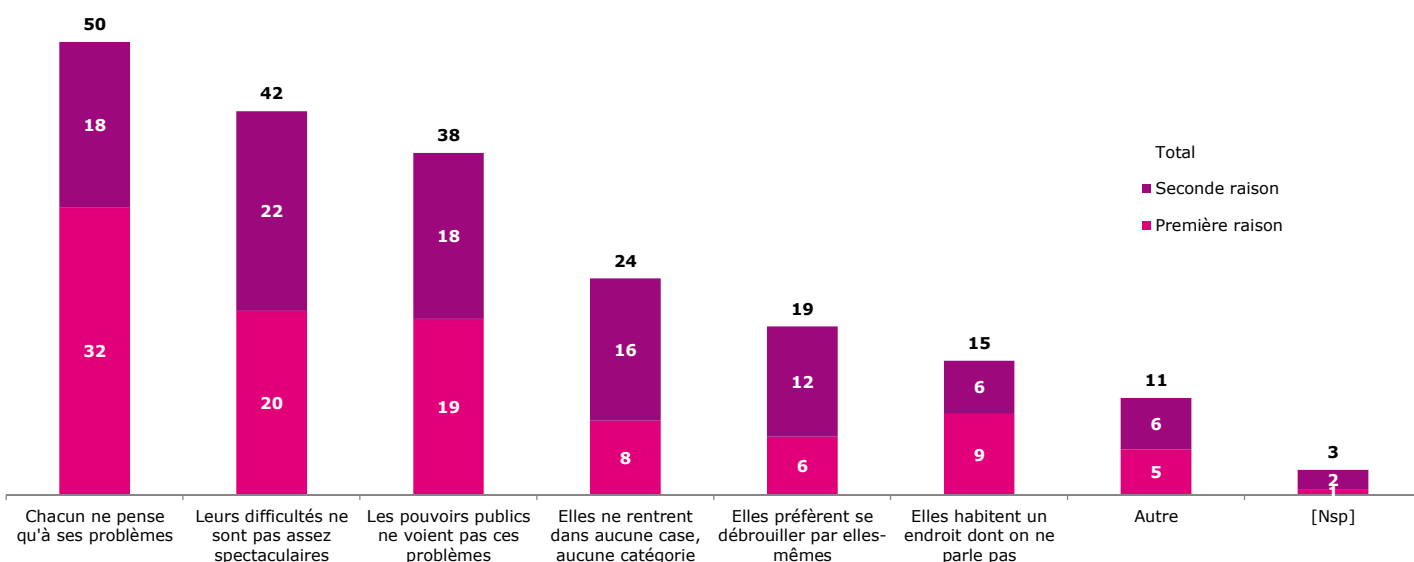
1. L’absence de collectif, le traitement sensationnaliste de l’information et la cécité des pouvoirs publics ; facteurs explicatifs de l’invisibilité sociale

L’individualisme et le tropisme sensationnaliste des médias sont identifiés comme les principales causes de l’invisibilité sociale par les Français.

Pour la moitié d’entre eux, le repli sur soi et le manque d’empathie, « chacun ne pensant qu’à ses problèmes », participent du manque de visibilité, dans les médias ou l’action publique, de difficultés importantes rencontrées par certaines personnes dans la société française.

Graphique 35 - « Quelles sont les principales raisons qui font que les médias ou les pouvoirs publics ne voient pas ces difficultés ? »

Champ : personnes déclarant qu’il existe « beaucoup » ou « un peu » de personnes en France qui traversent des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment.



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

Nos concitoyens ont le sentiment de vivre dans une société peu unie. **75% des Français déplorent ainsi la faiblesse de la cohésion sociale** et pointent, de manière récurrente l’individualisme comme un fléau de nos sociétés contemporaines⁴⁸.

Ce ressenti d’un isolement social et relationnel, de la fragilité des liens sociaux trouve écho dans un certain nombre de travaux qui caractérisent l’individualisme des sociétés post-modernes et **l’affaiblissement d’une solidarité de classe, voire d’une communauté de destin**. A cela s’ajoute sans doute **l’affadissement des modes représentations**, et de la place des **corps intermédiaires**, quelles qu’en soient la forme (associations, politique, religieux, entreprise...) ⁴⁹, qui contribue sans doute à **l’affaiblissement d’une**

⁴⁸ Cf. Sandra Hoibian, *op.cit.*

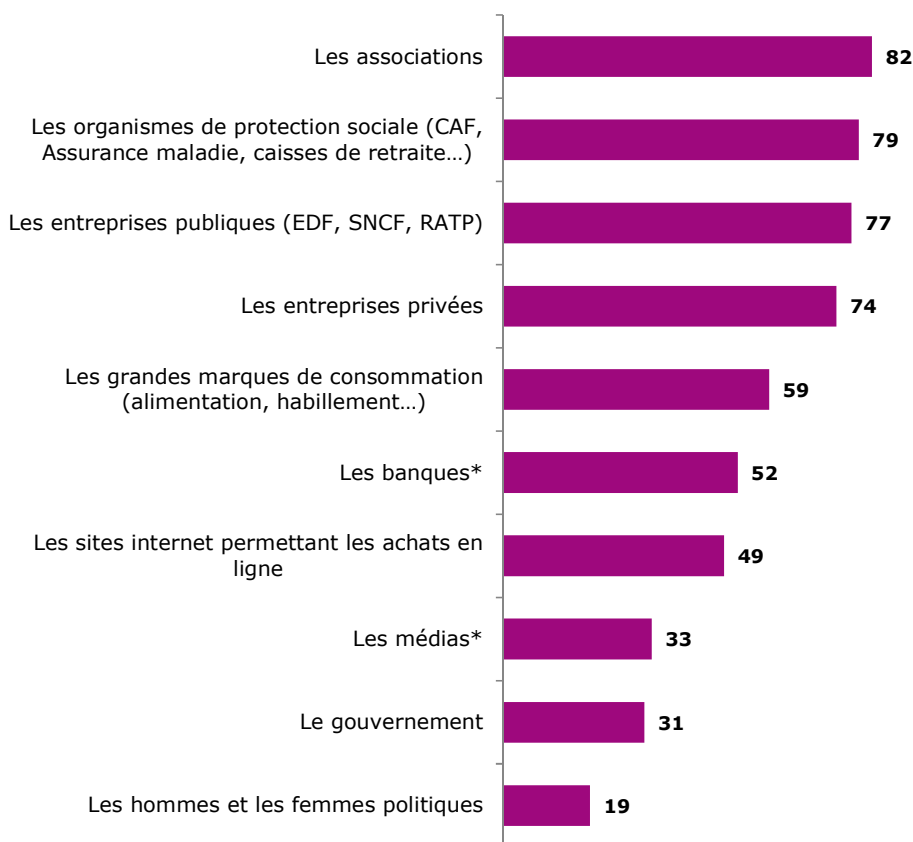
⁴⁹ Cf. CEVIPOF, « Baromètre de la confiance politique », 5ème vague de janvier 2014, Op. Cit.

parole commune nécessaire « dans un monde social qui ne semble poser question qu'à partir du moment où il est rendu visible sur un mode spectaculaire »⁵⁰ ou tonitruant.

De fait, le **sensationalisme**⁵¹, est le **deuxième facteur d'invisibilité** dans les représentations des Français. Focalisation ayant pour possible effet la caricature ou la stigmatisation des phénomènes retenus et l'invisibilité des inaudibles. Les Français, de manière générale, accordent un crédit tout relatif aux médias en comparaison au monde associatif, aux organismes de protection sociale par exemple.

Graphique 36 - «La confiance dans différents organismes en 2015

Avez-vous très, assez, peu ou pas du tout confiance dans ... ? (en %)
Cumul des réponses « très confiance » et « assez confiance » au total, avant et après les attentats du 7 janvier 2015



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »
 *Note : questions posées en 2014

Le sentiment de ne pas être représenté, incompris, oublié, pas écouté⁵² s'explique ainsi pour 42% de la population par une focalisation des médias sur des thèmes / des images susceptibles de produire du spectacle. Selon une étude menée pour La Croix une proportion

L'engagement syndical et la participation aux organisations de parents d'élèves par exemple sont marqués par une nette diminution. Cf BIGOT Régis, CROUTTE Patricia, DAUDEY Emilie, HOIBIAN Sandra, MULLER J , L'évolution du bien être depuis 30 ans, <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C298.pdf>

⁵⁰ BEAUD S., CONFAVREAU J., LINDGAARD J. (dir), la France invisible, Op. Cit.

⁵¹ ARPIN Stéphane, « Pourquoi les médias n'en parlent pas ? ». L'occurrence à l'épreuve du sens commun journalistique et des processus de médiatisation», Réseaux 1/2010 (n° 159) , p. 219-247.

⁵² Voir sur ce sujet ROSANVALLON Pierre, Le parlement des invisibles, Op Cit.

similaire de Français (36%) ont, de manière convergente, le sentiment qu'il y a pas mal de différences entre la façon dont les choses se passent et la façon dont la télévision les montre. Et un petit groupe 4% pensent le décalage total⁵³.

La population se montre en effet de **plus en plus critique** sur les médias dits « traditionnels » dont elle a tendance à s'éloigner pour s'informer de plus en plus auprès de **ses pairs**⁵⁴ dans la mouvance de la société dite collaborative⁵⁵ via les **réseaux sociaux** notamment. Alors que pendant longtemps la parole publique était l'apanage d'institutions, de figures d'autorités ou de personnes ayant pour mission de la relayer (médias, syndicats, partis politiques, école, ...) Internet favorise une prise de parole directe sans intermédiaire⁵⁶. Les journalistes perdent de leur aura au profit de **la parole d'anonymes** valorisés par **le web dit « participatif » « collaboratif »** (ou « 2.0 »). Les vidéos de « youtubers » au départ inconnus du grand public sont visionnées par des millions d'internautes. S'éloignant d'une prétendue recherche d'objectivité, largement remise en cause, nos concitoyens valorisent de plus en plus la **subjectivité** de la parole censée proposer une vision plus proche de la réalité.

Les plus favorisés, les cadres et les personnes ayant le sentiment d'appartenir à la catégorie des gens aisés, dans une lecture sans doute plus critique de l'information délivrée, mettent davantage en avant **le sensationnalisme médiatique ou politique** dans le manque de mise en lumière des difficultés rencontrées (respectivement +4 et +8).

L'âge semble également particulièrement discriminant. Les **jeunes** attribuent plus souvent l'invisibilité aux effets de la recherche du spectaculaire (+9) qu'à une éventuelle perte de la parole commune ou du collectif (-5). Les jeunes sont probablement moins nostalgiques de formes anciennes de collectif que les plus âgés, dans la mesure où contrairement aux idées reçues les jeunes se montrent en effet investis dans la cité, et attirés par des modes d'action collective tels que les associations⁵⁷ ou des types d'engagement renouvelés⁵⁸, et plus attirés par les nouveaux médias.

⁵³ TNS Sofres pour La Croix, Baromètre de confiance dans les média 2015.

⁵⁴ CARDON Dominique, *Vertus démocratiques de l'internet*, La vie des idées 2009, <http://www.laviedesidees.fr/Vertus-democratiques-de-l-internet.html>

⁵⁵ DAUDEY Emilie, HOIBIAN Sandra, *La société collaborative, mythe et réalité*, Cahier de recherche n°313, Décembre 2014, <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C313.pdf>

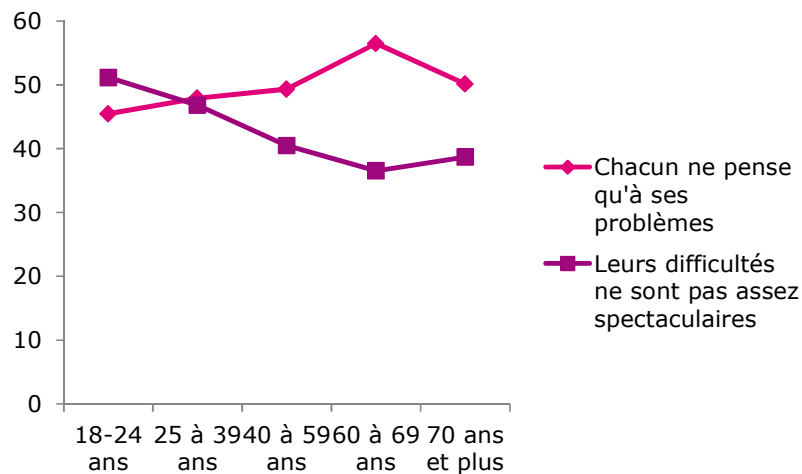
⁵⁶ Dominique CARDON va même plus loin : « l'autorité du statut, en tant que telle, n'y reçoit qu'une très faible légitimité quand elle ne fait pas l'objet d'une mise en suspens délibéré ou d'une contestation implicite. La présupposition d'égalité sur Internet (...) vise à réévaluer et à ne hiérarchiser les personnes qu'à partir de ce qu'elles font, produisent et disent, et non à partir de ce qu'elles sont ».

⁵⁷ GUISSSE Nelly, HOIBIAN Sandra, *Des jeunes investis dans la vie de la cité*, rapport à paraître

⁵⁸ MULLER Jörg, *La politique autrement : les nouveaux rapports des jeunes à la politique*, in *Les jeunes d'aujourd'hui : quelle société pour demain ?*, Cahier de recherche n°292, décembre 2012, <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C292.pdf>

Graphique 37 - Proportion de personnes déclarant que l'invisibilité s'explique car par la recherche de sensationnalisme et l'individualisme selon l'âge

Champ : personnes déclarant qu'il existe « beaucoup » ou « un peu » de personnes en France qui traversent des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment.



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

La montée de l'individualisme, comme motif de faible résonance dans la vie politique et médiatique, est davantage perçue et sans doute **ressentie par les personnes en situation d'isolement ou de fragilité économique**. Ainsi, les demandeurs d'emploi (+3), les familles monoparentales (+3), les séparés ou divorcés (+6) sont plus sensibles aux effets de la perte du lien sur la reconnaissance sociale tout comme les personnes se déclarant en mauvaise santé (+11) ou recevant très rarement la visite de leurs amis et relations (+6). Le manque de lien social dont peuvent souffrir ces groupes⁵⁹ en situation économique difficile, vient ainsi amplifier leur sentiment d'être oubliés.

Les personnes les plus sceptiques quant à l'efficacité ou la pertinence du système, dont la confiance en la structuration de la société, que ce soit en l'Etat via les organismes de protection sociale (-11), ou le secteur privé via les entreprises (-10), sont les moins sensibles à la perte du collectif comme motif de l'invisibilité sociale.

38% du corps social identifient ensuite la cécité des pouvoirs publics, « les pouvoirs publics ne voient pas ces problèmes », comme cause de l'invisibilité sociale après l'individualisme et le traitement sensationnaliste de l'information. De manière générale, les Français n'ont plus confiance dans les institutions et leur capacité d'infléchir le réel⁶⁰. Ils expriment également ici le sentiment que la **déconnexion des élites politiques et médiatiques** avec la population, très présent dans l'opinion, nourrit largement le sentiment d'invisibilité. Rappelons qu'une part grandissante de la population aspire à des changements

⁵⁹ CROUTTE Patricia, HOIBIAN Sandra, MULLER Jörg, Veux-tu être mon ami, Les liens sociaux à l'heure du numérique, Cahier de recherche à paraître.

Sandra Hoibian, Les Français en quête de lien social, *op.cit.*

⁶⁰ Voir par exemple Pierre BRECHON, « Crise de la confiance dans les élites politiques », In Bruno CAUTRES, Nonna MEYER, Nouveau désordre électoral : les leçons du 21 avril 2002, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.

CEVIPOF, « Baromètre de la confiance politique », Op. Cit.

radicaux de société⁶¹, et que la remise en cause des élites et du régime actuel étatique est le changement principal attendu.

Graphique 38 - Les principaux types de changement radicaux souhaités

-Personnes ayant déclaré que la société a besoin d'une transformation radicale pour mieux fonctionner -
Postcodage de la question ouverte, en % -



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

Pour un quart des Français, **ne rentrer dans aucune catégorie (24%)** participe ensuite de l'invisibilité administrative ou institutionnelle.

La représentation collective est en creux déterminante pour la constitution d'un groupe social identifiable et donc légitimé par les pouvoirs publics et ce, dans un contexte perçu d'affaiblissement du lien social. **N'existe ainsi que ce qui est déterminé et reconnu par l'action publique.** Les demandeurs d'emploi étant plus sensibles (+6) à cette idée d'une grille de lecture administrative des problématiques sociales.

19% expliquent l'invisibilité par **le souhait de préférer se débrouiller seul.** N'ayant plus véritablement confiance dans les institutions, les Français tendent à s'affranchir du collectif et à ne compter que sur eux-mêmes⁶². La valorisation de l'action individuelle et **le souhait de ne pas être stigmatisé** (plus de huit Français sur dix pensent que « beaucoup de personnes abusent du système ») pousse ainsi des individus à ne pas chercher à être visible d'un système. De fait ce phénomène vient ensuite lui-même **contribuer au phénomène**

⁶¹ Cf. BIGOT Régis, CROUTTE Patricia, DAUDEY Emilie, HOIBIAN Sandra, MULLER Jörg, *Début 2015 : Un nouvel élan*, Note de conjoncture sociétale, avril 2015.

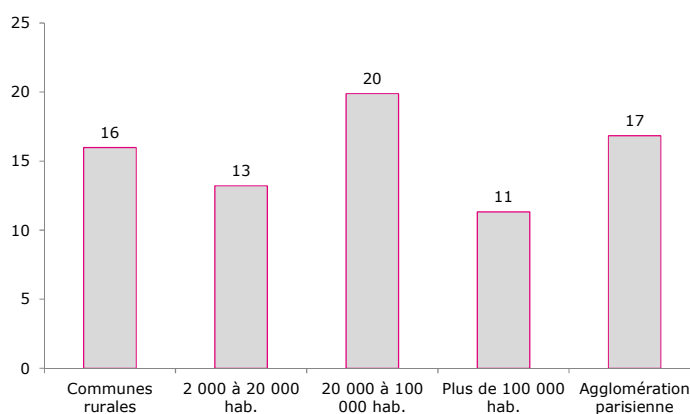
⁶² Cf. BIGOT Régis, CROUTTE Patricia, DAUDEY Emilie, HOIBIAN Sandra, MULLER Jörg, *Début 2014 : Ne compter que sur soi*, Note de conjoncture sociétale, avril 2014.

d'invisibilité sociale. Ainsi, 17% des non recourants (aux aides sociales, allocations, droits...) déclarent qu'ils préféreraient s'en sortir par eux-mêmes⁶³. Le manque d'informations et le découragement devant les démarches à accomplir sont aussi les principales raisons du non-recours.

Enfin, « la ségrégation spatiale » apparaît pour 15% des Français comme un motif d'invisibilité sociale dans le sens où certaines personnes « habitent dans un endroit dont on ne parle pas ». Les habitants des villes moyennes de « 20 000 à 100 000 habitants » (+5), les personnes s'identifiant à la classe des défavorisés (+11) expriment davantage l'influence de la spatialisation sur la visibilité médiatique ou politique. Ce sentiment d'absence de visibilité, sans doute de relégation fait l'objet d'analyses diverses allant du constat d'une France à deux vitesses entre les grandes métropoles et leurs zones d'influence⁶⁴ à celui du séparatisme culturel d'une France dite périphérique⁶⁵.

Graphique 39 - Proportion de personnes déclarant que l'invisibilité s'explique car des personnes « habitent dans un endroit dont on ne parle pas » selon la catégorie d'agglomération

Champ : personnes déclarant qu'il existe « beaucoup » ou « un peu » de personnes en France qui traversent des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment.



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

⁶³ Hoibian S., 2014, « Le modèle social à l'épreuve de la crise. Baromètre de la cohésion sociale 2014 », Étude réalisée à la demande de la Direction Générale de la Cohésion Sociale, Collection des Rapports du Crédoc, n°312, octobre.

⁶⁴ CHARMES Éric, LAUNAY Lydie, VERMEERSCH Stéphanie, « Le périurbain, France du repli ? », La Vie des idées, 28 mai 2013. ISSN : 2105-3030.

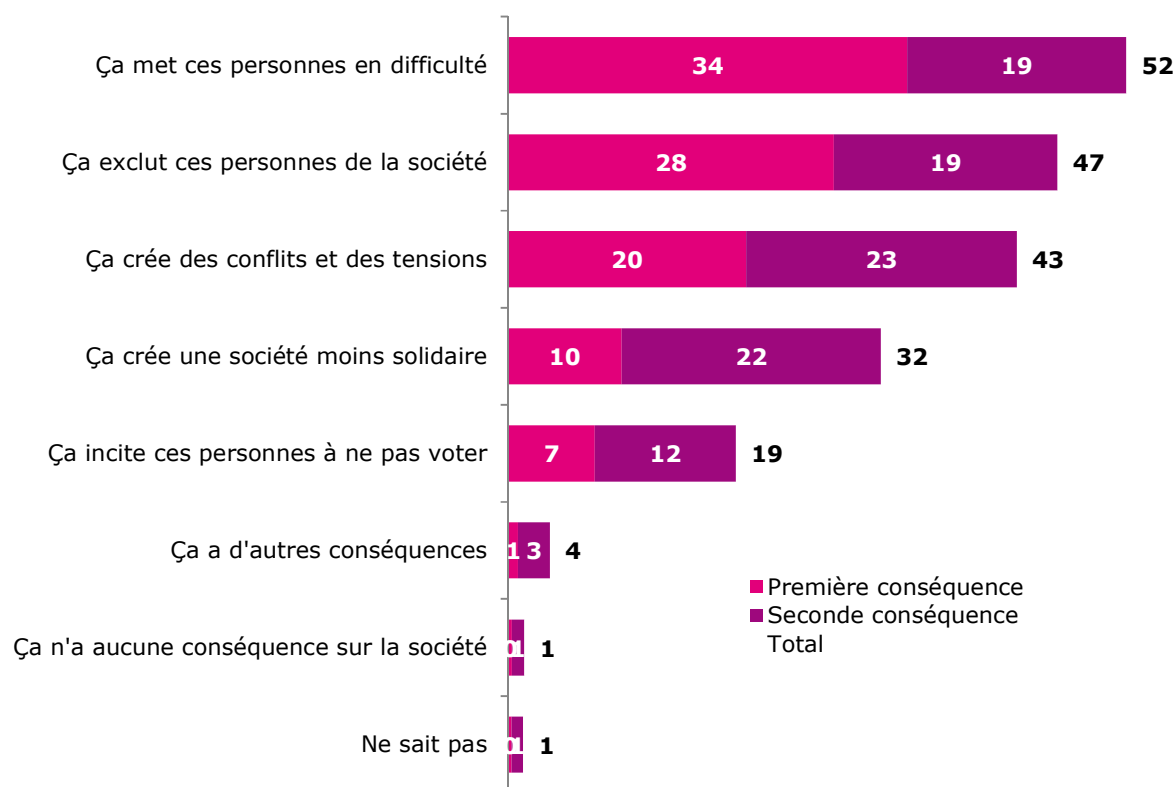
⁶⁵ DAVEZIES Laurent, GUILLUY Christophe, DONZELOT Jacques, BEJA Alice, « La France périphérique et marginalisée : les raisons du ressentiment. », Esprit 3/2013 (Mars/Avril) , p. 23-33.

2. Exclusion et tensions sociales, principales conséquences de l'invisibilité sociale.

Les conséquences de l'invisibilité, quelle que soit la catégorie dont elle relève, médiatique, institutionnelle, géographique sont majeures. A peine 1% de la population est d'avis que cette invisibilité sociale est sans influence. Etre invisible socialement accentue, selon les Français, **les difficultés des personnes concernées (52%), jusqu'à les exclure de la société (47%).**

Graphique 40 - «D'après vous, quelles en sont les deux principales conséquences ?»

Champ : personnes déclarant qu'il existe « beaucoup » ou « un peu » de personnes en France qui traversent des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment.



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

La hiérarchie des conséquences est identique que les personnes se sentent elles-mêmes inaudibles des médias et pouvoirs publics ou non.

Les classes sociales les plus modestes, sans doute les plus fragiles, en recherche d'emploi (+4), sans diplôme (+5), à faibles revenus (+5), les familles monoparentales (+10) et les personnes ayant le sentiment d'appartenir à la classe populaire (+5) **expriment plus que d'autres cette idée d'une aggravation de la situation.** Les entrepreneurs au sens large, artisans, commerçants, chef d'entreprises et exploitants agricoles partagent également ce point de vue.

L'exclusion sociale, ultime stade de l'aggravation des difficultés rencontrées, est une conséquence largement perçue dans l'espace social. Aussi bien par les hauts revenus (+5) et les personnes ayant le sentiment d'appartenir aux catégories aisées de la population (+5) que par les catégories qui se disent défavorisées (+8).

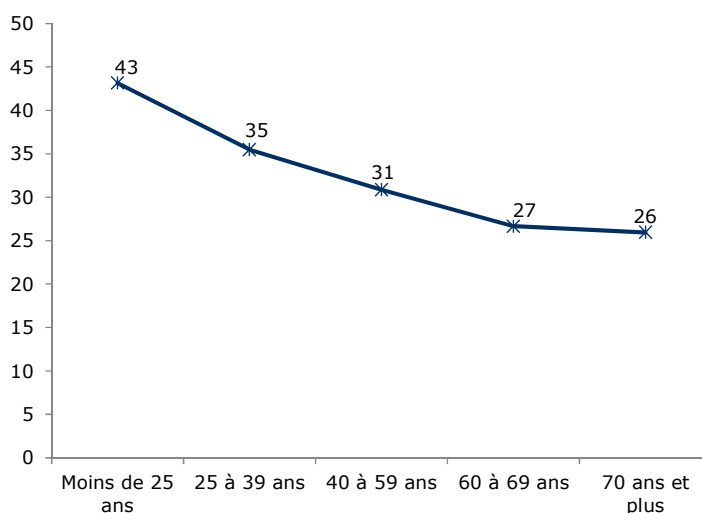
Si les jeunes de 25 ans à 39 ans soulignent davantage l'aggravation des difficultés (+5), les plus âgés (60 à 69 ans) sont plus sensibles à l'exclusion sociale (+7).

La création de conflits et de tensions (43%), et l'avènement d'une société moins solidaire (32%) sont mentionnées à la suite des conséquences directes pour les individus (aggravation de la situation et exclusion).

Les **jeunes en particulier** soulignent l'impact de l'invisibilité sur le manque de **solidarité**. Les jeunes générations ont toutes les raisons de se sentir laissées pour compte d'une société où il est de plus en plus difficile de franchir les étapes de passage à l'âge « adulte » (situation professionnelle stable, logement indépendant, etc.). Louis Chauvel défend l'idée qu'« *au cours des trente dernières années, les personnes âgées se sont enrichies alors que les jeunes se sont paupérisés, et cela touche non seulement les jeunes de moins de 25 ans mais aussi beaucoup de moins de 40 ans, maintenant parents de la génération suivante* »⁶⁶. Or le corps social semble peu préoccupé par cette question. Les trois-quarts de la population s'accordent à penser que la société ne privilégie ni les plus âgés, ni les plus jeunes⁶⁷.

Graphique 41 - Proportion d'individus estimant que l'invisibilité crée une société moins solidaire selon l'âge

Champ : personnes déclarant qu'il existe « beaucoup » ou « un peu » de personnes en France qui traversent des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment.



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

⁶⁶ Extrait d'un débat organisé par DAMON Julien, « Qu'en est-il des rapports intergénérationnels en France ? », *Horizons stratégiques*, n° 4, 2007.

⁶⁷ HOIBIAN Sandra, Baromètre de la cohésion sociale Pour l'opinion, la cohésion sociale repose sur les efforts de chacun et l'action des pouvoirs publics, 2011, Collection des rapports n°275, juin 2011.

Enfin, pour 20% de la population, l'invisibilité sociale incite à ne pas voter. Les catégories les plus âgées, les retraités (+ 7 points) le pensent plus que la moyenne des Français. Il en va de même des personnes souhaitant des changements radicaux (+ 6 points) au sein de la société française.

Annexe 1 – questionnaire

Avez-vous le sentiment d'être confronté(e) personnellement à des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ?

- Très souvent 1
 Assez souvent 2
 Rarement..... 3
 Jamais..... 4
 Ne sait pas 5

*Aux personnes étant confrontées très souvent, assez souvent ou rarement à des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment: **Pourriez-vous décrire, en quelques phrases, les principales difficultés auxquelles vous êtes confronté(e) personnellement et que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ?***

Consigne enquêteur : bien noter mot à mot les réponses

Et pensez-vous qu'il existe actuellement en France des personnes qui traversent des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment?

- Oui et il y en a beaucoup 1
 Oui, mais il y en a peu 2
 Non 3
 Ne sait pas 4

*Aux personnes étant confrontées très souvent ou assez souvent à des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment : **Pourriez-vous décrire, en quelques phrases, les principales difficultés auxquelles ces personnes sont confronté(es) et que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ?***

Consigne enquêteur : bien noter mot à mot les réponses

|-----|

*Aux personnes étant confrontées très souvent ou assez souvent à des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment : **D'après vous, quelles en sont les deux principales conséquences ?***

Consigne enquêteur : présenter la liste

- | | <i>1ère</i> | <i>2ème</i> |
|--|----------------|----------------|
| | <i>réponse</i> | <i>réponse</i> |
| Ça met ces personnes un peu plus en difficulté 1 | | 1 |
| Ça exclut ces personnes de la société 2 | | 2 |
| Ça crée des conflits et des tensions 3 | | 3 |
| Ça incite ces personnes à ne pas voter 4 | | 4 |
| Ça crée une société moins solidaire 5 | | 5 |
| Ça a d'autres conséquences, précisez : / _____ / 6 | | 6 |
| Ça n'a aucune conséquence pour la société 7 | | 7 |
| Ne sait pas 8 | | 8 |

Aux personnes étant confrontées très souvent ou assez souvent à des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment : **Selon vous, quelles sont les deux raisons principales pour lesquelles les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas les difficultés de ces personnes ?**

Consignes enquêteur : Présentez la liste - classez les deux premières réponses

	1 ^{ère}	2 ^{ème}
	réponse	réponse
Parce qu'elles habitent dans un endroit dont on ne parle jamais	1	1
Parce que dans notre société chacun ne pense qu'à ses propres problèmes	2	2
Parce que les pouvoirs publics ne <u>voient</u> pas ces problèmes	3	3
Parce que leurs difficultés ne sont pas assez « spectaculaires » pour les médias	4	4
Parce que ces personnes préfèrent se débrouiller par elles-mêmes	5	5
Parce que ces personnes ne rentrent dans aucune case ou aucune catégorie officielle	6	6
Autre raison	7	7
Ne sait pas	8	8

Annexe 2 - Bibliographie

- ALDEGHI Isa, BIGOT Régis et HOIBIAN Sandra, Les attentes des Français en matière de politique de logement, Collection des rapports n°318, décembre 2014, <http://www.credoc.fr/pdf/Rapp/R318.pdf>
- ARNAUDO B., LEONARD M., SANDRET N., CAVET M., COUTROT T., RIVALIN R., « L'évolution des risques professionnels dans le secteur privé entre 1994 et 2010 : premiers résultats de l'enquête Sumer », *Dares analyses* n°012, Mars 2012.
- ARPIN Stéphane, « « Pourquoi les médias n'en parlent pas ? ». L'occurrence à l'épreuve du sens commun journalistique et des processus de médiatisation », *Réseaux* 1/2010 (n° 159), p. 219-247
- BABÈS Mélanie, BIGOT Régis et HOIBIAN Sandra, « Les dommages collatéraux de la crise du logement sur les conditions de vie de la population », *Cahier de recherche* n°281, décembre 2011
- BABES Mélanie, BIGOT Régis, HOIBIAN Sandra, « Les dommages collatéraux de la crise du logement sur les conditions de vie de la population », *Cahier de recherche du Crédoc* n°281, décembre 2011.
- BEAUD Stéphane., CONFAVREAUX Joseph, LINDGAARD Jade (dir), *la France invisible*, Paris, Editions La Découverte, 2006.
- BIGOT Régis, *Les classes moyennes sous pression*, *Cahier de recherche* n° 249, Décembre 2008
- BIGOT Régis, CAPPIGNY Aurore et CROUTTE Patricia, *Le sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur son budget, évolution depuis 30 ANS EN France*, *Cahier de recherche* n°253 Décembre 2008, <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C253.pdf>
- BIGOT Régis, CROUTTE Patricia, DAUDEY Emilie, HOIBIAN Sandra, MULLER Jörg, *L'évolution du bien être depuis 30 ans*, <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C298.pdf>, décembre 2012.
- BIGOT Régis, DAUDEY Emilie, MULLER Jörg, OSIER Guillaume, « Les classes moyennes sont-elles perdantes ou gagnantes dans la redistribution socio-fiscale ? », *Cahier de recherche du CREDOC* n°297, décembre 2012
- BIGOT Régis, CROUTTE Patricia, DAUDEY Emilie, « La diffusion des technologies de l'information et de la communication dans la société française », 2013, Etude réalisée pour le CGEIET et l'ARCEP, *Collection des rapports du Crédoc*, n°297, novembre 2013.
- BIGOT Régis, CROUTTE Patricia, DAUDEY Emilie, HOIBIAN Sandra, MULLER Jörg, *Début 2014 : Ne compter que sur soi*, Note de conjoncture sociétale, avril 2014.
- BIGOT Régis, CROUTTE Patricia, DAUDEY Emilie, HOIBIAN Sandra, Muller Jörg, *Début 2015 : Un nouvel élan*, Note de conjoncture sociétale, avril 2015.
- BIGOT Régis, HOIBIAN Sandra, MULLER Jörg, « Evolution du regard sur les quartiers « sensibles » et les discriminations entre 2009 et 2014 », Etude réalisée pour l'ACSE, *Collection des Rapports du CREDOC*, n°322, avril 2015.
- BOURDIEU Pierre, *La Misère du monde*, Editions du Seuil, 1993.
- BRECHON Pierre, « Crise de la confiance dans les élites politiques », In Bruno CAUTRES, Nonna MEYER, *Nouveau désordre électoral : les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.
- BRIANT Pierrette, ROUGERIE Catherine, « Les logements sont plus confortables qu'il y a vingt ans et pèsent davantage sur le revenu des ménages », *France, portrait social (édition 2008)*, INSEE, 2008, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/FPORSOC08j.PDF
- CARDON Dominique, *Vertus démocratiques de l'internet*, La vie des idées 2009, <http://www.laviedesidees.fr/Vertus-democratiques-de-l-internet.html>
- CHARMES Éric, LAUNAY Lydie, VERMEERSCH Stéphanie, « Le périurbain, France du repli ? », *La Vie des idées*, 28 mai 2013. ISSN : 2105-3030.
- CEVIPOF, « Baromètre de la confiance politique », 5ème vague, résultats début 2014 : <http://www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/les-resultats-vague-5-janvier-2014/>
- CREDOC, *Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français*, « Premiers résultats de la vague de juin 2015 », septembre 2015.

CROUTTE Patricia, HOIBIAN Sandra, MULLER Jörg, Veux-tu être mon ami, Les liens sociaux à l'heure du numérique, Cahier de recherche à paraître.

CROUTTE Patricia, « Les Français et la biodiversité », Note réalisée pour le bureau de la connaissance et de la stratégie nationale pour la biodiversité », mars 2013.

DAMON Julien, « Qu'en est-il des rapports intergénérationnels en France ? », *Horizons stratégiques*, n° 4, 2007.

DAUDEY Emilie, HOIBIAN Sandra, La société collaborative, mythe et réalité, Cahier de recherche n°313, <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C313.pdf>, Décembre 2014.

DAUDEY Emilie, GUISSSE Nelly, HOIBIAN Sandra, MULLER Jörg, « Note de conjoncture sociétale : 2015, nouvel élan », rapport confidentiel du CREDOC, 2015.

DUHAMEL Olivier, LECERF Edouard, *L'état de l'opinion 2015*, Paris, TNS-Sofres – Le Seuil, 2015.

DAVEZIES Laurent, GUILLUY Christophe, DONZELOT Jacques, BEJA Alice, « La France périphérique et marginalisée : les raisons du ressentiment. », *Esprit* 3/2013 (Mars/Avril), p. 23-33.

Eurofound (Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de travail et de vie), Enquêtes European Quality of Life Survey (EQLS) 2012 et Enquête European Working Conditions Surveys (EWCS) 2010.

GUISSSE Nelly, HOIBIAN Sandra, « Des jeunes investis dans la vie de la cité », rapport à paraître

GUISSSE Nelly, HOIBIAN Sandra, MULLER Jörg, « Une majorité de Français souhaite des réformes progressives de la protection sociale », Note de Synthèse du Crédoc, septembre.

HOIBIAN Sandra, Baromètre de la cohésion sociale Pour l'opinion, la cohésion sociale repose sur les efforts de chacun et l'action des pouvoirs publics, 2011, Collection des rapports n°275, juin 2011.

HOIBIAN Sandra, 2013, « Les Français en quête de lien social », Baromètre de la cohésion sociale 2013, Etude réalisée à la demande de la DGCS, *Collection des Rapports du Crédoc*, n°292, juin 2013, <http://www.credoc.fr/pdf/Rapp/R292.pdf>

HOIBIAN Sandra, « Le modèle social à l'épreuve de la crise. Baromètre de la cohésion sociale 2014 », Étude réalisée à la demande de la Direction Générale de la Cohésion Sociale, *Collection des Rapports du Crédoc*, n°312, octobre 2014.

HOIBIAN Sandra, Un désir de renouveau des vacances d'hiver, Juillet 2010 http://www.credoc.fr/pdf/Sou/vacances_%20hiver_2010.pdf

LINDBECK Assar, SNOWER Dennis J., *The Insider-Outsider Theory of Employment and Unemployment*, 1989, Cambridge

MAREUGE Céline et RUIZ Nicolas, « Dispersion des revenus et hétérogénéité des structures de consommation, vers la notion de pouvoir d'achat effectif catégoriel », in Philippe MOATI et Robert ROCHEFORT, *Mesurer le pouvoir d'achat*, rapport du Conseil d'Analyse Economique, janvier 2008.

MULLER Jörg, La politique autrement : les nouveaux rapports des jeunes à la politique, in Les jeunes d'aujourd'hui : quelle société pour demain ?, Cahier de recherche n°292, décembre 2012, <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C292.pdf>

MOATI Philippe et ROCHEFORT Robert, *Mesurer le pouvoir d'achat*, rapport du Conseil d'Analyse Economique, janvier 2008, sur Internet : <http://www.cae.gouv.fr/rapports/dl/073.pdf>

ONPES, « Étude sur l'invisibilité sociale : un enjeu de connaissance des personnes pauvres et précaires », *La Lettre*, n°4, octobre 2014. http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/Lettre_ONPES_04_2014.pdf

ONPES-Fors Recherche Sociale, Etude sur la pauvreté et l'exclusion sociale de certains publics mal couverts par la statistique publique, ONPES, 2014, http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/RAPPORT_ONPES_Publics_invisibles.pdf

ONPES, Les budgets de référence : une méthode d'évaluation des besoins pour une participation effective à la vie sociale, rapport 2014-2015

PICART Claude, Une rotation de la main-d'œuvre presque quintuplée en 30 ans : plus qu'un essor des formes particulières d'emploi, un profond changement de leur usage, Dossier Insee, 2013, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs/ffc/EMPSAL14b_D1_rotation.pdf

ROSANVALLON Pierre, *Le parlement des invisibles*, Éditions du Seuil, Raconter la vie, 2014.

TNS Sofres pour La Croix, Baromètre de confiance dans les médias 2015.

Annexe 3 - Table des illustrations

GRAPHIQUES

Graphique 1 - « Avez-vous le sentiment d'être confronté à des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ? »	14
Graphique 2 - Les plus âgés se déclarent moins souvent personnellement victimes d'un problème invisible pour les pouvoirs publics ou les médias	15
Graphique 3 - Les deux-tiers des chômeurs déclarent être confrontés à des difficultés qu'ils jugent invisibles	16
Graphique 4 - Sentiment d'invisibilité sociale et niveau de vie « objectif »	17
Graphique 5 - Proportion de personnes qui considèrent faire partie des « catégories populaires ou des défavorisées » selon le sentiment d'invisibilité et le niveau de vie	19
Graphique 6 - La sensation d'appartenir aux catégories « basses » de la population, en progression	19
Graphique 7 - Pour les Français plus que pour tous les autres Européens, personne n'est à l'abri de la pauvreté.....	20
Graphique 8 - Plus d'un tiers des Français inquiets pour leur niveau de vie	21
Graphique 9 - Les femmes se sentent plus souvent confrontées à des difficultés invisibles	23
Graphique 10 - Sentiment d'invisibilité sociale et état de santé.....	24
Graphique 11 - « Et pensez-vous qu'il existe actuellement en France des personnes qui traversent des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ? »	28
Graphique 12 - Proportion de Français estimant qu'il existe actuellement en France beaucoup des personnes qui traversent des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment, en fonction du degré d'inquiétude vis-à-vis de certains risques	29
Graphique 13 - Répartition des Français en fonction de leur perception de leur propre invisibilité sociale et de celles des autres (en %)	30
Graphique 14 - L'invisibilité pour soi et / ou pour les autres en fonction de la confiance accordée dans les institutions.....	33
Graphique 15 - Opinion quant à l'intervention des pouvoirs publics en faveur des plus démunis en fonction de la perception de l'invisibilité sociale pour soi et pour les autres	34
Graphique 16 - Opinion des Français sur le système de protection sociale en fonction de la perception de l'invisibilité sociale pour soi et pour les autres	35
Graphique 17 - Proportion de Français en faveur d'un changement profond de la société française en fonction de la perception de l'invisibilité sociale pour soi et pour les autres	35
Graphique 18 - « Pourriez-vous décrire, en quelques phrases, les principales difficultés auxquelles vous êtes confronté(e) personnellement et que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ? »	37
Graphique 19 - Les sept grandes catégories de registres de difficultés « invisibles » évoquées par les Français.....	39
Graphique 20 - Part des dépenses pré-engagées dans le budget des ménages en %	42
Evolution du pouvoir d'achat par ménage, indice 1 en 1990	40
Graphique 21 - La perception de l'évolution du niveau de vie des Français depuis 1979	43
Graphique 22 - Proportion de ménages propriétaires de leur logement selon le niveau de vie.....	44
Graphique 23 - Evolution des revenus, des prix d'achat des logements anciens et des loyers d'habitation (indice 100 en 1996)	45
Graphique 24 - Proportion de répondants évoquant des difficultés financières en fonction du niveau de revenus et de diplôme (en %)	45
Graphique 25 - Évolution de la mobilité et de la rotation.....	48
Graphique 26 - Proportion d'individus ayant effectué, au cours des douze derniers mois, des démarches administratives ou fiscales sur internet.....	49
Graphique 27 - Proportion de répondants évoquant des difficultés relatives à l'accès aux droits et besoins fondamentaux en fonction de l'âge et du niveau de ressources (en %).....	51

Graphique 28 - Typologie des difficultés rencontrées par les Français en fonction de la fréquence de leur survenue	52
Graphique 29 - Proportion de répondants évoquant des difficultés relatives au délitement de la cohésion sociale en fonction de la taille de l'unité urbaine de résidence (en %).....	54
Graphique 30 - Proportion de répondants évoquant des difficultés liées à l'insuffisance des aides en fonction du sexe et du niveau de revenus (en %)	57
Graphique 31 - Pensez-vous que la société a besoin de se transformer profondément et si oui, quel type de réformes souhaitez-vous ? (en %).....	58
Graphique 32 - Quelle est l'importance de la protection de l'environnement pour vous, personnellement (réponse « très important », en %)	60
Graphique 33 - Proportion de répondants évoquant des difficultés relatives à la dégradation de l'environnement en fonction des niveaux de diplôme et de ressources (en %)	61
Graphique 34 - L'invisibilité sociale pour les autres, une situation de grande exclusion	65
Graphique 35 - «Quelles sont les principales raisons qui font que les médias ou les pouvoirs publics ne voient pas ces difficultés ?».....	67
Graphique 36 - «La confiance dans différents organismes en 2015.....	68
Graphique 37 - Proportion de personnes déclarant que l'invisibilité s'explique car par la recherche de sensationnalisme et l'individualisme selon l'âge	70
Graphique 38 - Les principaux types de changement radicaux souhaités.....	71
Graphique 39 - Proportion de personnes déclarant que l'invisibilité s'explique car des personnes « habitent dans un endroit dont on ne parle pas » selon la catégorie d'agglomération	72
Graphique 40 - «D'après vous, quelles en sont les deux principales conséquences ?».....	73
Graphique 41 - Proportion d'individus estimant que l'invisibilité crée une société moins solidaire selon l'âge	74

TABLEAUX

Tableau 1 - Le sentiment d'invisibilité selon le lieu de résidence	16
Tableau 2 - Récapitulatif des principales caractéristiques des publics les plus concernés par le sentiment d'invisibilité sociale.....	25
Tableau 3 - Modélisation de la probabilité d'avoir le sentiment d'être « très souvent » confronté à des difficultés que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment vs. « assez souvent, rarement ou jamais » (paramètres estimés de la régression logistique) ..	27
Tableau 4 - Profil et condition de vie en fonction de l'opinion quant à l'existence de difficultés invisibles pour soi et pour les autres.....	30
Tableau 5 - Présentation de la contribution des thématiques détaillées aux sept grands registres de discours.....	40